ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 1 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1975 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 162

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 100

Περὶ κυρώσεως α) τῆς Συμβάσεως περὶ συστάσεως Παγκοσμίου Ὀργανώσεως προστασίας τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας, ὑπογραφείσης ἐν Στοκχόλμῃ τῇ 14ῃ Ἰουλίου 1967 καὶ β) τῆς κατὰ τὴν Διπλωματικὴν Διάσκεψιν τῶν Παρισίων τοῦ Ἰουλίου 1971 γενομένης ἀναθεωρήσεως τῆς Συμβάσεως τῆς Βέρνης 1886.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ Σύμβασις περὶ συστάσεως Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Προστασίας τῆς Ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας, ὑπογραφεῖσα ἐν Στοκχόλμῃ τῇ 14ῃ Ἰουλίου 1967 ὡς καὶ ἡ σύμβασις τῆς Βέρνης περὶ προστασίας τῶν λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων ὡς ἀναθεωρήθη ἐν Παρισίοις κατ' Ἰούλιον 1971 ὧν τὰ κείμενα ἕπονται ἐν Γαλλικῷ προτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 1 Αὐγούστου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΤΡΥΠΑΝΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 1 Αὐγούστου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle signée à Stockholm le 14 Juillet 1967

Les Parties Contractantes,

Animées du désir de contribuer à une meilleure compréhension et collaboration entre les Etats, pour leur profit mutuel et sur la base du respect de leur souveraineté et égalité,

Désirant, afin d'encourager l'activité créatrice, promouvoir la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde,

Désirant moderniser et rendre plus efficace l'administration des Unions instituées dans les domaines de la protection de la propriété industrielle et de la protection des oeuvres littéraires et artistiques, tout en respectant pleinement l'autonomie de chacune des Unions,

Sont convenus de ce qui suit;

Article 1.

Institution de l'Organisation

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle est instituée par la présente Convention.

Article 2.

Définitions

Au sens de la présente Convention, il faut entendre par :

i) «Organisation», l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI);

ii) «Bureau international», le Bureau international de la propriété intellectuelle;

iii) «Convention de Paris», la Convention pour la protection de la propriété industrielle signée le 20 mars 1883, y compris chacun de ses Actes revisés;

iv) «Convention de Berne», la Convention pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, signée le 9 septembre 1886, y compris chacun des ses Actes revisés;

v) «Union de Paris», l'Union internationale créée par la Convention de Paris;

vi) «Union de Berne», l'Union internationale créée par la Convention de Berne;

vii) «Unions», l'Union de Paris, les Unions particulières et les Arrangements particuliers établis en relation avec cette Union, l'Union de Berne, ainsi que tout autre engagement international tendant à promouvoir la protection de la propriété intellectuelle dont l'administration est assurée par l'Organisation en vertu de l' Article 4, iii);

viii) «Propriété intellectuelle», les droits relatifs :

— aux oeuvres littéraires, artistiques et scientifiques,

— aux interprétations des artistes interprètes et aux exécutions des artistes exécutants, aux phonogrammes et aux émissions de radiodiffusion,

— aux inventions dans tous les domaines de l'activité humaine,

— aux découvertes scientifiques,

— aux dessins et modèles industriels,

— aux marques de fabriques, de commerce et de service, ainsi qu'aux noms commerciaux et dénominations commerciales,

— à la protection contre la concurrence déloyale;
et tous les autres droits afférants à l'activité intellectuelle dans les domaines industriel, scientifique, littéraire et artistique.

Article 3.

But de l'Organisation

L'Organisation a pour but :

i) de promouvoir la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde par la coopération des Etats, en collaboration, s'il y a lieu, avec toute autre organisation internationale,

ii) d'assurer la coopération administrative entre les Unions.

Article 4.

Fonctions

Aux fins d'atteindre le but défini à l'article 3, l'Organisation, par ses organes compétents et sous réserve de la compétence de chacune des Unions :

i) s'emploie à promouvoir l'adoption de mesures destinées à améliorer la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde et à mettre en harmonie les législations nationales dans ce domaine;

ii) assure les services administratifs de l'Union de Paris, des Unions particulières établies en relation avec cette Union et de l'Union de Berne;

iii) peut accepter d'assumer l'administration qu' implique la mise en oeuvre de tout autre engagement international tendant à promouvoir la protection de la propriété intellectuelle ou de participer à une telle administration;

iv) encourage la conclusion de tout engagement international tendant à promouvoir la protection de la propriété intellectuelle;

v) offre sa coopération aux Etats qui lui demandent une assistance technico-juridique dans le domaine de la propriété intellectuelle;

vi) rassemble et diffuse toutes informations relatives à la protection de la propriété intellectuelle, effectue et encourage des études dans ce domaine et en public les résultats;

vii) assure les services facilitant la protection internationale de la propriété intellectuelle et, le cas échéant, procède à des enregistrements en la matière et publie les indications relatives à ces enregistrements;

viii) prend toutes autres mesures appropriées.

Article 5.

Membres

1) Peut devenir membre de l'Organisation tout Etat qui est membre de l'une des Unions telles qu'elles sont définies à l'article 2, vii).

2) Peut également devenir membre de l'Organisation tout Etat qui n'est pas membre de l'une des Unions, à la condition :

i) qu'il soit membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une des institutions spécialisées qui sont reliées à l'Organisation des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'Energie atomique, ou partie au statut de la Cour Internationale de Justice, ou

ii) qu'il soit invité par l'Assemblée générale à devenir partie à la présente Convention.

Article 6.

Assemblée générale

1) a) Il est établi une Assemblée générale comprenant les Etats parties à la présente Convention qui sont membre de l'une au moins des Unions.

b) Le Gouvernement de chaque Etat membre est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

2) L'Assemblée générale;

i) nomme le Directeur Général sur présentation du comité de coordination;

ii) examine et approuve les rapports du Directeur Général relatifs à l'Organisation et lui donne toutes directives nécessaires;

iii) examine et approuve les rapports et les activités du Comité de coordination et lui donne des directives;

iv) adopte le budget triennal des dépenses communes aux Unions;

v) approuve les dispositions proposées par le Directeur Général concernant l'administration relative à la mise en oeuvre des engagements internationaux visés à l'article 4, iii);

vi) adopte le règlement financier de l'Organisation;

vii) détermine les langues de travail du Secrétariat, compte tenu de la pratique des Nations Unies;

viii) invite à devenir parties à la présente Convention les Etats visés à l'article 5. 2) ii);

ix) décide quels sont les Etats non membres de l'Organisation et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;

x) s'acquite de toutes autres tâches utiles dans le cadre de la présente Convention.

3) a) Chaque Etat, qu'il soit membre d'une ou de plusieurs Unions dispose d'une voix à l'Assemblée générale.

b) La moitié des Etats membres de l'Assemblée générale constitue le quorum.

c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa b), si, lors d'une session, le nombre des Etats représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des Etats membres de l'Assemblée générale, celle-ci peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée générale, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau International communique lesdites décisions aux Etats membres de l'Assemblée générale qui n'étaient pas représentés,en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des Etats ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre d'Etats qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) Sous réserve des dispositions des sous-alinéas e)et f), l'Assemblée générale prend ses décisions à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

e) L'acceptation des dispositions concernant l'administration relative à la mise en oeuvre des engagements internationaux visés à l'article 4, iii) requiert la majorité des trois quarts des votes exprimés.

f) L'approbation d'un accord avec l'Organisation des Nations Unies en conformité avec les dispositions des articles 57 et 63 de la Charte des Nations Unies requiert la majorité des neuf dixièmes des votes exprimés.

g) La nomination du Directeur Général (alinéa 2), l'approbation des dispositions proposées par le Directeur Général concernant l'administration relative à la mise en oeuvre des engagements internationaux (alinéa 2) v) et le transfert du siège (article 10) requièrent la majorité prévue, non seulement dans l'Assemblée générale, mais également dans l'Assemblée de l'Union de Paris et dans l'assemblée de l'Union de Berne.

h) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

i) Un délégué ne peut représenter qu'un seul Etat et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

4) a) L'Assemblée générale se réunit une fois tous les trois ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur Général.

b) L'Assemblée générale se réunit en session extraordinaire sur convocation du Directeur Général à la demande du Comité de coordination ou à la demande d'un quart des Etats membres de l'Assemblée générale.

c) Les réunions se tiennent au siège de l'Organisation.

5) Les Etats parties à la présente Convention qui ne sont pas membres de l'une des Unions sont admis aux réunions de l'Assemblée générale en qualité d'observateurs.

6) L'Assemblée générale établit son règlement intérieur.

Article 7.

Conférence

1) a) Il est établi une Conférence comprenant les Etats parties à la présente Convention, qu'ils soient ou non membres de l'une des Unions.

b) Le Gouvernement de chaque Etat est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

2) La Conférence :

i) discute des questions d'intérêt général dans le domaine de la propriété intellectuelle et peut adopter des recommandations relativement à ces questions, tout en respectant la compétence et l'autonomie des Unions;

ii) adopte le budget triennal de la Conférence;

iii) établit, dans les limites de ce budget, le programme triennal d'assistance technico-juridique;

iv) adopte les modifications à la présente Convention selon la procédure définie à l'article 17;

v) décide quels sont les Etats non membres de l'Organisation et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;

vi) s'acquite de toutes autres tâches utiles dans le cadre de la présente convention.

3) a) Chaque Etat membre dispose d'une voix à la Conférence.

b) Le tiers des Etats membres constitue le quorum.

c) Sous réserve des dispositions de l'article 17, la Conférence prend ses décisions à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

d) Le montant des contributions des Etats parties à la présente Convention qui ne sont pas membres de l'une des Unions est fixé par un vote duquel seuls les délégués de ces Etats ont le droit de participer.

e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul Etat et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

4) a) La conférence se réunit en session ordinaire sur convocation du Directeur Général pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale.

b) La Conférence se réunit en session extraordinaire sur convocation du Directeur Général à la demande de la majorité des Etats membres.

5) La Conférence établit son règlement intérieur.

Article 8.

Comité de coordination

1) a) Il est établi un Comité de coordination comprenant les Etats parties à la présente Convention qui sont membres du Comité exécutif de l'Union de Paris, du Comité exécutif de l'Union de Berne ou de

l'un et l'autre de ces Comités exécutifs. Toutefois, si l'un de ces Comités exécutifs comprend plus du quart des pays membres de l'Assemblée qui l'a élu, ledit Comité désigne, parmi ses membres, les Etats qui seront membres du Comité de coordination, de telle sorte que leur nombre n'excède pas le quart susvisé, étant entendu que le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège n' entre pas en ligne de compte pour le calcul de ce quart.

b) Le Gouvernement de chaque Etat membre du Comité de coordination est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Lorsque le Comité de coordination examine soit des questions intéressant directement le programme ou le budget de la Conférence et son ordre du jour, soit des propositions de modification de la présente Convention de nature à affecter les droits ou obligations des Etats parties à la présente Convetion qui ne sont pas membres de l'une des Unions, un quart de ces Etats participent aux réunions du Comité de coordination avec les mêmes droits que les membres de ce Comité. La Conférence élit à chaque session ordinaire les Etats appelés à participer à de telles réunions.

d) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

2) Si les autres Unions administrées par l'Organisation désirent être représentées en tant que telles qu' au sein du Comité de coordination, leurs représentants doivent être désignés parmi les Etats membres du Comité de coordination.

3) La Comité de coordination :

i) donne des avis aux organes des Unions, à l'Assemblée générale, à la Conférence et au Directeur Général sur toutes les questions administratives et financières et sur toutes autres questions d'intérêt commun soit à deux ou plusieurs Unions, soit à une ou plusieurs Unions et à l'Organisation, et notamment sur le budget des dépenses communes aux Unions;

ii) prépare le projet d'ordre du jour de l'Assemblée générale;

iii) prépare le projet d'ordre du jour et les projets de programme et de budget de la Conférence;

iv) se prononce, sur la base du budget triennal des dépenses communes des Unions et du budget triennal de la Conférence, ainsi que sur la base du programme triennal d'assistance technico-juridique, sur les budgets et programmes annuels correspondants;

v) à l' expiration des fonctions du Directeur Général, ou en cas de vacance de ce poste, propose le nom d' un candidat en vue de sa nomination à ce poste par l'Assemblée générale; si l' Assemblée générale ne nomme pas le candidat qu' il a présenté, le Comité de coordination présente un autre candidat; la même procédure est reprise jusqu' à la nomination par l' Assemblée générale du dernier candidat présenté;

vi) si une vacance du poste de Directeur Général survient entre deux sessions de l' Assemblée générale, nomme un Directeur Général par intérim pour la durée précédant l' entrée en fonctions du nouveau Directeur Général;

vii) s'acquitte de toutes autres tâches qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente Convention.

4) a) Le Comité de coordination se réun it fois une par an en session ordinaire sur convocation du Directeur Général. Il se réunit en principe au siège de l' Organisation.

b) Le Comité de coordination se réunit en session extraordinaire, sur convocation adressée par le Directeur Général, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande de son président ou d'un quart de ses membres.

5) a) Chaque Etat, qu' il soit membre de l'un seulement des deux Comités exécutifs, mentionnés à l' alinéa l) a) ou de ces deux Comités, dispose d' une seule voix au Comité de coordination.

b) La moitié des membres du Comité de coordination constitue le quorum.

c) Un délégué ne peut représenter qu' un seul Etat et ne peut voter qu' au nom de celui-ci.

6) a) Le Comité de coordination exprime ses avis et prend ses décisions à la majorité simple des votes exprimés. L' abstention n' est pas considérée comme un vote.

b) Même si une majorité simple est obtenue, tout membre du Comité de coordination peut, immédiatement après le vote, demander qu' il soit procédé de la manière suivante à un décompte spécial des votes : deux listes distinctes seront établies, sur lesquelles figurent respectivement les noms des Etats membres du Comité exécutif de l' Union de Paris et ceux des Etats membres du Comité exécutif de l' Union de Berne; le vote de chaque Etat sera inscrit en regard de son nom sur chacune des listes où il figure. Dans le cas où ce décompte spécial indiquerait que la majorité simple n' est pas obtenue dans chacune de ces listes, la proposition ne serait pas considérée comme adoptée.

7) Tout Etat membre de l' Organisation qui n' est pas membre du Comité de coordination peut être représenté aux réunions de ce Comité par des observateurs, avec le droit de participer aux délibérations, mais sans droit de vote.

8) Le Comité de coordination établit son règlement intérieur.

Article 9.

Bureau international

1) Le Bureau international constitue le secrétariat de l' Organisation.

2) Le Bureau international est dirigé par le Directeur Général assisté de deux ou plusieurs Vice-directeurs Généraux.

3) Le Directeur Général est nommé pour une période déterminée, qui ne peut être inférieure à six ans. Sa nomination peut être renouvelée pour des périodes déterminées. La durée de la première période et celle des périodes suivantes éventuelles, ainsi que toutes autres conditions de sa nomination, sont fixées par l' Assemblée générale.

4) a) Le Directeur Général est le plus haut fonctionnaire de l' Organisation.

b) Il représente l' Organisation.

c) Il rend compte à l' Assemblée générale et se conforme à ses directives en ce qui concerne les affaires interieures et extérieures de l' Organisation.

5) Le Directeur Général prépare les projets de budget et de programme ainsi que les rapports périodiques d' activité. Il les transmet aux Gouvernements des Etats intéressés ainsi qu' aux organes compétents des Unions et de l' Organisation.

6) Le Directeur Général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l' Assemblée générale, de la Conférence, du Comité de coordination ainsi que de tout autre comité ou groupe de travail. Le Directeur Général ou un membre du personnel désigné par lui est d' office secrétaire de ces organes.

7) Le Directeur Général nomme le personnel nécessaire au bon fonctionnement du Bureau international. Il nomme les Vice-directeurs Généraux après approbation du Comité de coordination. Les conditions d' emploi sont fixées par le Statut du personnel qui doit être approuvé par le Comité de coordination, sur proposition du Directeur Général. La nécessité de s' assurer les services d' agents éminemment qualifiés en raison de leur efficience, de leur compétence et de leur intégrité doit être la considération dominante dans le recrutement

et la détermination des conditions d' emploie des membres du personnel. Il sera dûment tenu compte de l'importance d' assurer ce recrutement sur une base géographique aussi large que possible.

8) Les fonctions du Directeur Général et des membres du personnel sont de caractère strictement international. Dans l' exercice de leurs fonctions, ceux-ci ne doivent solliciter ou recevoir d' instruction d' aucun Gouvernement ou d' aucune autorité étrangère à l' Organisation. Ils doivent s' abstenir de tout acte de nature à compromettre leur situation de fonctionnaires internationaux. Chaque Etat membre s' engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur Général et des membres du personnel et à ne pas chercher à influencer ceux-ci dans l' exécution de leurs fonctions.

Article 10.

Siège

1) Le siège de l' Organisation est fixé à Genève.

2) Son transfert peut être décidé dans les conditions prévues à l'article 6. 3) d) et g).

Article 11.

Finances

1) L'Organisation a deux budgets distincts : le budget des dépenses communes aux Unions et le budget de la Conférence.

2) a) Le budget des dépenses communes aux Unions contient les prévisions de dépenses présentant un intérêt pour plusieurs Unions.

b) Ce budget est financé par les ressources suivantes :

i) les contributions des Unions étant entendu que le montant de la contribution de chaque Union est fixé par l' Assemblée de cette Union, compte tenu de la mesure dans laquelle les dépenses communes sont effectuées dans l' intérêt de ladite Union.

ii) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international qui ne sont pas en rapport direct avec l' une des Unions ou qui ne sont pas perçues pour des services rendus par le Bureau international dans le domaine de l' assistance technico-juridique;.

iii) le produit de la vente des publications du Bureau international qui ne concernent pas directement l' une des Unions, et les droits afférents à ces publications ;

iv) les dons, legs et subventions dont bénéficie l' Organisation, à l' exception de ceux visés à l' alinéa 3) b) iv);

v) les loyers, intérêts et autres revenues divers de l'Organisation.

3) a) Le budget de la Conférence contient les prévisions de dépenses pour la tenue des sessions de la Conférence et pour le programme d' assistance technico-juridique.

b) Ce budget est financé par les ressources suivantes :

i) les contributions des Etats parties à la présente Convention qui ne sont pas membres de l' une des Unions;

ii) les sommes éventuellement mises à la disposition de ce budget par les Unions, étant entendu que le montant de la somme mise à la disposition par chaque Union est fixé par l' Assemblée de cette Union et que chaque Union est libre de ne pas contribuer à ce budget ;

iii) les sommes perçues pour des services rendus par le Bureau international dans le domaine de l' assistance technico-juridique;

iv) les dons, legs et subventions dont bénéficie l' Organisation aux fins visées au sous-alinéa α).

4) a) Pour déterminer sa part contributive dans le budget de la Conférence, chacun des Etats parties à la présente Convention qui n' est pas membre de l'une des Unions est rangé dans une classe et paie ses contributions annuelles sur la base d' un nombre d' unités fixé comme suit ;

Classe A 10
Classe B 3
Classe C 1

b) Chacun de ces Etats, au moment où il accomplit l' un des actes prévus à l' article 14. 1), indique la classe dans laquelle il désire être rangé. Il peut changer de classe. S' il choisit une classe inférieure, l' Etat doit en faire part à la Conférence lors d' une de ses sessions ordinaires. Un tel changement prend effet au début de l' année civile suivant ladite session.

c) La contribution annuelle de chacun de ces Etats consiste en un montant dont le rapport à la somme totale des contributions au budget de la Conférence de tous ces Etats est le même que le rapport entre le nombre des unités de la classe dans laquelle il est rangé et le nombre total des unités de l'ensemble de ces Etats.

d) Les contributions sont dues au ler janvier de chaque année.

e) Dans le cas où le budget n' est pas adopté avant le début d' un nouvel exercice, le budget de l' année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

5) Tout Etat partie à la présente Convention qui n'est membre d' aucune des Unions et qui est en retard dans le paiement de ses contributions compte tenu des dispositions du présent article, de même que tout Etat partie à la présente Convention qui est membre de l' une des Unions et qui est en retard dans le paiement de ses contributions au titre de cette Union, ne peut exercer son droit de vote, dans aucun des organes de l' Organisation dont il est membre, si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées.

Cependant, un tel Etat peut être autorisé à conserver l' exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que de dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

6) Le montant des taxes et sommes dues pour des services rendus par le Bureau international dans le domaine de l'assistance technico-juridique est fixé par le Directeur Général, qui fait rapport au Comité de coordination.

7) L'organisation peut,avec l'approbation du Comité de coordination, recevoir tous dons, legs et subventions provenant directement de gouvernements, d'institutions publiques ou privées, d'associations ou de particuliers.

8) a) L'organisation possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par les Unions et par chaque Etat partie à la présente Convention qui n'est pas membre de l'une des Unions, si le fonds devient insuffisant, son augmentation est décidée.

b) Le montant du versement unique de chaque Union et sa participation éventuelle à toute augmentation sont décidés par son Assemblée.

c) Le montant du versement unique de chaque Etat partie à la présente Convention qui n' est pas membre d' une Union et sa participation à toute augmentation, sont proportionnels à la contribution de cet Etat pour l' année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée. La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par la Conférence sur proposition du Directeur Général et après avis du Comité de coordination.

9) a) L' accord de siège conclu avec l' Etat sur le territoire duquel l' Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, cet Etat ac-

corde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées, font l' objet, dans chaque cas, d' accords séparés entre l' Etat en cause et l' Organisation. Aussi longtemps qu' il est tenu d' accorder des avances cet Etat dispose ex officio d' un siège au Comité de coordination.

b) L' Etat visé au sous-alinéa a) et l' Organisation ont chacun le droit de dénoncer l' engagement d' accorder des avances , moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l' année au cours de laquelle elle a été notifiée.

10) La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues dans le règlement financier, par un ou plusieurs Etats membres ou par des controleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l' Assemblée générale.

Article 12.

Capacité juridique; privilèges et immunités

1) L' Organisation jouit, sur le territoire de chaque Etat membre, conformément aux lois de cet Etat, de la capacité juridique nécessaire pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

2) L' Organisation conclut un accord de siège avec la Confédération suisse et avec tout autre Etat où le siège pourrait être fixé par la suite.

3) L'Organisation peut conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux avec les autres Etats membres pour s' assurer, ainsi qu' à ses fonctionnaires et aux représentants de tous les Etats membres, la jouissance des privilèges et immunités nécessaires pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

4) Le Directeur Général peut négocier, et après approbation du Comité de coordination, conclut et signe au nom de l' Organisation les accords visés aux alinéas 2) et 3).

Article 13.

Relations avec d' autres organisations

1) L' Organisation, si elle l' estime opportun, établit des relations de travail et coopère avec d' autres organisations intergouvernementales. Tout accord général passé à cet effet avec ces organisations est conclu par le Directeur Général après approbation du Comité de coordination.

2) L' Organisation peut prendre, pour les questions de sa compétence, toutes dispositions appropriées en vue de la consultation des organisations internationales non gouvernementales et, sous réserve du consentement des Gouvernements intéressés, des organisations nationales gouvernementales ou non gouvernementales, ainsi qu' en vue de toute coopération avec lesdites organisations. De telles dispositions sont prises par le Directeur Général, après approbation du Comité de coordination.

Article 14.

Modalités selon lesquelles les Etats peuvent devenir parties à la Convention

1) Les Etats visés à l' article 5 peuvent devenir parties à la présente Convention et membres de l' Organisation par :

i) leur signature sans réserve de ratification, ou

ii) leur signature sous réserve de ratification, suivie du dépôt de l' instrument de ratification, ou

iii) le dépôt d' un instrument d' adhésion.

2) Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, un Etat partie à la Convention de Paris, à la Convention de Berne ou à ces deux Conventions ne peut devenir partie à la présente Convention qu' en devenant simultanément partie, ou qu' après être devenu partie antérieurement, par ratification ou adhésion.

Soit à l' Acte de Stockholm de la Convention de Paris dans sa totalité ou avec la seule limitation prévue par l' article 20.1)b)i) dudit Acte soit à l' acte de Stockholm de la Convention de Berne dans sa totalité ou avec la seule limitation prévue par l' article 28.1.)b)i) dudit Acte.

3) Les instruments de ratification ou d' adhésion sont déposés auprès du Directeur Général.

Article 15.

Entrée en vigueur de la Convention

1) La présente Convention entre en vigueur trois mois après que dix Etats membres de l' Union de Paris et sept Etats membres de l' Union de Berne ont accompli l' un des actes prévus à l' article 14. 1), étant entendu que tout Etat membre des deux Unions est compté dans les deux groupes. A cette date, la présente Convention entre également en vigueur à l' égard des Etats qui, n' étant membres d' aucune des deux Unions, ont accompli, trois mois ou plus avant ladite date, l'un des actes prévus à l' article 14.1).

2) A l' égard de tout autre Etat, la présente Convention entre en vigueur trois mois après la date à laquelle cet Etat a accompli l' un des actes prévus à l' article 14.1).

Article 16.

Réserves

Aucune réserve n' est admise à la présente Convention.

Article 17.

Modifications

1) Des propositions de modification à la présente Convention peuvent être présentées par tout Etat membre, par le Comité de coordination ou par le Directeur Général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux Etats membres six mois au moins avant d' être soumises à l' examen de la Conférence.

2) Toute modification est adoptée par la Conférence. S' il s'agit de modifications de nature à affecter les droits et obligations des Etats parties à la présente Convention qui ne sont membres d' aucune des Unions, ces Etats participent également au scrutin. Les Etats parties à la présente Convention qui sont membres de l' une au moins des Unions sont seuls habilités à voter sur toutes propositions relatives à d' autres modifications. Les modifications sont adoptées à la majorité simple des votes exprimés, étant entendu que la Conférence ne vote que sur les propositions de modification adoptées au préalable par l' Assemblée de l' Union de Paris et l' Assemblée de l' Union de Berne selon les règles applicables dans chacune d' elles à la modification des dispositions administratives de leurs Conventions respectives.

3) Toute modification entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur Général des notifications écrites d' acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des Etats qui étaient membres de l' Organisations, et avaient le droit de vote sur la modification proposée aux termes de l' alinéa 2), au moment où la modification a été adoptée par la Conférence. Toute modification ainsi acceptée lie tous les Etats qui sont membres de l' Organisation au moment où la modification entre en vigueur ou qui en deviennent membres à une date ultérieure; toutefois, toute modification qui accroit les obligations financières des Etats membres ne lie que ceux d' entre eux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

Article 18.
Dénonciation

1) Tout Etat membre peut dénoncer la présente Convention par notification adressée au Directeur Général.

2) La dénonciation prend effet six mois après la date à laquelle le Directeur Général a reçu la notification.

Article 19.
Notifications

Le Directeur Général notifie aux Gouvernements de tous les Etats membres :

i) la date d'entrée en vigueur de la Convention.

ii) les signatures et dépots d'instruments de ratification ou d'adhésion;

iii) les acceptations de modifications de la présente Convention et la date à laquelle ces modifications entrent en vigueur.

iv) Les dénonciations de la présente Convention.

Article 20.
Dispositions protocolaires

1) a) La présente Convention est signée en un seul exemplaire en langues anglaise, espagnole, française et russe, ces textes faisant également foi; elle est déposée auprès du Gouvernement de la Suède.

b) La présente Convention reste ouverte à la signature à Stockholm jusqu'au 13 janvier 1968.

2) Des textes officiels sont établis par le Directeur Général, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les langues allemande, italienne et portugaise et dans les autres langues que la Conférence pourra indiquer.

3) Le Directeur Général transmet deux copies certifiées conformes de la présente Convention et de toute modification adoptée par la Conférence aux Gouvernements des Etats membres des Unions de Paris ou de Berne, au Gouvernement de tout autre Etat lorsqu'il adhère à la présente Convention et au Gouvernement de tout autre Etat qui en fait la demande. Les copies du texte signé de la Convention qui sont transmises aux Gouvernements sont certifiées conformes par le Gouvernement de la Suède.

4) Le Directeur Général fait enregistrer la présente Convention auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Article 21.
Clauses transitoires

1) Jusqu'à l'entrée en fonctions du premier Directeur Général, les références, dans la présente Convention, au Bureau international ou au Directeur Général sont considérées comme se rapportant respectivement aux Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique (également dénommés Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI), ou à leur Directeur.

2) a) Les Etats qui sont membres de l'une des Unions, mais qui ne sont pas encore devenus parties à la présente Convention, peuvent, pendant cinq ans à compter de la date de son entrée en vigueur, exercer, s'ils le désirent, les mêmes droits que s'ils y étaient parties. Tout Etat qui désire exercer lesdits droits dépose a cette fin auprès du Directeur Général une notification écrite qui prend effet à la date de sa réception. De tels Etats sont réputés être membres de l'Assemblée générale et de la Conférence jusqu'à l'expiration de ladite période.

b) A l'expiration de la période de cinq ans, ces Etats n'ont plus le droit de vote à l'Assemblée générale, à la Conférence ou au Comité de coordination.

c) Dès qu'ils sont devenus parties à la présente Convention, lesdits Etats peuvent exercer à nouveau le droit de vote.

3) a) Aussi longtemps que tous les Etats membres des Unions de Paris ou de Berne ne sont pas devenus parties à la présente Convention, le Bureau international et le Directeur Général exercent également les fonctions dévolues respectivement aux Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique, et à leur Directeur.

b) Le personnel en fonctions aux Bureaux susvisés à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention est, durant la période transitoire visée au sous-alinéa a), considéré comme également en fonctions au Bureau international.

4) a) Lorsque tous les Etats membres de l'Union de Paris sont devenus membres de l'Organisation, les droits, obligations et biens du Bureau de cette Union sont dévolus au Bureau international de l'Organisation.

b) Lorsque tous les Etats membres de l'Union de Berne sont devenus membres de l'Organisation, les droits, obligations et biens du Bureau de cette Union sont dévolus au Bureau international de l'Organisation.

En foi de quoi les soussignés dument autorisés à cet effet ont signé la présente Convention.

Fait à Stockholm le 14 Juillet 1967.

UNION INTERNATIONALE

Conférence diplomatique de revision de la Convention de Berne

(Paris, 5 au 24 juillet 1971)

1. Acte de Paris

Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques.

du 9 septembre 1886

complétée à PARIS le 4 mai 1896, revisée à BERLIN le 13 novembre 1908, complétée à BERNE le 20 mars 1914 et revisée à ROME le 2 juin 1928, à BRUXELLES le 26 juin 1948, à STOCKHOLM le 14 juillet 1967 et à PARIS le 24 juillet 1971.

Les pays de l'Union, également animés du désir de protéger d'une manière aussi efficace et aussi uniforme que possible les droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques.

Reconnaissant l'importance des travaux de la Conférence de revision tenue à Stockholm en 1967.

Ont résolu de reviser l'Acte adopté par la Conférence de Stockholm, tout en laissant sans changement les articles 1 à 20 et 22 à 26 de cet Acte.

En conséquence, les Plénipotentiaires soussignés, après présentation de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Les pays auxquels s'applique la présente Convention sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques.

Article 2.

1) Les termes «oeuvres littéraires et artistiques» comprennent toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quelqu'en soit le mode ou la forme d'expression, telles que : les livres, brochures et autres écrits : les conférences, allocutions, sermons et autres oeuvres de même nature; les oeuvres dramatiques ou dramatico-musicales; les oeuvres chorégraphiques et les pantomimes; les compositions musicales avec ou sans paroles; les oeuvres cinématographiques, auxquelles sont assimilées les oeuvres exprimées par un procédé analogue à la cinématographie; les oeuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographie; les oeuvres photographiques, auxquelles sont assimilées les oeuvres exprimées par un procédé analogue à la photographie; les oeuvres des arts appliqués; les illustrations, les cartes géographiques, les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

2) Est toutefois réservée aux législations des pays de l'Union la faculté de prescrire que les oeuvres littéraires et artistiques ou bien l'une ou plusieurs catégories d'entre elles ne sont pas protégées tant qu'elles n'ont pas été fixées sur un support matériel.

3) Sont protégés comme des oeuvres originales, sans préjudice des droits de l'auteur de l'oeuvre originale, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres transformations d'une oeuvre littéraire ou artistique.

4) Il est réservé aux législations des pays de l'Union de déterminer la protection à accorder aux textes officiels d'ordre législatif, administratif ou judiciaire, ainsi qu'aux traductions officielles de ces textes.

5) Les recueils d'oeuvres littéraires ou artistiques tels que les encyclopédies et anthologies qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles sont protégés comme telles, sans préjudice des droits des auteurs sur chacune des oeuvres qui font partie de ces recueils.

6) Les oeuvres mentionnées ci-dessus jouissent de la protection dans tous les pays de l'Union. Cette protection s'exerce au profit de l'auteur et de ses ayants droit.

7) Il est réservé aux législations des pays de l'Union de régler le champ d'application des lois concernant les oeuvres des arts appliqués et les dessins et modèles industriels, ainsi que les conditions de protection de ces oeuvres, dessins et modèles, compte tenu des dispositions de l'article 7.4) de la présente Convention. Pour les oeuvres protégées uniquement comme dessins et modèles dans le pays d'origine, il ne peut être réclamé dans un autre pays de l'Union que la protection spéciale accordée dans ce pays aux dessins et modèles; toutefois, si une telle protection spéciale n'est pas accordée dans ce pays, ces oeuvres seront protégées comme oeuvres artistiques.

8) La protection de la présente Convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse.

Article 2bis

1) Est réservée aux législations des pays de l'Union la faculté d'exclure partiellement ou totalement de la protection prévue à l'article précédent les discours politiques et les discours prononcés dans les débats judiciaires.

2) Est réservée également aux législations des pays de l'Union la faculté de statuer sur les conditions dans lesquelles les conférences, allocutions et autres oeuvres de même nature, prononcées en public, pourront être reproduites par la presse, radiodiffusées, transmises par fil au public et faire l'objet des communications publiques visées à l'article 11bis 1) de la présente Convention, lorsqu'une telle utilisation est justifiée par le but d'information à atteindre.

3) Toutefois, l'auteur jouit du droit exclusif de réunir en recueil ses oeuvres mentionnées aux alinéas précédents.

Article 3.

1) Sont protégés en vertu de la présente Convention:

a) les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, pour leur oeuvres, publiées ou non;

b) les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, pour les oeuvres qu'ils publient pour la première fois dans l'un de ces pays ou simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un pays de l'Union.

2) Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union mais ayant leur résidence habituelle dans l'un de ceux-ci sont, pour l'application de la présente Convention, assimilés aux auteurs ressortissant audit pays.

3) Par «oeuvres publiés», il faut entendre les oeuvres éditées avec le consentement de leurs auteurs, quel que soit le mode de fabrication des exemplaires, pourvu que la mise à disposition de ces derniers ait été telle qu'elle satisfasse les besoins raisonnables du public, compte tenu de la nature de l'oeuvre. Ne constituent pas une publication la représentation d'une oeuvre dramatique, dramatico-musicale ou cinématographique, l'exécution d'une oeuvre musicale, la récitation publique d'une oeuvre littéraire, la transmission ou la radiodiffusion des oeuvres littéraires ou artistiques, l'exposition d'une oeuvre d'art et la construction d'une oeuvre d'architecture.

4) Est considérée comme publiée simultanément dans plusieurs pays toute oeuvre qui a paru dans deux ou plusieurs pays dans les trente jours de sa première publication.

Article 4.

Sont protégés en vertu de la présente Convention, même si les conditions prévues à l'article 3 ne sont pas remplies,

a) les auteurs des oeuvres cinématographiques dont le producteur a son siège ou sa résidence habituelle dans l'un des pays de l'Union;

b) les auteurs des oeuvres d' architecture édifiées dans un pays de l'Union ou des oeuvres des arts graphiques et plastiques faisant corps avec un immeuble située dans un pays de l'Union.

Article 5.

1) Les auteurs jouissent, en ce qui concerne les oeuvres pour lesquelles ils sont protégés en vertu de la présente Convention, dans les pays de l'Union autres que le pays d'origine de l'oeuvre, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, ainsi que des droits spécialement accordés par la présente Convention.

2) La jouissance et l'exercice de ces droits ne sont subordonnés à aucune formalité; cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'oeuvre. Par suite, en dehors des stipulations de la présente Convention, l'étendue de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits se règlent exclusivement d'après la législation du pays où la protection est réclamée.

3) La protection dans le pays d'origine est réglée par la législation nationale. Toutefois, lorsque l'auteur ne ressortit pas au pays d'origine de l'oeuvre pour laquelle il est protégé par la présente Convention, il aura, dans ce pays, les mêmes droits que les auteurs nationaux.

4) Est considéré comme pays d'origine :

a) pour les oeuvres publiées pour la première fois dans l'un des pays de l'Union, ce dernier pays; toutefois, s'il s'agit d'oeuvres publiées simultanément dans plusieurs pays de l'Union admettant des durées de protection différentes, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la moins longue;

b) pour les oeuvres publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un pays de l'Union, ce dernier pays;

c) pour les oeuvres non publiées ou pour les oeuvres publiées pour la première fois dans un pays étranger à l'Union, sans publication simultanée dans un pays de l'Union, le pays de l'Union dont l'auteur est ressortissant; toutefois,

i) s'il s'agit d'oeuvres cinématographiques dont le producteur a son siège ou sa résidence habituelle dans un pays de l'Union, le pays d'origine sera ce dernier pays, et

ii) s'il s'agit d'oeuvres d'architecture édifiées dans un pays de l'Union ou d'oeuvres des arts graphiques et plastiques faisant corps avec un immeuble située dans un pays de l'Union, le pays d'origine sera ce dernier pays.

Article 6.

1) Lorsqu'un pays étranger à l'Union ne protège pas d'une manière suffisante les oeuvres des auteurs qui sont ressortissants de l'un des pays de l'Union, ce dernier pays pourra restreindre la protection des oeuvres dont les auteurs sont, au moment de la première publication de ces oeuvres, ressortissants de l'autre pays et n'ont pas leur résidence habituelle dans l'un des pays de l'Union. Si le pays de la première publication fait usage de cette faculté, les autres pays de l'Union ne seront pas tenus d'accorder aux oeuvres ainsi soumises à un traitement spécial une protection plus large que celle qui leur est accordée dans le pays de la première publication.

2) Aucune restriction, établie en vertu de l'alinéa précédent, ne devra porter préjudice aux droits qu'un auteur aura acquis sur une oeuvre publiée dans un pays de l'Union avant la mise à exécution de cette restriction.

3) les pays de l'Union qui, en vertu du présent article, restreindront la protection des droits des auteurs, le notifieront au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après désigné «de Directeur général») par une déclaration écrite, où seront indiqués les pays vis-à-vis desquels la protection est restreinte, de même que les restrictions auxquelles les droits des auteurs ressortissant à ces pays sont soumis. Le Directeur général communiquera aussitôt le fait à tous les pays de l'Union.

Article 6bis

1) Indépendamment des droits patrimoniaux d'auteur, et même après la cession desdits droits, l'auteur conserve le droit de revendiquer la paternité de l'oeuvre et de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de cette oeuvre ou à toute autre atteinte à la même oeuvre, préjudiciables à son honneur ou à sa réputation.

2) Les droits reconnus à l'auteur en vertu de l'alinéa 1) ci-dessus sont, après sa mort, maintenus au moins jusqu'à l'extinction des droits patrimoniaux et exercés par les personnes ou institutions auxquelles la législation nationale du pays où la protection est réclamée donne qualité. Toutefois, les pays dont la législation, en vigueur au moment de la ratification du présent Acte ou de l'adhésion à celui-ci, ne contient pas de dispositions assurant la protection après la mort de l'auteur de tous les droits reconnus en vertu de l'alinéa 1) ci-dessus ont la faculté de prévoir que certains de ces droits ne sont pas maintenus après la mort de l'auteur.

3) Les moyens de recours pour sauvegarder les droits reconnus dans le présent article sont réglés par la législation du pays où la protection est réclamée.

Article 7.

1) La durée de la protection accordée par la présente Convention comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.

2) Toutefois, pour les oeuvres cinématographiques, les pays de l'Union ont la faculté de prévoir que la durée de la protection expire cinquante ans après que l'oeuvre aura été rendue accessible au public avec le consentement de l'auteur, ou qu'à défaut d'un tel évenement intervenu dans les cinquante ans à compter de la réalisation d'une telle oeuvre, la durée de la protection expire cinquante ans après cette réalisation.

3) Pour les oeuvres anonymes ou pseudonymes, la durée de la protection accordée par la présente Convention expire cinquante ans après que l'oeuvre a été licitement rendue accessible au public. Toutefois, quand le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute sur son identité, la durée de la protection est celle prévue à l'alinéa 1). Si l'auteur d'une oeuvre anonyme ou pseudonyme révèle son identité pendant la période ci-dessus indiquée, le délai de protection applicable est celui prévu à l'alinéa 1) Les pays de l'Union ne sont pas tenus de protéger les oeuvres anonymes ou pseudonymes pour lesquelles il y a tout lieu de présumer que leur auteur est mort depuis cinquante ans.

4) Est réservée aux législations des pays de l'Union la faculté de régler la durée de la protection des oeuvres photographiques et celle des oeuvres des arts appliqués protégées en tant qu'oeuvres artistiques; toutefois, cette durée ne pourra être inférieure à une période de vingt-cinq ans à compter de la réalisation d'une telle oeuvre.

5) Le délai de protection postérieur à la mort de l'auteur et les délais prévus aux alinéas 2), 3) et 4) ci-dessus commencent à courir à compter de ces délais n'est calculée qu'à partir du 1er janvier de l'année qui suit la mort ou ledit événement.

6) Les pays de l'Union ont la faculté d'accorder une durée de protection supérieure à celles prévues aux alinéas précédents.

7) Les pays de l'Union liés par l'Acte de Rome de la présente Convention et qui accordent, dans leur législation nationale en vigueur au moment de la signature du présent Acte, des durées inférieures à celles prévues aux alinéas précédents ont la faculté de les maintenir en adhérant au présent Acte ou en le ratifiant.

3) Dans tous les cas, la durée sera réglée par la loi du pays où la protection sera réclamée; toutefois, à moins que la législation de ce dernier pays n'en décide autrement, elle n'excédera pas la durée fixée dans le pays d'origine de l'oeuvre.

Article 7bis

Les dispositions de l'article précédent sont également applicables lorsque le droit d'auteur appartient en commun aux collaborateurs d'une oeuvre, sous réserve que les délais consécutifs à la mort de l'auteur soient calculés à partir de la mort du dernier survivant des collaborateurs.

Article 8.

Les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques protégés par la présente Convention jouissent, pendant toute la durée de leurs droits sur l'oeuvre originale, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs oeuvres.

Article 9.

1) Les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques protégés par la présente Convention jouissent du droit exclusif d'autoriser la reproduction de ces oeuvres, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit.

2) Est réservée aux législations des pays de l'Union la faculté de permettre la reproduction desdites oeuvres dans certains cas spéciaux, pourvu qu'une telle reproduction ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur.

3) Tout enregistrement sonore ou visuel est considéré comme une reproduction au sens de la présente Convention.

Article 10.

1) Sont licites les citations tirées d'une oeuvre, déjà rendue licitement accessible au public, à condition qu' elles soient conformes aux bons usages et dans la mesure justifiée par le but à atteindre, y compris les citations d'articles de journaux et recueils périodiques sous forme de revues de presse.

2) Est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux, en ce qui concerne la faculté d'utiliser licitement, dans la mesure justifiée par le but à atteindre, des oeuvres littéraires ou artistiques à titre d'illustration de l'enseignement par le moyen de publications, d'émissions de radiodiffusion ou d'enregistrements sonores ou visuels, sous réserve qu'une telle utilisation soit conforme aux bons usages.

3) Les citations et utilisations visées aux alinéas précédents devront faire mention de la source et du nom de l'auteur, si ce nom figure dans la source.

Article 10bis

1) Est réservée aux législations des pays de l'Union la faculté de permettre la reproduction par la presse, ou la radiodiffusion ou la transmission par fil au public, des articles d'actualité de discussion économique, politique ou religieuse, publiés dans des journaux ou recueils périodiques, ou des oeuvres radiodiffusées ayant le même caractère, dans le cas où la reproduction, la radiodiffusion ou ladite transmission n'en est pas expressément réservée. Toutefois, la source doit toujours être clairement indiquée; la sanction de cette obligation est déterminée par la législation du pays où la protection est réclamée.

2) Il est également réservé aux législations des pays de l'Union de régler les conditions dans lesquelles, à l'occasion de comptes rendus des événements d'actualité par le moyen de la photographie ou de la cinématographie, ou par voie de radiodiffusion ou de transmission par fil au public, les oeuvres littéraires ou artistiques vues ou entendues au cours de l'événement peuvent, dans la mesure justifiée par le but d'information à atteindre, être reproduites et rendues accessibles au public.

Article 11.

1)Les auteurs d'oeuvres dramatiques, dramaticomusicales et musicales jouissent du droit exclusif d'autoriser : 1° la représentation et l'exécution publiques de leurs oeuvres, y compris la représentation et l'exécution publiques par tous moyens ou procédés; 2° la transmission publique par tous moyens de la représentation et de l'exécution de leurs oeuvres.

2) Les mêmes droits sont accordés aux auteurs d' oeuvres dramatiques ou dramatico-musicales pendant toute la durée de leurs droits sur l'oeuvre originale, en ce qui concerne la traduction de leurs oeuvres.

Article 11bis

1) Les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser: 1° la radiodiffusion de leurs oeuvres ou la communication publique de ces oeuvres par tout autre moyen servant à diffuser sans fil les signes, les sons ou les images; 2° toute communication publique, soit par fil, soit sans fil, de l'oeuvre radiodiffusée, lorsque cette communication est faite par un autre organisme que celui d'origine; 3° la communication publique, par haut-parleur ou par tout autre instrument analogue transmetteur de signes, de sons ou d'images, de l'oeuvre radiodiffusée.

2) Il appartient aux législations des pays de l'Union de régler les conditions d'exercice des droits visés par l'alinéa 1) ci-dessus, mais ces conditions n'auront qu'un effet strictement limité au pays qui les aurait établies. Elles ne pourront en aucun cas porter atteinte au droit moral de l'auteur, ni au droit qui appartient à l'auteur d'obtenir une rémunération équitable fixée, à défaut d'accord amiable, par l'autorité compétente.

3) Sauf stipulation contraire, une autorisation accordée conformément à l'alinéa 1) du présent article n'implique pas l'autorisation d'enregistrer au moyen d'instruments portant fixation des sons ou des images, l'oeuvre radiodiffusée. Est toutefois réservé aux législations des pays de l'Union le régime des enregistrements éphémères effectués par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses émissions. Ces législations pourront autoriser la conservation de ces enregistrements dans des archives officielles en raison de leur caractère exceptionnel de documentation.

Article 11ter

1) Les auteurs d'oeuvres littéraires jouissent du droit exclusif d'autoriser: 1° la récitation publique de leurs oeuvres, y compris la récitation publique par tous moyens ou procédés; 2° la transmission publique par tous moyens de la récitation de leurs oeuvres.

2) Les mêmes droits sont accordés aux auteurs d'oeuvres littéraires pendant toute la durée de leurs droits sur l'oeuvre originale, en ce qui concerne la traduction de leurs oeuvres.

Article 12.

Les auteurs d'oeuvres littéraires ou artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser les adaptations, arrangements et autres transformations de leurs oeuvres.

Article 13.

1) Chaque pays de l'Union peut, pour ce qui le concerne, établir des réserves et conditions relatives au droit exclusif de l'auteur d'une oeuvre musicale et de l'auteur des paroles, dont l'enregistrement avec l'oeuvre musicale a déjà été autorisé par ce dernier, d'autoriser l'enregistrement sonore de ladite oeuvre musicale, avec, le cas échéant, les paroles; mais toutes réserves et conditions de cette nature n'auront qu'un effet strictement limité au pays qui les aurait établies et ne pourront en aucun cas porter atteinte au droit qui appartient à l'auteur d'obtenir une rémunération équitable fixée, à défaut d'accord amiable, par l'autorité compétente.

2) Les enregistrements d'oeuvres musicales qui auront été réalisés dans un pays de l'Union conformément à l'article 13. 3) des Conventions signées à Rome le 2 juin 1928 et à Bruxelles le 26 juin 1948 pourront, dans ce pays, faire l'objet de reproductions sans le consentement de l'auteur de l'oeuvre musicale jusqu'à l'expiration d'une période de deux années à partir de la date à laquelle ledit pays devient lié par le présent Acte.

3) Les enregistrements faits en vertu des alinéas 1) et 2) du présent article et importés, sans autorisation des parties intéressées, dans un pays où ils ne seraient pas licites, pourront y être saisis.

Article 14.

1) Les auteurs d'oeuvres littéraires ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser: 1° l'adaptation et la reproduction cinématographiques de ces oeuvres et la mise en circulation des oeuvres ainsi adaptées ou reproduites; 2° la représentation et l'exécution publiques et la transmission par fil au public des oeuvres ainsi adaptées ou reproduites.

2) L'adaptation sous toute autre forme artistique des réalisations cinématographiques tirées d'oeuvres littéraires ou artistiques reste soumise, sans préjudice de l'autorisation de leurs auteurs, à l'autorisation des auteurs des oeuvres originales.

3) Les dispositions de l'article 13.1)ne sont pas applicables.

Article 14bis

1) Sans préjudice des droits de l'auteur de toute oeuvre qui pourrait avoir été adaptée ou reproduite, l'oeuvre cinématographique est protégée comme une oeuvre originale. Le titulaire du droit d'auteur sur l' oeuvre cinématographique jouit des mêmes droits que l'auteur d'une oeuvre originale, y compris les droits visés à l'article précédent.

2) a) La détermination des titulaires du droit d' auteur sur l'oeuvre cinématographique est réservée à la législation du pays où la protection est réclamée.

b) Toutefois, dans les pays de l'Union où la législation reconnait parmi ces titulaires les auteurs des contributions apportées à la réalisation de l'oeuvre cinématographique, ceux-ci, s'ils se sont engagés à apporter de telles contributions, ne pourront, sauf stipulation contraire ou particulière, s'opposer à la reproduction, la mise en circulation, la représentation et l'exécution publiques, la transmission par fil au public, la radiodiffusion, la communication au public, le sous-titrage et le doublage des textes, de l'oeuvre cinématographique.

c) La question de savoir si la forme de l'engagement visé ci-dessus doit, pour l'application du sous-alinéa b) précédent, être ou non un contrat écrit ou un acte écrit équivalent est réglée par la législation du pays de l'Union où le producteur de l'oeuvre cinématographique a son siège ou sa résidence habituelle. Est toutefois réservée à la législation du pays de l'Union où la protection est réclamée la faculté de prévoir que cet engagement doit être un contrat écrit ou un acte écrit équivalent. Les pays qui font usage de cette faculté devront le notifier au Directeur général par une déclaration écrite qui sera aussitôt communiquée par ce dernier à tous les autres pays de l'Union.

d) Par «stipulation contraire ou particulière», il faut entendre toute condition restrictive dont peut être assorti ledit engagement.

3) A moins que la législation nationale n'en décide autrement, les dispositions de l'alinéa 2) b) ci-dessus ne sont applicables ni aux auteurs des scénarios, des dialogues et des oeuvres musicales, créés pour la réalisation de l'oeuvre cinématographique, ni au réalisateur principal de celle-ci. Toutefois, les pays de l'Union dont la législation ne contient pas des dispositions prévoyant l'application de l'alinéa 2) b) précité audit réalisateur devront le notifier au Directeur général par une déclaration écrite qui sera aussitôt communiquée par ce dernier à tous les autres pays de l'Union.

Article 14ter

1) En ce qui concerne les oeuvres d'art originales et les manuscrits originaux des écrivains et compositeurs, l'auteur-ou, après sa mort, les personnes ou institutions auxquelles la législation nationale donne qualité-jouit d'un droit inaliénable à être intéressé aux opérations de vente dont l'oeuvre est l'objet après la première cession opérée par l'auteur.

2) La protection prévue à l'alinéa n'est exigible dans chaque pays de l'Union qui si la législation nationale de l'auteur admet cette protection et dans la mesure où le permet la législation du pays ou cette protection est réclamée.

3) Les modalités et les taux de la perception sont déterminés par chaque législation nationale.

Article 15.

1) Pour que les auteurs des oeuvres littéraires et artistiques protégés par la présente Convention soient, sauf preuve contraire, considérés comme tels et admis en conséquence devant les tribunaux des pays de l'Union à exercer des poursuites contre les contrefacteurs, il suffit que le nom soit indiqué sur l'oeuvre en la manière usitée. Le présent alinéa est applicable, même si ce nom est un pseudonyme, dès lors que le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute sur son identité.

2) Est présumé producteur de l'oeuvre cinématographique sauf preuve contraire, la personne physique ou morale dont le nom est indiqué sur ladite oeuvre en la manière usitée.

3) Pour les oeuvres anonymes et pour les oeuvres pseudonymes autres que celles dont il est fait mention à l'alinéa 1) ci-dessus, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'oeuvre est, sans autre preuve, réputé représenter l'auteur; en cette qualité, il est fondé à sauvegarder et à faire valoir les droits de celui-ci. La disposition du présent alinéa cesse d'être applicable quant l'auteur a révélé son identité et justifié de sa qualité.

4) a) Pour les oeuvres non publiées dont l'identité de l'auteur est inconnue, mais pour lesquelles il y a tout lieu de présumer que set auteur est ressortissant d'un pays de l'Union, il est réservé à la législation de ce pays la faculté de désigner l'autorité compétente représentant cet auteur et fondée à sauvegarder et à faire valoir les droits de celui-ci dans les pays de l' Union.

b) Les pays de l'Union qui, en vertu de cette disposition, procéderont à une telle désignation, le notifieront au Directeur général par une déclaration écrite où seront indiqués tous renseignements relatifs à l'autorité ainsi désignée. Le Directeur général communiquera aussitôt cette déclaration à tous les autres pays de l'Union.

Article 16.

1) Toute oeuvre contrefaite peut être saisie dans les pays de l'Union où l'oeuvre originale a droit à la protection légale.

2) Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables aux reproductions provenant d'un pays où l'oeuvre n'est pas protégée ou a cessé de l'être.

3) La saisie a lieu conformément à la législation de chaque pays.

Article 17.

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des pays de l' Union de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Article 18.

1) La présente Convention s'applique à toutes les oeuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombés dans le domaine public de leur pays d'origine par l'expiration de la durée de la protection.

2) Cependant, si une oeuvre, par l'expiration de la durée de la protection qui lui était antérieurement reconnue, est tombée dans le domaine public du pays où la protection est réclamée, cette oeuvre n'y sera pas protégée à nouveau.

3) L'application de ce principe aura lieu conformément aux stipulations contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet entre pays de l'Union. A défaut de semblables stipulations, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à cette application.

4) Les dispositions qui précèdent s'appliquent également en cas de nouvelles accessions à l'Union et dans le cas où la protection serait étendue par application de l'article 7 ou par abandon de réserves.

Article 19.

Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas de revendiquer l'application de dispositions plus larges qui seraient édictées par la législation d'un pays de l'Union.

Article 20.

Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements conféreraient aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par la Convention, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente Convention. Les dispositions des arrangements existants qui répondent aux conditions précitées restent applicables.

Article 21.

1) Des dispositions particulières concernant les pays en voie de développement figurent dans l'Annexe.

2) Sous réserve des dispositions de l'article 28.1) b) l'Annexe forme partie intégrante du présent Acte.

Article 22.

1) a) L'Union a une Assemblée composée des pays de l'Union liés par les articles 22 à 26.

b) Le Gouvernement de chaque pays est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

2) a) L'Assemblée :

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union et l'application de la présente Convention;

ii) donne au Bureau international de la propriété intellectuelle (ci-après dénommé «le Bureau international») visé dans la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommé «l'Organisation») des directives concernant la préparation des conférences de revision, compte étant dûment tenu des observations des pays de l'Union qui ne sont pas liés par les articles 22 à 26;

iii) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général de l'Organisation relatifs à l'Union et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union;

iv) élit les membres du Comité exécutif de l'Assemblée;

v) examine et approuve les rapports et les activités de son Comité exécutif et lui donne des directives;

vi) arrête le programme, adopte le budget triennal de l'Union et approuve ses comptes de clôture;

vii) adopte le règlement financier de l'Union;

viii) crée les comités d'experts et groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l' Union;

ix) décide quels sont les pays non membres de l'Union et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;

x) adopte les modifications des articles 22 à 26;

xi) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union;

xii) s'acquitte de toutes autres tâches qu'implique la présente Convention;

xiii) exerce, sous réserve qu'elle les accepte, les droits qui lui sont sont conférés par la Convention instituant l'Organisation.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3) a) Chaque pays membre de l'Assemblée dispose d'une voix.

b) La moitié des pays membres de l'Assemblée constitue le quorum.

c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa b), si, lors d'une session, le nombre des pays représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des pays membres de l'Assemblée, celle-ci peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux pays membres de l'Assemblée qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur

vote ou leur absention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des pays ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de pays qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

g) Les pays de l'Union qui ne sont pas membres de l'Assemblée sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs.

4) a) L'Assemblée se réunit une fois tous les trois ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande du Comité exécutif ou à la demande d'un quart des pays membres de l'Assemblée.

5) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

Article 23.

1) L'Assemblée a un Comité exécutif.

2) a) Le Comité exécutif est composé des pays élus par l'Assemblée parmi les pays membres de celle-ci. En outre, le pays sur le territoire duquel l' Organisation a son siège dispose, ex officio, d'un siège au Comité, sous réserve des dispositions de l'article 25.7)b).

b) Le Gouvernement de chaque pays membre du Comité exécutif est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

3) Le nombre des pays membres du Comité exécutif correspond au quart du nombre des pays membres de l'Assemblée. Dans le calcul des sièges à pourvoir, le reste subsistant après la division par quatre n'est pas pris en considération.

4) Lors de l'élection des membres du Comité exécutif, l'Assemblée tient compte d'une répartition géographique équitable et de la nécessité pour les pays parties aux Arrangements particuliers qui pourraient être établis en relation avec l'Union d'être parmi les pays constituant le Comité exécutif.

5) a) Les membres du Comité exécutif restent en fonctions à partir de la clôture de la session de l'Assemblée au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'au terme de la session ordinaire suivante de l'Assemblée.

b) Les membres du Comité exécutif sont rééligibles dans la limite maximale des deux tiers d'entre eux.

c) L' Assemblée réglemente les modalités de l' élection et de la réélection éventuelle des membres du Comité exécutif.

6) a) Le Comité exécutif :

i) prépare le projet d'ordre du jour de l'Assemblée;

ii) il soumet à l'Assemblée des propositions relatives aux projets de programme et de budget triennal de l'Union préparés par le Directeur général;

iii) se prononce, dans les limites du programme et du budget triennal, sur les programmes et budgets annuels préparés par le Directeur général;

iv) soumet à l'Assemblée, avec les commentaires appropriés, les rapports périodiques du Directeur général et les rapports annuels de vérification des comptes;

v) prend toutes mesures utiles en vue de l'exécution du programme de l'Union par le Directeur général, conformément aux décisions de l'Assemblée et en tenant compte des circonstances survenant entre deux sessions ordinaires de ladite Assemblée;

vi) s'acquitte de toutes autres tâches qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente Convention.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, le Comité exécutif statue connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7) a) Le Comité exécutif se réunit une fois par an en session ordinaire, sur convocation du Directeur général, autant que possible pendant la même période et au même lieu que le Comité de coordination de l' Organisation.

b) Le Comité exécutif se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande de son président ou d'un quart de ses membres.

8) a) Chaque pays membre du Comité exécutif dispose d'une voix.

b) La moitié des pays membres du Comité exécutif constitue le quorum.

c) Les décisions sont prises à la majorité simple des votes exprimés.

d) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

e) Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

9) Les pays de l'Union qui ne sont pas membres du Comité exécutif sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs.

10) Le Comité exécutif adopte son règlement intérieur.

Article 24.

1) a) Les tâches administratives incombant à l'Union sont assurées par le Bureau international, qui succède au Bureau de l'Union réuni avec le Bureau de l'Union institué par le Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle.

b) Le Bureau international assure notamment le secrétariat des divers organes de l'Union.

c) Le Directeur général de l'Organisation est le plus haut fonctionnaire de l'Union et la représente.

2) Le Bureau international rassemble et publie les informations concernant la protection du droit d'auteur. Chaque pays de l'Union communique aussitôt que possible au Bureau international le texte de toute nouvelle loi ainsi que tous textes officiels concernant la protection du droit d'auteur.

3) Le Bureau international publie un périodique mensuel.

4) Le Bureau international fournit à tout pays de l'Union, sur sa demande, des renseignements sur les questions relatives à la protection du droit d'auteur.

5) Le Bureau international procède à des études et fournit des services destinés à faciliter la protection du droit d'auteur.

6) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, du Comité exécutif et de tout autre comité d'experts ou groupe de travail. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.

7) a) Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée et en coopération avec le Comité exécutif, prépare les conférences de révision des dispositions de la Convention autres que les articles 22 à 26.

b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non

gouvernementales sur la préparation des conférences de revision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans ces conférences.

8) Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

Article 25.

1) a) L'Union a un budget.

b) Le budget de l'Union comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union, sa contribution au budget des dépenses communes aux Unions, ainsi que, le cas échéant, la somme mise à la disposition du budget de la Conférence de l'Organisation.

c) Sont considérées comme dépenses communes aux Unions les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union mais également à une ou plusieurs autres Unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.

2) Le budget de l'Union est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres Unions administrées par l'Organisation.

3) Le budget de l'Union est financé par les ressources suivantes :

i) les contributions des pays de l'Union;

ii) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union;

iii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union et les droits afférents à ces publications ;

iv) les dons, legs et subventions;

v) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

4) a) Pour déterminer sa part contributive dans le budget, chaque pays de l'Union est rangé dans une classe et paie ses contributions annuelles sur la base d'un nombre d'unités fixé comme suit :

Classe I	25
Classe II	20
Classe III	15
Classe IV	10
Classe V	5
Classe VI	3
Classe VII	1

b) A moins qu'il ne l'ait fait précédemment, chaque pays indique, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, la classe dans laquelle il désire être rangé. Il peut changer de classe. S'il choisit une classe inférieure, le pays doit en faire part à l'Assemblée lors d'une de ses sessions ordinaires. Un tel changement prend effet au début de l'année civile suivant ladite session.

c) La contribution annuelle de chaque pays consiste en un montant dont le rapport à la somme totale des contributions annuelles au budget de l'Union de tous les pays est le même que le rapport entre le nombre des unités de la classe dans laquelle il est rangé et le nombre total des unités de l'ensemble des pays.

d) Les contributions sont dues au premier janvier de chaque année.

e) Un pays en retard dans le paiement de ses contributions ne peut exercer son droit de vote, dans aucun des organes de l'Union dont il est membre, si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. Cependant, un tel pays peut être autorisé à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

f) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

5) Le montant des taxes et sommes dues pour des services rendus par le Bureau international au titre de l'Union est fixé par le Directeur général, qui en fait rapport à l'Assemblée et au Comité exécutif.

6) a) L'Union possède un fonds de roulement constituée par un versement unique effectué par chaque pays de l'Union. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée décide de son augmentation.

b) Le montant du versement initial de chaque pays au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est proportionnel à la contribution de ce pays pour l'année au cours de laquelle le fonds est constituée ou l'augmentation décidée.

c) La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7) a) L'Accord de siège conclu avec le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, ce pays accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre le pays en cause et l'Organisation. Aussi longtemps qu'il est tenu d'accorder des avances, ce pays dispose ex officio d'un siège au Comité exécutif.

b) Le pays visé au sous-alinéa a) et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

3) La vérification des comptes est assurée selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs pays de l'Union ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

Article 26.

1) Des propositions de modification des articles 22, 23, 24, 25 et du présent article peuvent être présentées par tout pays membre de l'Assemblée, par le Comité exécutif ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux pays membres de l'Assemblée six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 22 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des pays qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée. Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les pays qui sont membres de l'Assemblée au moment où la modification entre en vigueur ou qui en deviennent membres à une date ultérieure; toutefois, toute modification qui augmente les obligations financières des pays de l'Union ne lie que ceux d'entre eux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

Article 27.

1) La présente Convention sera soumise à des revisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

2) A cet effet, des conférences auront lieu, successivement, dans l'un des pays de l'Union, entre les délégués desdits pays.

3) Sous réserve des dispositions de l'article 26 applicables à la modification des articles 22 à 26, toute revision du présent Acte, y compris l'Annexe, requiert l'unanimité des votes exprimés.

Article 28.

1) a) Chacun des pays de l'Union qui a signé le présent Acte peut le ratifier et, s'il ne l'a pas signé, peut y adhérer. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

b) Chacun des pays de l'Union peut déclarer dans son instrument de ratification ou d'adhésion que sa ratification ou son adhésion n'est pas applicable aux articles 1 à 21 et à l'Annexe; toutefois, si ce pays a déjà fait une déclaration selon l'article VI. 1) de l' Annexe, il peut seulement déclarer dans ledit instrument que sa ratification ou son adhésion ne s'applique pas aux articles 1 à 20.

c) Chacun des pays de l'Union qui, conformément au sous-alinéa b), a exclu des effets de sa ratification ou de son adhésion les dispositions visées dans ledit sous-alinéa peut, à tout moment ultérieur, déclarer qu'il étend les effets de sa ratification ou de son adhésion à ces dispositions. Une telle déclaration est déposée auprès du Directeur général.

2) a) Les articles 1 à 21 et l'Annexe entrent en vigueur trois mois après que les deux conditions suivantes ont été remplies :

i) cinq pays de l'Union au moins ont ratifié le présent Acte ou y ont adhéré sans faire de déclaration selon l'alinéa 1) b).

ii) l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont devenus liés par la Convention universelle sur le droit d'auteur, telle qu'elle a été revisée à Paris le 24 juillet 1971.

b) L'entrée en vigueur visée au sous-alinéa a) est effective à l'égard des pays de l'Union qui, trois mois au moins avant ladite entrée en vigueur, ont déposé des instruments de ratification ou d'adhésion ne contenant pas de déclaration selon l'alinéa 1) b).

c) A l'égard de tout pays de l'Union auquel le sous-alinéa b) n'est pas applicable et qui ratifie le présent Acte ou y adhère sans faire de déclaration selon l' alinéa 1) b), les articles 1 à 21 et l'Annexe entrent en vigueur trois mois après la date à laquelle le Directeur général a notifié le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion considéré, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument déposé. Dans ce dernier cas, les articles 1 à 21 et l'Annexe entrent en vigueur à l'égard de ce pays à la date ainsi indiquée.

d) Les dispositions des sous-alinéas a) à c) n'affectent pas l'application de l'article VI de l'Annexe.

3) A l'égard de tout pays de l'Union qui ratifie le présent Acte ou y adhère avec ou sans déclaration selon l'alinéa 1) b), les articles 22 à 38 entrent en vigueur trois mois après la date à laquelle le Directeur général a notifié le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion considéré, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument déposé. Dans ce dernier cas, les articles 22 à 38 entrent en vigueur à l'égard de ce pays à la date ainsi indiquée.

Article 29.

1) Tout pays étranger à l'Union peut adhérer au présent Acte et devenir de ce fait, partie à la présente Convention et membre de l'Union. Les instruments d' adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

2) a) Sous réserve du sous-alinéa b), la présente Convention entre en vigueur à l'égard de tout pays étranger à l'Union trois mois après la date à laquelle le Directeur général a notifié le dépôt de son instrument d'adhésion, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument déposé. Dans ce dernier cas, la présente Convention entre en vigueur à l'égard de ce pays à la date ainsi indiquée.

b) Si l'entrée en vigueur en application du sous-alinéa a) précède l'entrée en vigueur des articles 1 à 21 et de l'Annexe en application de l'article 28.2) a), ledit pays sera lié, dans l'intervalle, par les articles 1 à 20 de l'Acte de Bruxelles de la présente Convention, qui sont substitués aux articles 1 à 21 et à l'Annexe.

Article 29bis

La ratification du présent Acte ou l'adhésion à cet Acte par tout pays qui n'est pas lié par les articles 22 à 38 de l'Acte de Stockholm de la présente Convention vaut, à seule fin de pouvoir appliquer l'article 14.2) de la Convention instituant l'Organisation, ratification de l'Acte de Stockholm ou adhésion à cet Acte avec la limitation prévue par l'article 28.1) b) i) dudit Acte.

Article 30.

1) Sous réserve des exceptions permises par l'alinéa 2) du présent article, par l'article 28.1)b), par l'article 33.2), ainsi que par l'Annexe, la ratification ou l'adhésion emporte de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

2) a) Tout pays de l'Union ratifiant le présent Acte ou y adhérant peut, sous réserve de l'article V.2) de l'Annexe, conserver le bénéfice des réserves qu'il a formulées antérieurement, à la condition d'en faire la déclaration lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

b) Tout pays étranger à l'Union peut déclarer, en adhérant à la présente Convention et sous réserve de l'article V.2) de l'Annexe, qu'il entend substituer, provisoirement au moins, à l'article 8 du présent Acte, concernant le droit de traduction, les dispositions de l'article 5 de la Convention d'Union de 1886 complété à Paris en 1896, étant bien entendu que ces dispositions ne visent que la traduction dans une langue d'usage général dans ce pays. Sous réserve de l'article 1.6) b) de l'Annexe tout pays a la faculté d'appliquer, en ce qui concerne le droit de traduction des oeuvres ayant pour pays d'origine un pays faisant usage d'une telle réserve, une protection équivalente à celle accordée par ce dernier pays.

c) Tout pays peut, à tout moment, retirer de telles réserves, par notification adressée au Directeur général.

Article 31.

1) Tout pays peut déclarer dans son instrument de ratification ou d'adhésion, ou peut informer le Directeur général par notification écrite à tout moment ultérieur, que la présente Convention est applicable à tout ou partie des territoires, désignés dans la déclaration ou la notification, pour lesquels il assume la responsabilité des relations extérieures.

2) Tout pays qui a fait une telle déclaration ou effectué une telle notification peut, à tout moment, notifier au Directeur général que la présente Convention

cesse d'être applicable à tout ou partie de ces territoires.

3) a) Toute déclaration faite en vertu de l'alinéa 1) prend effet à la même date que la ratification ou l'adhésion dans l'instrument de laquelle elle a été incluse, et toute notification effectuée en vertu de cet alinéa prend effet trois mois après sa notification par le Directeur général.

b) Toute notification effectuée en vertu de l'alinéa 2) prend effet douze mois après sa réception par le Directeur général.

4) Le présent article ne saurait être interprété comme impliquant la reconnaissance ou l'acceptation tacite par l'un quelconque des pays de l'Union de la situation de fait de tout territoire auquel la présente Convention est rendue applicable par un autre pays de l'Union en vertu d'une déclaration faite en application de l'alinéa 1)

Article 32.

1) Le présent Acte remplace dans les rapports entre les pays de l'Union, et dans la mesure où il s'applique, la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et les Actes de revision subséquents. Les Actes précédemment en vigueur conservent leur application, dans leur totalité ou dans la mesure où le présent Acte ne les remplace pas en vertu de la phrase précédente, dans les rapports avec les pays de l'Union qui ne ratifieraient pas le présent Acte ou n'y adhéreraient pas.

2) Les pays étrangers à l'Union qui deviennent parties au présent Acte l'appliquent, sous réserve des dispositions de l'alinéa 3), à l'égard de tout pays de l'Union qui n'est pas lié par cet Acte ou qui, bien qu'en étant lié par celui-ci, a fait la déclaration prévue à l'article 28.1) b). Lesdits pays admettent que le pays de l'Union considéré, dans ses relations avec eux :

i) applique les dispositions de l'Acte le plus récent par lequel il est lié, et

ii) sous réserve de l'article 1.6) de l'Annexe, a la faculté d'adapter la protection au niveau prévu par le présent Acte.

3) Tout pays qui a invoqué le bénéfice de l'une quelconque des facultés prévues par l'Annexe peut appliquer les dispositions de l'Annexe qui concernent la ou les facultés dont il a invoqué le bénéfice dans ses relations avec tout autre pays de l'Union qui n'est pas lié par le présent Acte, à condition que ce dernier pays ait accepté l'application desdites dispositions.

Article 33.

1) Tout différend entre deux ou plusieurs pays de l'Union concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, qui ne sera pas réglé par voie de négociation, peut être porté par l'un quelconque des pays en cause devant la Cour internationale de Justice par voie de requête conforme au Statut de la Cour, à moins que les pays en cause ne conviennent d'un autre mode de règlement. Le Bureau international sera informé par le pays requérant du différend soumis à la Cour; il en donnera connaissance aux autres pays de l'Union.

2) Tout pays peut, au moment où il signe le présent Acte ou dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'alinéa 1). En ce qui concerne tout différend entre un tel pays et tout autre pays del'Union, les dispositions de l'alinéa 1) ne sont pas applicables.

3) Tout pays qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 2) peut, à tout moment, la retirer par une notification adressée au Directeur général.

Article 34.

1) Sous réserve de l'article 29 bis, aucun pays ne peut adhérer, après l'entrée en vigueur des articles 1 à 21 et de l'Annexe, à des Actes antérieures de la présente Convention ni les ratifier.

2) Après l'entrée en vigueur des articles 1 à 21 et de l'Annexe, aucun pays ne peut faire de déclaration en vertu de l'article 5 du Protocole relatif aux pays en voie de développement annexé à l'Acte de Stochholm.

Article 35.

1) La présente Convention demeure en vigueur sans limitation de durée.

2) Tout pays peut dénoncer le présent Acte par notification adressée au Directeur général. Cette dénonciation emporte aussi dénonciation de tous les Actes antérieurs et ne produit son effet qu'à l'égard du pays qui l'a faite, la Convention restant en vigueur et exécutoire à l'égard des autres pays de l'Union.

3) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

4) La faculté de dénonciation prévue par le présent article ne peut être exercée par un pays avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu membre de l'Union.

Article 36.

1) Tout pays partie à la présente Convention s'engage à adopter, conformément à sa constitution, les mesures nécessaires pour assurer l' application de la présente Convention.

2) Il est entendu qu'au moment où un pays devient lié par la présente Convention, il doit être en mesure, conformément à sa législation interne, de donner effet aux dispositions de la présente Convention.

Article 37.

1) a) Le présent Acte est signé en un seul exemplaire dans les langues anglaise et française et, sous réserve de l'alinéa 2) est déposé auprès du Directeur général.

b) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, espagnole, italienne et portugaise, et dans les autres langues que l'Assemblée pourra indiquer.

c) En cas de contestation sur l'interprétation des divers textes, le texte français fera foi.

2) Le présent Acte reste ouvert à la signature jusqu'au 31 janvier 1972. Jusqu'à cette date, l'exemplaire visé à l'alinéa 1) a) sera déposé auprès du Gouvernement de la République française.

3) Le Directeur général transmet deux copies certifiées conformes du texte signé du présent Acte aux Gouvernements de tous les pays de l'Union et, sur demande, au Gouvernement de tout autre pays.

4) Le Directeur général fait enregistrer le présent Acte auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unis.

5) Le Directeur général notifie aux Gouvernements de tous les pays de l'Union les signatures, les dépôts d'instruments de ratification ou d'adhésion et de déclarations comprises dans ces instruments ou faites en application des articles 28.1) c), 30.2) a) et b) et 33.2), l'entrée en vigueur de toutes dispositions du présent Acte, les notifications de dénonciation et les notifications faites en application des articles 30.2) c), 31.1) et 2), 33.3) et 38.1), ainsi que les notifications visées dans l'Annexe.

Article 38.

1) Les pays de l'Union qui n'ont pas ratifié le présent Acte ou qui n'y ont pas adhére et qui ne sont

pas liés par les articles 22 à 26 de l'Acte de Stockholm peuvent, jusqu'au 26 avril 1975, exercer, s'ils le désirent, les droits prévus par lesdits articles comme s'ils étaient liés par eux. Tout pays qui désire exercer lesdits droits dépose à cette fin auprès du Directeur général une notification écrite qui prend effet à la date de sa réception. De tels pays sont réputés être membres de l'Assemblée jusqu'à ladite date.

2) Aussi longtemps que tous les pays de l'Union ne sont pas devenus membres de l'Organisation, le Bureau international de l' Organisation agit également en tant que Bureau de l'Union, et le Directeur général en tant que Directeur de ce Bureau.

3) Lorsque tous les pays de l'Union sont devenus membres de l'Organisation, les droits, obligations et biens du Bureau de l'Union sont dévolus au Bureau international de l'Organisation.

ANNEXE

Article I

1) Tout pays considéré, conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale des Nations Unies, comme un pays en voie de développement, qui ratifie le présent Acte, dont la présente Annexe forme partie intégrante, ou qui y adhére et qui, en égard à sa situation économique et à ses besoins sociaux ou culturels ne s'estime pas en mesure dans l'immédiat de prendre les dispositions propres à assurer la protection de tous les droits tels que prévus dans le présent Acte, peut, par une notification déposée auprès du Directeur général, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d' adhésion ou, sous réserve de l'article V.1) c), à toute date ultérieure, déclarer qu'il invoquera le bénéfice de la faculté prévue par l'article II ou de celle prévue par l'article III ou de l'une et l'autre de ces facultés. Il peut, au lieu d'invoquer le bénéfice de la faculté prévue par l'article II, faire une déclaration conformément à l'article V.1) a).

2) a) Toute déclaration faite aux termes de l'alinéa 1) et notifiée avant l'expiration d'une période de dix ans, à compter de l'entrée en vigueur des articles 1 à 21 et de la présente Annexe conformément à l'article 28.2), reste valable jusqu'à l'expiration de ladite période. Elle peut être renouvelée en tout ou en partie pour d'autres périodes successives de dix ans par notification déposée auprès du Directeur général pas plus de quinze mois mais pas moins de trois mois avant l'expiration de la période décennale en cours.

b) Toute déclaration faite aux termes de l'alinéa 1) et notifiée après l'expiration d'une période de dix ans, à compter de l'entrée en vigueur des articles 1 à 21 et de la présente Annexe conformément à l'article 28.2), reste valable jusqu'à l'expiration de la période décennale en cours. Elle peut être renouvelée comme prévu dans la seconde phrase du sous-alinéa a).

3) Tout pays de l'Union qui a cessé d'être considéré comme un pays en voie de développement tel que visé à l'alinéa 1) n'est plus habilité à renouveler sa déclaration telle que prévue à l'alinéa 2) et, qu'il retire ou non officiellement sa déclaration, ce pays perdra la possibilité d'invoquer le bénéfice des facultés visées à l'alinéa 1), soit à l'expiration de la période décennale en cours, soit trois ans après qu'il aura cessé d'être considéré comme un pays en voie de développement, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

4) Lorsqu'au moment où la déclaration faite aux termes de l'alinéa 1) ou de l'alinéa 2) cesse d'être valable il y a en stock des exemplaires produits sous l'empire d'une licence accordée en vertu des dispositions de la présente Annexe, de tels exemplaires pourront continuer d'être mis en circulation jusqu'à leur épuisement.

5) Tout pays qui est lié par les dispositions du présent Acte et qui a déposé une déclaration ou une notification conformément à l'article 31.1) au sujet de l'application dudit Acte à un territoire particulier dont la situation peut être considérée comme analogue à celle des pays visés à l'alinéa 1) peut, à l'égard de ce territoire, faire la déclaration visée à l'alinéa 1) et la notification de renouvellement visée à l'alinéa 2). Tant que cette déclaration ou cette notification sera valable, les dispositions de la présente Annexe s'appliqueront au territoire à l'égard duquel elle a été faite.

6) a) Le fait qu'un pays invoque le bénéfice de l'une des facultés visées à l'alinéa 1) ne permet pas à un autre pays de donner, aux oeuvres dont le pays d'origine est le premier pays en question, une protection inférieure à celle qu'il est obligé d'accorder selon les articles 1 à 20.

b) La faculté de réciprocité prévue par l'article 30.2) b), deuxième phrase, ne peut, jusqu'à la date à laquelle expire le délai applicable conformément à l'article 1.3), être exercée pour les oeuvres dont le pays d'origine est un pays qui a fait une déclaration conformément à l' article V.1) a).

Article II

1) Tout pays qui à déclaré qu'il invoquera le bénéfice de la faculté prévue par le présent article sera habilité, pour ce qui concerne les oeuvres publiées sous forme imprimée ou sous toute autre forme analogue de reproduction, à substituer au droit exclusif de traduction prévu par l'article 8 un régime de licences non exclusives et incessibles, accordées par l'autorité compétente dans les conditions ci-après et conformément à l'article IV.

2) a) Sous réserve de l'alinéa 3), lorsque, à l'expiration d'une période de trois années ou d'une période plus longue déterminée par la législation nationale dudit pays, à compter de la première publication d'une oeuvre, la traduction n'en a pas été publiée dans une langue d'usage général dans ce pays, par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation, tout ressortissant dudit pays pourra obtenir une licence pour faire une traduction de l'oeuvre dans ladite langue et publier cette traduction sous forme imprimée ou sous toute autre forme analogue de reproduction.

b) Une licence peut aussi être accordée en vertu du présent article si toutes les éditions de la traduction publiée dans la langue concernée sont épuisées.

3) a) Dans le cas de traductions dans une langue qui n'est pas d'usage général dans un ou plusieurs pays développés, membres de l'Union, une période d'une année sera substituée à la période de trois années visée à l'alinéa 2) a).

b) Tout pays visé à l'alinéa 1) peut, avec l'accord unanime des pays développés, membres de l'Union, dans lesquels la même langue est d'usage général, remplacer, dans le cas de traductions vers cette langue, la période de trois ans visée à l'alinéa 2) a) par une période plus courte fixée conformément audit accord, cette période ne pouvant toutefois être inférieure à une année. Néanmoins, les dispositions de la phrase précédente ne sont pas applicables lorsque la langue dont il s'agit est l'anglais, l'espagnol ou le français. Tout accord en ce sens sera notifiée au Directeur général par les Gouvernements qui l'auront conclu.

4) a) Toute licence visée au présent article ne pourra être accordée avant l'expiration d'un délai supplémentaire de six mois, dans le cas où elle peut être obtenue à l'expiration d'une période de trois années, et de

neuf mois, dans le cas où elle peut être obtenue à l'expiration d'une période d'une année.

i) à compter de la date à laquelle le requérant accomplit les formalités prévues par l'article IV.1);

ii) ou bien, si l'identité ou l'adresse du titulaire du droit de traduction n'est pas connue, à compter de la date à laquelle le requérant procède, comme prévu à l'article IV.2), à l'envoi des copies de la requête soumise par lui à l'autorité qui a compétence pour accorder la licence.

b) Si, durant le délai de six ou de neuf mois, une traduction dans la langue pour laquelle la requête a été soumise est publiée par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation, aucune licence ne sera accordée en vertu du présent article.

5) Toute licence visée au présent article ne pourra être accordée qu'à l'usage scolaire, universitaire ou de la recherche.

6) Si la traduction d'une oeuvre est publiée par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation à un prix comparable à celui qui est en usage dans le pays en cause pour des oeuvres analogues, toute licence accordée en vertu du présent article prendra fin si cette traduction est dans la même langue et son contenu essentiellement le même que celle et celui de la traduction publiée en vertu de la licence. La mise en circulation de tous les exemplaires déjà produits avant l'expiration de la licence pourra se poursuivre jusqu'à leur épuisement.

7) Pour les oeuvres qui sont composées principalement d'illustrations, une licence pour faire et publier une traduction du texte et pour reproduire et publier les illustrations ne peut être accordée que si les conditions de l'article III sont également remplies.

8) Aucune licence ne peut être accordée en vertu du présent article lorsque l'auteur a retiré de la circulation tous les exemplaires de son oeuvre.

9) a) Une licence pour faire une traduction d'une oeuvre qui a été publiée sous forme imprimée ou sous toute autre forme analogue de reproduction peut aussi être accordée à tout organisme de radiodiffusion ayant son siège dans un pays visée à l'alinéa 1), à la suite d'une demande faite auprès de l'autorité compétente de ce pays par ledit organisme, pourvu que toutes les conditions suivantes soient remplies :

i) la traduction est faite à partir d'un exemplaire produit et acquis en conformité avec la législation dudit pays;

ii) la traduction est utilisable seulement dans les émissions destinées à l'enseignement ou à la diffusion d'informations à caractère scientifique ou technique destinées aux experts d'une profession déterminée;

iii) la traduction est utilisée exclusivement aux fins énumérées au point ii) dans des émissions faites licitement et destinées aux bénéficiaires sur le territoire dudit pays, y compris les émissions faites au moyen d'enregistrements sonores ou visuels réalisés licitement et exclusivement pour de telles émissions;

iv) toutes les utilisations faites de la traduction n'ont aucun caractère lucratif.

b) Des enregistrements sonores ou visuels d'une traduction qui a été faite par un organisme de radiodiffusion sous l'empire d'une licence accordée en vertu du présent alinéa peuvent, aux fins et sous réserve des conditions énumérées dans le sous-alinéa a) et avec l'accord de cet organisme, être aussi utilisés par tout autre organisme de radiodiffusion ayant son siège dans le pays dont l'autorité compétente a accordé la licence en question.

c) Pourvu que tous les critères et conditions énumérés au sous-alinéa a) soient respectés, une licence peut également être accordée à un organisme de radiodiffusion pour traduire tout texte incorporé dans une fixation audio-visuelle faite et publiée aux seules fins de l'usage scolaire et universitaire.

d) Sous réserve des sous-alinéas a) à c), les dispositions des alinéas précédents sont applicables à l'octroi et à l'exercice de toute licence accordée en vertu du présent alinéa.

Article III

1) Tout pays qui a déclaré qu'il invoquera le bénéfice de la faculté prévue par le présent article sera habilité à substituer au droit exclusif de reproduction prévu à l'article 9 un régime de licences non exclusives et incessibles, accordées par l'autorité compétente dans les conditions ci-après et conformément à l'article IV.

2) a) A l'égard d'une oeuvre à laquelle le présent article est applicable en vertu de l'alinéa 7) et lorsque, à l'expiration.

i) de la période fixée à l'alinéa 3) et calculée à partir de la première publication d'une édition déterminée d'une telle oeuvre, ou

ii) d'une période plus longue fixée par la législation nationale du pays visé à l'alinéa 1) et calculée partir de la même date, des exemplaires de cette édition n'ont pas été mis en vente, dans ce pays pour répondre aux besoins, soit du grand public, soit de l'enseignement scolaire et universitaire, par le titulaire du droit de reproduction ou avec son autorisation, à un prix comparable à celui qui est en usage dans ledit pays pour des oeuvres analogues, tout ressortissant dudit pays pourra obtenir une licence pour reproduire et publier cette édition, à ce prix ou à un prix inférieur, en vue de répondre aux besoins de l'enseignement scolaire et universitaire.

b) Une licence pour reproduire et publier une édition qui à été mise en circulation comme le décrit le sous-alinéa a) peut aussi être accordée en vertu des conditions prévues par le présent article si, après l'expiration de la période applicable, des exemplaires autorisés de cette édition ne sont plus en vente, pendant une durée de six mois, dans le pays concerné pour répondre aux besoins, soit du grand public, soit de l'enseignement scolaire et universitaire, à un prix comparable à celui qui est demandé dans ledit pays pour des oeuvres analogues.

3) La période à laquelle se réfère l'alinéa 2)a)i) est de cinq années. Toutefois,

i) pour les oeuvres qui traitent des sciences exactes et naturelles et de la technologie, elle sera de trois années;

ii) pour les oeuvres qui appartiennent au domaine de l'imagination, telles que les romans, les oeuvres poétiques, dramatiques et musicales, et pour les livres d'art, elle sera de sept années.

4) a) Dans le cas où elle peut être obtenue à l'expiration d'une période de trois années, la licence ne pourra être accordée en vertu du présent article avant l'expiration d'un délai de six mois.

i) à compter de la date à laquelle le requérant accomplit les formalités prévues par l'article IV.1);

ii) ou bien, si l'identité ou l'adresse du titulaire du droit de reproduction n'est pas connue, à compter de la date à laquelle le requérant procède, comme prévu à l'article IV.2), à l'envoi des copies de la requête soumise par lui à l'autorité qui a compétence pour accorder la licence.

b) Dans les autres cas et si l'article IV.2) est applicable, la licence ne pourra être accordée avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de l'envoi des copies de la requête.

c) Si durant le délai de six ou de trois mois visé aux sous-alinéas a) et b) la mise en vente comme le décrit l'alinéa 2)a) a eu lieu, aucune licence ne sera accordée en vertu du présent article.

d) Aucune licence ne peut être accordée lorsque l'auteur a retiré de la circulation tous les exemplaires de l'édition pour la reproduction et la publication de laquelle la licence a été demandée.

5) Une licence en vue de reproduire et de publier une traduction d'une oeuvre ne sera pas accordée, en vertu du présent article, dans les cas ci-après :

i) lorsque la traduction dont il s'agit n'a pas été publiée par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation;

ii) lorsque la traduction n'est pas faite dans une langue d'usage général dans le pays où la licence est demandée.

6) Si des exemplaires d'une édition d'une oeuvre sont mis en vente dans le pays visé à l'alinéa 1) pour répondre aux besoins, soit du grand public, soit de l'enseignement scolaire et universitaire, par le titulaire du droit de reproduction ou avec son autorisation, à un prix comparable à celui qui est en usage dans ledit pays pour des oeuvres analogues, toute licence accordée en vertu du présent article prendra fin si cette édition est dans la même langue et son contenu essentiellement le même que celle et celui de l'édition publiée en vertu de la licence. La mise en circulation de tous les exemplaires déjà produits avant l'expiration de la licence pourra se poursuivre jusqu'à leur épuisement.

7) a) Sous réserve du sous-alinéa b), les oeuvres auxquelles le présent article est applicable ne sont que les oeuvres publiées sous forme imprimée ou sous toute autre forme analogue de reproduction.

b) Le présent article est également applicable à la reproduction audio-visuelle de fixations licites audio-visuelles en tant qu'elles constituent ou incorporent des oeuvres protégées ainsi qu'à la traduction du texte qui les accompagne dans une langue général dans le pays où la licence est demandée, étant bien entendu que les fixations audio-visuelles dont il s'agit ont été conçues et publiées aux seules fins de l'usage scolaire et universitaire.

Article IV

1). Toute licence visée à l'article II ou à l'article III ne pourra être accordée que si le requérant, conformément aux dispositions en vigueur dans le pays en cause, justifie avoir demandé au titulaire du droit l'autorisation de faire une traduction et de la publier ou de reproduire et publier l'édition, selon le cas, et n'a pu obtenir son autorisation, ou, après dues diligences de sa part, n'a pu l'atteindre. En même temps qu'il fait cette demande au titulaire du droit, le requérant doit en informer tout centre national ou international d'information visé à l'alinéa 2).

2) Si le titulaire du droit n'a pu être atteint par le requérant, celui-ci doit adresser, par la poste aérienne, sous pli recommandé, des copies de la requête soumise par lui à l'autorité qui a compétence pour accorder la licence, à l'éditeur dont le nom figure sur l'oeuvre et à tout centre national ou international d'information qui peut avoir été désigné, dans une notification déposée à cet effet auprès du Directeur général, par le Gouvernement du pays où l'éditeur est présumé avoir le siège principal de ses opérations.

3) Le nom de l'auteur doit être indiqué sur tous les exemplaires de la traduction ou de la reproduction publiée sous l'empire d'une licence accordée en vertu de l'article II ou de l'article III. Le titre de l'oeuvre doit figurer sur tous ces exemplaires. S'il s'agit d'une traduction, le titre original de l'oeuvre doit en tout cas figurer sur tous ceux-ci.

4) a) Toute licence accordée en vertu de l'article II ou de l'article III ne s'étendra pas à l'exportation d' exemplaires et elle ne sera valable que pour la publication de la traduction ou de la reproduction, selon le cas, à l'intérieur du territoire du pays où cette licence a été demandée.

b) Aux fins de l'application du sous-alinéa a), doit être regardé comme exportation l'envoi d'exemplaires à partir d'un territoire vers le pays qui, pour ce territoire, a fait une déclaration conformément à l'article 1.5).

c) Lorsqu'un organisme gouvernemental ou tout autre organisme public d'un pays qui a accordé, conformément à l'article II, une licence de faire une traduction dans une langue autre que l'anglais,l'espagnol ou le français envoie des exemplaires de la traduction publiée en vertu d'une telle licence à un autre pays, une telle expédition ne sera pas considérée, aux fins du sous-alinéa a), comme étant une exportation si toutes les conditions suivantes sont remplies :

i) les destinataires sont des particuliers ressortissants du pays dont l'autorité compétente a accordé la licence, ou des organisations groupant de tels ressortissants;

ii) les exemplaires ne sont utilisés que pour l'usage scolaire, universitaire ou de la recherche;

iii) l'envoi des exemplaires et leur distribution ultérieure aux destinataires n'ont aucun caractère lucratif; et

iv) le pays auquel les exemplaires ont été envoyés a conclu un accord avec le pays dont l'autorité compétente a délivré la licence pour en autoriser la réception ou la distribution, ou ces deux opérations, et le Gouvernel ment de ce dernier pays a notifié au Directeur généra, un tel accord.

5) Tout exemplaire publié sous l'empire d'une licence accordée en vertu de l'article II ou de l'article III doit contenir une mention dans la langue appropriée précisant que l'exemplaire n'est mis en circulation que dans le pays ou le territoire auquel ladite licence s'applique.

6) a) Des mesures appropriées seront prises sur le plan national pour que :

i) la licence comporte en faveur du titulaire du droit de traduction ou de reproduction, selon le cas, une rémunération équitable et conforme à l'échelle des redevances normalement versées dans le cas de licences librement négociées entre les intéressés dans les deux pays concernés; et

ii) soient assurés le paiement et le transfert de cette rémunération; s'il existe une réglementation nationale en matière de devises, l'autorité compétente ne ménagera aucun effort, en recourant aux mécanismes internationaux, pour assurer le transfert de la rémunération, en monnaie internationalement convertible ou en son équivalent.

b) Des mesures appropriées seront prises dans le cadre de la législation nationale pour que soit garantie une traduction correcte de l'oeuvre ou une reproduction exacte de l'édition dont il s'agit, selon le cas.

Article V.

1) a) Tout pays habilité à déclarer qu'il invoquera le bénéfice de la faculté prévue par l'article II peut, lorsqu'il ratifie le présent Acte, ou y adhère, au lieu de faire une telle déclaration,

i) faire, s'il est un pays auquel l'article 30.2) a) est applicable, une déclaration aux termes de cette disposition pour ce qui concerne le droit de traduction;

ii) faire, s'il est un pays auquel l'article 30.2) a) n'est pas applicable, et même s'il n'est pas un pays étranger à l'Union, une déclaration comme prévu par l'article 30.2) b), première phrase.

b) Dans le cas d'un pays qui a cessé d'être considéré comme un pays en voie de développement tel que visé à l'article 1.1), une déclaration faite conformément au présent alinéa reste valable jusqu'à la date à laquelle expire le délai applicable conformément à l'article 1.3).

c) Tout pays qui a fait une déclaration conformément au présent alinéa ne peut invoquer ultérieurement le bénéfice de la faculté prévue par l'article II, même s'il retire ladite déclaration.

2) Sous réserve de l'alinéa 3), tout pays qui a invoqué le bénéfice de la faculté prévue par l'article II ne peut faire ultérieurement une déclaration conformément à l'alinéa 1).

3) Tout pays qui a cessé d'être considéré comme un pays en voie de développement tel que visé à l'article I.1) pourra, deux ans au plus tard avant l'expiration du délai applicable conformément à l'article 1.3), faire une déclaration au sens de l'article 30.2) b), première phrase, nonobstant le fait qu'il ne s'agit pas d'un pays étranger à l'Union. Cette déclaration prendra effet à la date à laquelle expire le délai applicable conformément à l'article I.3).

Article VI.

1) Tout pays de l'Union peut déclarer, à partir de la date du présent Acte et à tout moment avant de devenir lié par les articles 1 à 21 et par la présente Annexe :

i) s'il s'agit d'un pays qui, s'il était lié par les articles 1 à 21 et par la présente Annexe, serait habilité à invoquer le bénéfice des facultés visées à l'article I.1), qu'il appliquera les dispositions de l'article II ou de l'article III, ou bien des deux, aux oeuvres dont le pays d'origine est un pays qui, en application du point ii) ci-après, accepte l'application de ces articles à de telles oeuvres ou qui est lié par les articles 1 à 21 et par la présente Annexe; une telle déclaration peut se référer à l'article V au lieu de l'article II;

ii) qu'il accepte l'application de la présente Annexe aux oeuvres dont il est le pays d'origine, par les pays qui ont fait une déclaration en vertu du point i) ci dessus ou une notification en vertu de l'article I.

2) Toute déclaration selon l'alinéa 1) doit être faite par écrit et déposée auprès du Directeur général. Elle prend effet à la date de son dépôt.

EN FOI DE QUOI, les soussignés,
dûment autorisés à cet effet, ont
signé le présent Acte *.
FAIT à Paris, le 24 juillet 1971.

*Le 24 juillet 1971, cet Acte a été signé par les Plénipotentiaires des 28 pays suivants : Allemagne (République fédérale), Brésil, Cameroun, Ceylan, Chypre, Côte d'Ivoire, Danemark, Espagne, France, Hongrie, Inde, Israël, Italie, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Maroc, Mexique, Monaco, Pays-Bas, République populaire du Congo, Royaume-Uni, Saint-Siège, Sénégal, Suède, Suisse, Tunisie, Yougoslavie.

Conformément à l'article 37, la Convention reste ouverte à la signature jusqu'au 31 janvier 1972.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Περὶ συστάσεως Παγκοσμίου Ὀργανώσεως προστασίας τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας ὑπογραφεῖσα ἐν Στοκχόλμῃ τῇ 14ῃ Ἰουλίου 1967.

Τὰ Συμβαλλόμενα μέρη,

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των ὅπως συνεισφέρουν εἰς τὴν καλλιτέραν κατανόησιν καὶ συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Κρατῶν, πρὸς ἀμοιβαῖον αὐτῶν ὄφελος βάσει τῆς ἀνεξαρτησίας καὶ ἰσότητός των.

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των, πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ ἐνθαρρύνουν τὴν δημιουργικὴν δραστηριότητα, ὅπως προωθήσουν τὴν προστασίαν τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας ἀνὰ τὸν κόσμον.

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των ὅπως ἐκσυγχρονίσουν καὶ καταστήσουν πλέον ἀποτελεσματικὴν τὴν διοίκησιν τῶν Ἑνώσεων, αἵτινες ἔχουν σκοπὸν τὴν προστασίαν τῆς βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας ὡς καὶ τὴν προστασίαν τῶν φιλολογικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων, μὴ θιγομένης τῆς ἀνεξαρτησίας ἑκάστης τῶν Ἑνώσεων.

Συνεφώνησαν τὰ κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Ἵδρυσις τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ὁ Παγκόσμιος Ὀργανισμὸς Ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας ἱδρύεται διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 2.

Ὁρισμοί.

Εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐννοοῦμεν:

I. «Ὀργανισμόν», τὸν Παγκόσμιον Ὀργανισμὸν προστασίας τῆς Ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας (OMPI) εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ (WIPO) εἰς τὴν Ἀγγλικήν,

II. «Διεθνὲς Γραφεῖον», τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον προστασίας τῶν ἔργων τῆς διανοίας.

III. «Σύμβασιν τῶν Παρισίων», τὴν Σύμβασιν διὰ τὴν Προστασίαν τῆς Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας, ὑπογραφεῖσαν τὴν 20ὴν Μαρτίου 1883, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐπ' αὐτῆς γενομένων ἀναθεωρήσεων.

IV. «Σύμβασιν τῆς Βέρνης», τὴν Σύμβασιν διὰ τὴν προστασίαν τῶν Φιλολογικῶν καὶ Καλλιτεχνικῶν Ἔργων τῆς 9ης Σεπτεμβρίου 1886, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐπ' αὐτῆς γενομένων ἀναθεωρήσεων.

V. «Ἕνωσιν τῶν Παρισίων», τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν, συσταθεῖσαν ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῶν Παρισίων.

VI. «Ἕνωσιν τῆς Βέρνης», τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν, συσταθεῖσαν ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Βέρνης.

VII. «Ἑνώσεις», τὴν Ἕνωσιν τῶν Παρισίων, τὰς Εἰδικὰς Ἑνώσεις καὶ Συμφωνίας, ἱδρυθείσας σχετικῶς μὲ τὴν Ἕνωσιν ταύτην, τὴν Ἕνωσιν τῆς Βέρνης, ὡς καὶ πᾶσαν ἄλλην διεθνῆ συμφωνίαν, σκοπὸν ἔχουσαν τὴν προώθησιν τῆς προστασίας τῶν ἔργων τῆς διανοίας, ἡ διεύθυνσις τῆς ὁποίας ἐξασφαλίζεται ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ, βάσει τοῦ ἄρθρου 4 III).

VIII. «Ἰδιοκτησίαν ἔργων διανοίας», τὰ δικαιώματα σχετικῶς πρός:

—τὰ φιλολογικά, καλλιτεχνικὰ καὶ ἐπιστημονικὰ ἔργα,

—τὰς ἑρμηνείας ἑρμηνευτῶν καλλιτεχνῶν καὶ τὰς ἐκτελέσεις ἐκτελεστῶν καλλιτεχνῶν, τοὺς φωνογράφους καὶ τὰς ραδιοφωνικὰς ἐκπομπάς.

—τὰς ἐφευρέσεις εἰς ἅπαντας τοὺς τομεῖς τῆς ἀνθρωπίνης δραστηριότητος,

—τὰς ἐπιστημονικὰς ἀνακαλύψεις,

—τὰ βιομηχανικὰ σχέδια καὶ πρότυπα,

—τὰ ἐμπορικὰ σήματα, τὰ σήματα χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν πώλησιν ἢ διαφήμισιν ὑπηρεσιῶν καὶ τὰ βιομηχανικὰ σήματα, ὡς καὶ τὰ ἐμπορικὰ ὀνόματα καὶ τὰς ἐμπορικὰς ἐπωνυμίας,

—τὴν προστασίαν κατὰ τοῦ παρανόμου ἀνταγωνισμοῦ, ὡς καὶ ἅπαντα τὰ λοιπὰ δικαιώματα ἀπορρέοντα ἐκ τῆς δραστηριότητος τῆς διανοίας εἰς τὸν βιομηχανικόν, ἐπιστημονικὸν καὶ φιλολογικὸν καὶ καλλιτεχνικὸν τομέα.

Ἄρθρον 3.

Σκοποὶ τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ὁ Ὀργανισμὸς ἔχει ὡς σκοπόν:

I. Τὴν προώθησιν τῆς προστασίας τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας ἀνὰ τὸν κόσμον διὰ τῆς συνεργασίας τῶν Κρατῶν, ἐν συνεργασίᾳ, ὁσάκις ὑφίσταται περίπτωσις μετὰ παντὸς ἑτέρου διεθνοῦς ὀργανισμοῦ.

II. Τὴν ἐξασφάλισιν τῆς Διοικητικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν Ἑνώσεων.

Ἄρθρον 4.

Ἁρμοδιότητες.

Πρὸς τὸν σκοπὸν ἐπιτεύξεως τοῦ ὁριζομένου εἰς τὸ ἄρθρον 3 σκοποῦ, Ὁ Ὀργανισμός, διὰ τῶν ἁρμοδίων ὀργάνων του καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἁρμοδιότητος ἑκάστης τῶν Ἑνώσεων:

I. Ἐργάζεται διὰ τὴν προώθησιν τῆς υἱοθετήσεως μέτρων, προοριζομένων διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς προστασίας τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας ἀνὰ τὸν κόσμον καὶ τὴν ἐναρμόνισιν τῶν ἐθνικῶν νομοθεσιῶν εἰς τὸν τομέα τοῦτον.

II. Ἐξασφαλίζει τὰς διοικητικὰς ὑπηρεσίας τῆς Ἑνώσεως τῶν Παρισίων, τῶν εἰδικῶν Ἑνώσεων συσταθεισῶν σχετικῶς πρὸς τὴν Ἕνωσιν ταύτην καὶ τὴν Ἕνωσιν τῆς Βέρνης.

III. Δύναται νὰ ἀποδεχθῇ ὅπως ἀναλάβῃ τὴν διοίκησιν τὴν ὁποίαν ἀπαιτεῖ ἡ θέσις εἰς ἐφαρμογὴν πάσης ἄλλης διεθνοῦς συμφωνίας ἀποβλεπούσης εἰς τὴν προώθησιν τῆς προστασίας τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας ἢ νὰ συμπράξῃ εἰς μίαν τοιαύτην διοίκησιν.

IV. Ἐνθαρρύνει τὴν σύναψιν πάσης διεθνοῦς συμφωνίας τεινούσης εἰς τὴν προώθησιν τῆς προστασίας τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας,

V. Προσφέρει τὴν συνεργασίαν του εἰς τὰ Κράτη, τὰ ὁποῖα τοῦ ζητοῦν τεχνικονομικῆς φύσεως βοήθειαν εἰς τὸν τομέα τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας.

VI. Συγκεντρώνει καὶ διαδίδει κάθε πληροφορίαν σχετικὴν πρὸς τὴν προστασίαν τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας ἐκπονεῖ καὶ ἐνθαρρύνει μελέτας εἰς τὸν τομέα τοῦτον καὶ δημοσιεύει τὰ ἀποτελέσματα τῶν μελετῶν.

VII. Ἐξασφαλίζει τὰς ὑπηρεσίας τὰς διευκολυνούσας τὴν διεθνῆ προστασίαν τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας καὶ ἐμφανιζομένης περιπτώσεως προβαίνει εἰς σχετικὰς καταχωρίσεις καὶ δημοσιεύει τὰς ἐνδείξεις τὰς σχετικὰς μὲ τὰς καταχωρίσεις ταύτας.

VIII. Λαμβάνει ἅπαντα τὰ λοιπὰ κατάλληλα μέτρα.

Ἄρθρον 5.

Μέλη.

1. Δύναται νὰ καταστῇ μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ πᾶν Κράτος, ὅπερ τυγχάνει μέλος μιᾶς τῶν Ἑνώσεων τοῦ ἄρθρου 2.VII).

2. Δύναται ἐπίσης νὰ καταστῇ μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ, πᾶν Κράτος, μὴ μέλος μιᾶς τῶν Ἑνώσεων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι:

I. Εἶναι μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, μιᾶς τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων ἥτις εἶναι συνδεδεμένη μὲ τὸν Ὀργανισμὸν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἀτομικῆς Ἐνεργείας ἢ εἶναι συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὸ Καταστατικὸν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου ἢ

II. ἐκλήθη ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἵνα συμμετάσχῃ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 6.

Γενικὴ Συνέλευσις.

1. α) Ἱδρύεται Γενικὴ Συνέλευσις περιλαμβάνουσα τὰ Κράτη μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ὁποῖα εἶναι μέλη μιᾶς τοὐλαχίστον τῶν Ἑνώσεων.

β) Ἡ Κυβέρνησις ἑκάστου Κράτους μέλους ἐκπροσωπεῖται ὑφ' ἑνὸς ἀντιπροσώπου, δυναμένου νὰ βοηθῆται ὑπὸ ἀναπληρωτῶν, συμβούλων καὶ εἰδικῶν.

γ) Αί δαπάναι ἑκάστης ἀντιπροσωπείας βαρύνουν τὴν Κυβέρνησιν, ἥτις διώρισε ταύτην.

2. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις:

Ι. Διορίζει τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν κατόπιν προτάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς Συντονισμοῦ.

ΙΙ. Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὰς ἐκθέσεις τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ σχετικῶς μὲ τὸν Ὀργανισμὸν καὶ δίδει εἰς αὐτὸν τὰς ἀναγκαίας κατευθυντηρίους γραμμάς.

ΙΙΙ. Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὰς ἐκθέσεις καὶ τὰς δραστηριότητας τῆς Ἐπιτροπῆς Συντονισμοῦ καὶ δίδει εἰς αὐτὴν κατευθυντηρίους γραμμάς.

IV. Ὑιοθετεῖ τὸν τριετῆ προϋπολογισμὸν τῶν κοινῶν δαπανῶν τῶν Ἑνώσεων.

V. Ἐγκρίνει τὰς προτεινομένας ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ διατάξεις ἀφορώσας τὴν διοίκησιν σχετικῶς πρὸς τὴν θέσιν εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διεθνῶν συμφωνιῶν, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 4.ΙΙΙ).

VI. Ὑιοθετεῖ τὸν οἰκονομικὸν κανονισμὸν τοῦ Ὀργανισμοῦ.

VII. Προσδιορίζει τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Γραμματείας, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς πρακτικῆς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

VIII. Καλεῖ ἵνα καταστοῦν μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ Κράτη τοῦ ἄρθρου 5.2/ΙΙ).

IX. Ἀποφασίζει ποῖα εἶναι τὰ Κράτη μὴ μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ ποῖοι διακυβερνητικοὶ ὀργανισμοὶ καὶ διεθνεῖς μὴ κυβερνητικοὶ οἵτινες δύνανται νὰ γίνουν δεκτοὶ εἰς τὰς συνόδους του ὡς παρατηρηταί.

Χ. Ἐπιτελεῖ πᾶσαν ἑτέραν προσπάθειαν χρήσιμον ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

3. α) Ἕκαστον Κράτος, ἀνεξαρτήτως ἐὰν εἶναι μέλος μιᾶς ἢ περισσοτέρων Ἑνώσεων, διαθέτει μίαν ψῆφον εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν.

β) Τὸ ἥμισυ τῶν Κρατῶν μελῶν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἀποτελεῖ ἀπαρτίαν.

γ) Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς ὑποπαραγράφου β), ἐὰν κατὰ μίαν σύνοδον, ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀντιπροσωπευομένων Κρατῶν εἶναι κατώτερος τοῦ ἡμίσεος, ἀλλὰ ἴσος ἢ ἀνώτερος τοῦ τρίτου τῶν Κρατῶν μελῶν τῆς Γεν. Συνελεύσεως, αὕτη δύναται νὰ λάβῃ ἀποφάσεις. Ἐν τούτοις, αἱ ἀποφάσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἐκτὸς τῶν ἀφορωσῶν τὴν διαδικασίαν ταύτης, καθίστανται ἐκτελέσιμοι μόνον ὅταν ἐκπληρωθοῦν οἱ κατωτέρω ἀναφερόμενοι ὅροι. Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον, κοινοποιεῖ τὰς ὡς ἄνω ἀποφάσεις εἰς τὰ Κράτη μέλη τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, τὰ ὁποῖα δὲν ἀντιπροσωπεύοντο, καλοῦν αὐτὰ νὰ ἐκφράσουν γραπτῶς, ἐντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς κοινοποιήσεως, τὴν ψῆφον των ἢ τὴν ἀποχήν των. Ἐὰν, κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, ὁ ἀριθμὸς τῶν Κρατῶν, ἅτινα ἐξέφρασαν οὕτω τὴν ψῆφον των ἢ τὴν ἀποχήν των εἶναι τοὐλάχιστον ἴσος πρὸς τὸν ἀριθμὸν τῶν Κρατῶν, τῶν ἀπολιπομένων διὰ τὴν ἐπίτευξιν τῆς ἀπαρτίας κατὰ τὴν συνεδρίασιν, αἱ ἐν λόγῳ ἀποφάσεις καθίστανται ἐκτελέσιμοι, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ὑπάρχει εἰσέτι ἡ ἀπαιτουμένη πλειοψηφία.

δ) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων, τῶν ὑποπαραγράφων ε' καὶ ζ', ἡ Γενικὴ Συνέλευσις λαμβάνει τὰς ἀποφάσεις της κατόπιν πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν ψήφων.

ε) Ἡ ἀποδοχὴ τῶν διατάξεων, τῶν ἀφορωσῶν τὴν διοίκησιν τὴν σχετικὴν πρὸς τὴν θέσιν εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διεθνῶν συμφωνιῶν τοῦ ἄρθρου 4.ΙΙΙ) ἀπαιτεῖ τὴν πλειοψηφίαν τῶν τριῶν τετάρτων τῶν ψήφων.

ζ) Ἡ ἔγκρισις συμφωνίας μετὰ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 57 καὶ 63 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἀπαιτεῖ πλειοψηφίαν τῶν ἐννέα δεκάτων τῶν ψήφων.

η) Ὁ διορισμὸς τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ (παράγρ. 2/Ι)), ἡ ἔγκρισις τῶν προταθεισῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ διατάξεων ἀφορωσῶν τὴν διοίκησιν τὴν σχετικὴν πρὸς τὴν θέσιν ἐν ἰσχύι τῶν διεθνῶν συμφωνιῶν (παράγραφος (2/V)) καὶ ἡ μεταφορὰ τῆς ἕδρας (ἄρθρον 10) ἀπαιτοῦν τὴν προβλεπομένην πλειοψηφίαν, οὐχὶ μόνον εἰς τὴν Γεν. Συνέλευσιν, ἀλλὰ προσέτι εἰς τὴν Συνέλευσιν τῆς Ἑνώσεως τῶν Παρισίων καὶ εἰς τὴν Συνέλευσιν τῆς Ἑνώσεως τῆς Βέρνης.

θ) Ἡ ἀποχὴ δὲν θεωρεῖται ψῆφος.

ι) Ὁ Ἀντιπρόσωπος δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύῃ μόνον ἓν Κράτος καὶ νὰ ψηφίζῃ μόνον εἰς τὸ ὄνομα τούτου.

4. α) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνεδριάζει ἀνὰ τριετίαν εἰς τακτικὴν συνέλευσιν κατόπιν προσκλήσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

β) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνεδριάζει ἐκτάκτως κατόπιν προσκλήσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, τῇ αἰτήσει τῆς Ἐπιτροπῆς Συντονισμοῦ ἢ τῇ αἰτήσει ἑνὸς τετάρτου τῶν Κρατῶν μελῶν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

γ) Αἱ συνεδριάσεις λαμβάνουν χώραν εἰς τὴν ἕδραν τοῦ Ὀργανισμοῦ.

5. Τὰ Κράτη μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἅτινα δὲν εἶναι μέλη μιᾶς τῶν Ἑνώσεων, γίνονται δεκτὰ εἰς τὰς συνεδριάσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ὡς παρατηρηταί.

6. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις καταρτίζει τὸν ἐσωτερικὸν αὐτῆς κανονισμόν.

Ἄρθρον 7.

Διάσκεψις.

1. α) Συνιστᾶται διάσκεψις περιλαμβάνουσα τὰ Κράτη μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἀνεξαρτήτως ἐὰν εἶναι ἢ ὄχι μέλη μιᾶς τῶν Ἑνώσεων.

β) Ἡ Κυβέρνησις ἑκάστου Κράτους ἐκπροσωπεῖται ὑφ' ἑνὸς ἀντιπροσώπου, ὅστις δύναται νὰ βοηθῆται ὑπὸ ἀναπληρωτῶν, συμβούλων καὶ εἰδικῶν.

γ) Αἱ δαπάναι ἑκάστης ἀντιπροσωπείας ἀναλαμβάνονται ὑπὸ τοῦ Κράτους, τὸ ὁποῖον διώρισε ταύτην.

2. Ἡ Διάσκεψις.

Ι. Συζητεῖ θέματα γενικοῦ ἐνδιαφέροντος εἰς τὸν τομέα τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας καὶ δύναται νὰ υἱοθετήσῃ συστάσεις σχετικῶς πρὸς τὰ θέματα ταῦτα, σεβομένη συγχρόνως τὴν ἁρμοδιότητα καὶ τὴν αὐτονομίαν τῶν Ἑνώσεων.

ΙΙ. Ὑιοθετεῖ τὸν τριετῆ προϋπολογισμὸν τῆς διασκέψεως.

ΙΙΙ. Καταρτίζει, ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ προϋπολογισμοῦ τούτου, τὸ τριετὲς πρόγραμμα τεχνικο—νομικῆς βοηθείας.

IV. Ὑιοθετεῖ τὰς τροποποιήσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως συμφώνως πρὸς τὴν διαδικασίαν τοῦ ἄρθρου 17.

V. Ἀποφασίζει ποῖα εἶναι τὰ Κράτη μὴ μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ ποῖοι εἶναι οἱ διακυβερνητικοὶ ὀργανισμοὶ καὶ οἱ διεθνεῖς μὴ κυβερνητικοὶ ὀργανισμοί, οἵτινες δύνανται νὰ γίνουν δεκτοὶ εἰς τὰς συνεδριάσεις ὡς παρατηρηταί.

VI. Ἐκτελεῖ πᾶσαν ἄλλην προσπάθειαν, χρήσιμον ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης συμβάσεως.

3. α) Ἕκαστον Κράτος μέλος διαθέτει μίαν ψῆφον εἰς τὴν Διάσκεψιν.

β) Τὸ τρίτον τῶν Κρατῶν μελῶν ἀποτελεῖ τὴν ἀπαρτίαν.

γ) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ Ἄρθρου 17, ἡ Διάσκεψις λαμβάνει ἁπάσας τὰς ἀποφάσεις της κατόπιν πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν ψήφων.

δ) Τὸ ποσὸν συνεισφορᾶς τῶν Κρατῶν μελῶν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, μὴ ὄντων μελῶν μιᾶς τῶν Ἑνώσεων, καθορίζεται διὰ ψήφου, εἰς τὴν ὁποίαν μόνον οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Κρατῶν τούτων ἔχουν δικαίωμα συμμετοχῆς.

ε) Ἡ ἀποχὴ δὲν θεωρεῖται ψῆφος.

ζ) Ὁ Ἀντιπρόσωπος δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύῃ, μόνον ἓν Κράτος καὶ νὰ ψηφίζῃ μόνον ἐν ὀνόματι τοῦ Κράτους τούτου.

4. α) Ἡ Διάσκεψις συνέρχεται εἰς τακτικὴν συνέλευσιν κατόπιν προσκλήσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ κατὰ τὴν αὐτὴν περίοδον καὶ εἰς τὸν αὐτὸν τόπον μετὰ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

β) Ἡ Διάσκεψις συνέρχεται εἰς ἔκτακτον συνεδρίασιν κατόπιν προσκλήσεως τοῦ Γεν. Διευθυντοῦ καὶ τῇ αἰτήσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Κρατῶν μελῶν.

5. Τὸ Συνέδριον καταρτίζει τὸν ἐσωτερικὸν αὐτοῦ κανονισμόν.

Ἄρθρον 8.

Συντονιστικὴ Ἐπιτροπή.

1. α) Συνιστᾶται Συντονιστικὴ Ἐπιτροπή, περιλαμβάνουσα τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ὁποῖα εἶναι μέλη τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς Ἑνώσεως τῶν Παρισίων, τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς Ἑνώσεως τῆς Βέρνης ἢ μιᾶς ἐκ τῶν δύο. Ἐν τούτοις, ἐὰν μία ἐκ τῶν Ἐκτελεστικῶν τούτων Ἐπιτροπῶν περιλαμβάνῃ πλέον τοῦ τετάρτου τῶν χωρῶν μελῶν τῆς Συνελεύσεως, ἥτις ἐξέλεξε ταύτην, ἡ ἐν λόγῳ Ἐπιτροπὴ ὁρίζει, μεταξὺ τῶν μελῶν της, τὰ Κράτη, τὰ ὁποῖα θὰ καταστοῦν μέλη τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς, οὕτως ὥστε ὁ ἀριθμὸς των νὰ μὴ ὑπερβαίνῃ τὸ ἄνω ἀναφερθὲν ἓν τέταρτον, νοουμένου ὅτι ἡ χώρα, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὁποίας ἔχει τὴν ἕδραν του ὁ Ὀργανισμός, δὲν συμπεριλαμβάνεται εἰς τὸν ὑπολογισμὸν τοῦ ἑνὸς τούτου τετάρτου.

β) Ἡ Κυβέρνησις ἑκάστου Κράτους μέλους τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκπροσωπεῖται ὑφ' ἑνὸς ἀντιπροσώπου, ὅστις δύναται νὰ λαμβάνῃ τὴν βοήθειαν τῶν ἀναπληρωτῶν ἀντιπροσώπων, συμβούλων καὶ εἰδικῶν.

γ) Ὅταν ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ ἐξετάζῃ εἴτε θέματα, ἐνδιαφέροντα ἀπ' εὐθείας τὸ πρόγραμμα ἢ τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Διασκέψεως καὶ τὴν ἡμερησίαν αὐτοῦ διάταξιν, εἴτε προτάσεις τροποποιήσεως τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐπηρεαζούσας τὰ δικαιώματα ἢ ὑποχρεώσεις τῶν Κρατῶν μελῶν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι μέλη μιᾶς τῶν Ἑνώσεων, ἓν τέταρτον τῶν Κρατῶν τούτων συμμετέχουν εἰς τὰς συνεδριάσεις τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς μὲ τὰ αὐτὰ δικαιώματα τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐκλέγει εἰς ἑκάστην τακτικὴν συνεδρίασιν, τὰ καλούμενα ἵνα συμμετάσχουν εἰς τὰς συνεδριάσεις ταύτας Κράτη.

δ) Τὰς δαπάνας ἑκάστης ἀντιπροσωπείας ἀναλαμβάνει τὸ Κράτος, τὸ ὁποῖον διορίζει ταύτην.

2. Ἐὰν αἱ λοιπαὶ Ἑνώσεις, αἱ διοικούμεναι ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ, ἐπιθυμοῦν νὰ ἀντιπροσωπεύωνται ὡς τοιαῦται ἐντὸς τῶν κόλπων τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς, οἱ ἀντιπρόσωποί των δέον νὰ ὁρίζωνται μεταξὺ τῶν Κρατῶν μελῶν τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς.

3. Ἡ Συντονιστικὴ Ἐπιτροπή:

I. Παρέχει γνώσεις εἰς τὰ ὄργανα τῶν Ἑνώσεων, τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν, τὴν Διάσκεψιν καὶ τὸν Γενικὸν Διευθυντήν, δι' ἅπαντα τὰ διοικητικὰ καὶ οἰκονομικὰ θέματα ὡς καὶ διὰ θέματα κοινοῦ ἐνδιαφέροντος εἴτε εἰς δύο ἢ περισσοτέρας Ἑνώσεις εἴτε εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας Ἑνώσεις καὶ εἰς τὸν Ὀργανισμὸν καὶ κυρίως διὰ τὸν προϋπολογισμὸν τῶν δαπανῶν, κοινῶν μεταξὺ τῶν Ἑνώσεων.

II. Προετοιμάζει τὸ σχέδιον ἡμερησίας διατάξεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

III. Προετοιμάζει τὸ σχέδιον τῆς ἡμερησίας διατάξεως καὶ τὰ σχέδια προγράμματος καὶ προϋπολογισμοῦ τῆς Διασκέψεως.

IV. Ἐκφέρει ἀπόψεις ἐπὶ τῆς βάσεως τοῦ τριετοῦς προϋπολογισμοῦ κοινῶν δαπανῶν τῶν Ἑνώσεων καὶ τοῦ τριετοῦς προϋπολογισμοῦ τοῦ Συνεδρίου, ὡς καὶ ἐπὶ τῆς βάσεως τοῦ τριετοῦς προγράμματος τεχνικο-νομικῆς βοηθείας, ἐπὶ τῶν ἐτησίων προϋπολογισμῶν καὶ τῶν ἀντιστοιχούντων ἐτησίων προγραμμάτων.

V. Κατὰ τὴν λῆξιν τῆς θητείας τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ ἢ εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ θέσις αὕτη θὰ παραμείνῃ κενή, προτείνει τὸ ὄνομα ἑνὸς ὑποψηφίου διὰ τὸν διορισμόν του εἰς τὴν θέσιν ταύτην ὑπὸ τῆς Γενκῆς Συνελεύσεως. Ἐὰν ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δὲν διορίσῃ τὸν ὑποψήφιον, ὃν ἐπρότεινεν ἡ Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ προτείνει ἕτερον ὑποψήφιον. Ἡ αὐτὴ διαδικασία ἐπαναλαμβάνεται ἕως τοῦ διορισμοῦ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τοῦ τελευταίου προταθέντος ὑποψηφίου.

VI. Ἐὰν ἡ θέσις τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ κενωθῇ μεταξὺ δύο συνόδων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, διορίζει προσωρινὸν Γενικὸν Διευθυντὴν διὰ τὴν περίοδον πρὸ τῆς ἀναλήψεως καθηκόντων ὑπὸ τοῦ νέου Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

VII. Ἐπιλαμβάνεται πάσης ἄλλης προσπαθείας ἥτις τῆς ἔχει ἀνατεθῇ ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

4. α) Ἡ Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται ἅπαξ τοῦ ἔτους εἰς τακτικὴν σύνοδον κατόπιν προσκλήσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ. Συνέρχεται κατ' ἀρχήν, εἰς τὴν ἕδραν τοῦ Ὀργανισμοῦ.

β) Ἡ Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται εἰς ἔκτακτον συνεδρίασιν κατόπιν προσκλήσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ ἢ κατόπιν πρωτοβουλίας τούτου εἴτε τῇ αἰτήσει τοῦ προέδρου αὐτῆς ἢ ἑνὸς τετάρτου τῶν μελῶν της.

5. α) Ἕκαστον Κράτος, ἀνεξαρτήτως ἐὰν εἶναι μέλος μιᾶς μόνον τῶν ἐκτελεστικῶν ἐπιτροπῶν τῆς παραγράφου 1)α) ἢ καὶ τῶν δύο, διαθέτει μίαν μόνον ψῆφον εἰς τὴν Συντονιστικὴν Ἐπιτροπήν.

β) Τὸ ἥμισυ τῶν μελῶν τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς ἀποτελεῖ τὴν ἀπαρτίαν.

γ) Ὁ Ἀντιπρόσωπος δύναται νὰ ἐκπροσωπῇ ἓν μόνον Κράτος καὶ δὲν δύναται νὰ ψηφίσῃ εἰμὴ μόνον εἰς τὸ ὄνομά του.

6. α) Ἡ Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ ἐκφράζει τὰς γνώμας της καὶ λαμβάνει τὰς ἀποφάσεις της δι' ἁπλῆς πλειοψηφίας. Ἡ ἀποχὴ δὲν θεωρεῖται ὡς ψῆφος.

β) Ἀκόμη καὶ ἐὰν ἐπιτευχθῇ ἁπλῆ πλειοψηφία, πᾶν μέλος τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς δύναται, ἀμέσως μετὰ τὴν ψῆφον, νὰ ζητήσῃ τὴν πραγματοποίησιν νέου ὑπολογισμοῦ τῶν ψήφων, κατὰ τὸν ἀκόλουθον τρόπον: δύο διαφορετικαὶ καταστάσεις θὰ καταρτισθοῦν, ἐπὶ τῶν ὁποίων θὰ ἐμφαίνωνται ἀντιστοίχως τὰ ὀνόματα τῶν Κρατῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς Ἑνώσεως τῶν Παρισίων καὶ τῶν Κρατῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς Ἑνώσεως τῆς Βέρνης. Ἡ ψῆφος ἑκάστου Κράτους θὰ ἐγγραφῇ ἔναντι τοῦ ὀνόματός του ἐφ' ἑκάστης τῶν καταστάσεων εἰς τὰς ὁποίας ἐμφαίνεται. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὁ εἰδικὸς νέος τοῦτος ὑπολογισμὸς δείξῃ ὅτι ἡ ἁπλῆ πλειοψηφία δὲν ἔχει ἐπιτευχθῇ εἰς ἑκάστην τῶν καταστάσεων, ἡ πρότασις δὲν θὰ θεωρῆται ὡς υἱοθετηθεῖσα.

7. Πᾶν Κράτος μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ, τὸ ὁποῖον δὲν εἶναι μέλος τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς δύναται νὰ ἐκπροσωπῆται εἰς τὰς συνελεύσεις τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης ὑπὸ παρατηρητῶν, μὲ δικαίωμα συμμετοχῆς εἰς τὰς συζητήσεις ἀλλὰ ἄνευ δικαιώματος ψήφου.

8. Ἡ Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ καταρτίζει τὸν ἐσωτερικὸν αὐτῆς κανονισμόν.

Ἄρθρον 9.

Διεθνὲς Γραφεῖον.

1. Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον ἀποτελεῖ τὴν γραμματείαν τοῦ Ὀργανισμοῦ.

2. Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον διευθύνεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, βοηθουμένου ὑπὸ δύο ἢ περισσοτέρων Γενικῶν Ὑποδιευθυντῶν.

3. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς διορίζεται δι' ὡρισμένον χρονικὸν διάστημα, τὸ ὁποῖον δὲν δύναται νὰ εἶναι κατώτερον τῶν ἓξ ἐτῶν. Ὁ διορισμός του δύναται νὰ ἀνανεωθῇ διὰ προσδιωρισμένας περιόδους. Ἡ διάρκεια τῆς πρώτης περιόδου καὶ τῶν ἐνδεχομένων ἑπομένων περιόδων, ὡς καὶ ἅπαντες οἱ ὅροι τοῦ διορισμοῦ του καθορίζονται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

4. α) Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς εἶναι ὁ ἀνώτερος ὑπάλληλος τοῦ Ὀργανισμοῦ.

β) Ἐκπροσωπεῖ τὸν Ὀργανισμόν.

γ) Λογοδοτεῖ εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν καὶ συμμορφοῦται πρὸς τὰς ὁδηγίας αὐτῆς εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὰς ἐσωτερικὰς καὶ ἐξωτερικὰς ὑποθέσεις τοῦ Ὀργανισμοῦ.

5. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς προετοιμάζει τὰ σχέδια τοῦ προϋπολογισμοῦ καὶ τοῦ προγράμματος, ὡς καὶ τὰς περιοδικὰς ἐκθέσεις δραστηριότητος. Τὰς διαβιβάζει εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν καὶ εἰς τὰ ἁρμόδια ὄργανα τῶν Ἑνώσεων καὶ τοῦ Ὀργανισμοῦ.

6. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς καὶ πᾶν μέλος τοῦ προσωπικοῦ,

διορισθὲν ὑπ' αὐτοῦ, λαμβάνουν μέρος, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς ἁπάσας τὰς συνεδριάσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, τῆς Διασκέψεως τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς, ὡς καὶ πάσης ἄλλης Ἐπιτροπῆς καὶ ὁμάδος ἐργασίας. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἢ ἓν μέλος τοῦ προσωπικοῦ, διορισθὲν ὑπ' αὐτοῦ, εἶναι EX OFFICIO γραμματεὺς τῶν ὀργάνων τούτων.

7. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς διορίζει τὸ ἀναγκαῖον προσωπικὸν διὰ τὴν καλὴν λειτουργίαν τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου. Διορίζει τοὺς Γενικοὺς Ὑποδιευθυντὰς κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς. Οἱ ὅροι ἐργασίας καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ τοῦ Προσωπικοῦ, τὸ ὁποῖον δέον νὰ ἐγκριθῇ ὑπὸ τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς, κατόπιν προτάσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ. Ἡ ἀνάγκη ἐξασφαλίσεως τῶν ὑπηρεσιῶν ὑπαλλήλων ἐξόχως εἰδικευμένων λόγῳ τῆς ἀποτελεσματικῆς ἀποδόσεώς των, τῆς ἁρμοδιότητός των καὶ τῆς ἀκεραιότητός των, δέον νὰ ἀποτελῇ τὴν κυριαρχοῦσαν αἰτίαν κατὰ τὴν πρόσληψιν καὶ τὸν προσδιορισμὸν τῶν ὅρων ἐργασίας τῶν μελῶν τοῦ προσωπικοῦ. Θὰ λαμβάνηται σοβαρῶς ὑπ' ὄψιν ἡ σπουδαιότης ἐξασφαλίσεως τῆς προσλήψεως προσωπικοῦ ἐπὶ τὸ δυνατὸν μεγαλυτέρας γεωγραφικῆς κλίμακος.

8. Τὸ λειτούργημα τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ τῶν μελῶν τοῦ προσωπικοῦ εἶναι αὐστηρῶς διεθνοῦς χαρακτῆρος. Κατὰ τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων των, οὗτοι δέον νὰ μὴ ζητοῦν ἢ λαμβάνουν ὁδηγίας ὑφ' ἑτέρας Κυβερνήσεως ἢ ἀρχῆς ξένης πρὸς τὸν Ὀργανισμόν. Δέον νὰ ἀπέχουν πάσης πράξεως, ἡ φύσις τῆς ὁποίας δύναται νὰ ἐκθέσῃ τὴν θέσιν των ὡς διεθνῶν ὑπαλλήλων. Ἕκαστον Κράτος μέλος ἀναλαμβάνει νὰ σέβεται τὸν ἀποκλειστικῶς διεθνῆ χαρακτῆρα τῶν λειτουργημάτων τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ τῶν μελῶν τοῦ Προσωπικοῦ καὶ νὰ μὴ ἐπιζητῇ ὅπως ἐπηρεάσῃ τούτους εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων των.

Ἄρθρον 10.

Ἕδρα.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς θὰ ἑδρεύῃ ἐν Γενεύῃ.

2. Ἡ μεταφορὰ τῆς ἕδρας δύναται νὰ ἀποφασισθῇ ὑπὸ τοὺς ὅρους τοῦ ἄρθρου 6.3)δ) καὶ η).

Ἄρθρον 11.

Οἰκονομικά.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς ἔχει δύο διακεκριμένους προϋπολογισμούς: τὸν προϋπολογισμὸν τῶν κοινῶν δαπανῶν τῶν Ἑνώσεων καὶ τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Διασκέψεως.

2. α) Ὁ προϋπολογισμὸς τῶν κοινῶν δαπανῶν τῶν Ἑνώσεων περιλαμβάνει τὰς προβλέψεις τῶν ἐξόδων, ἅτινα ἐμφανίζουν ἐνδιαφέρον διὰ πλείονας Ἑνώσεις.

β) Ὁ προϋπολογισμὸς οὗτος χρηματοδοτεῖται ἀπὸ τὰς κάτωθι πηγάς:

I. Τὰς συνεισφορὰς τῶν Ἑνώσεων, νομισμένου ὅτι τὸ ποσὸν τῆς συνεισφορᾶς καθορίζεται ὑπὸ τῆς συνελεύσεως ἑκάστης Ἑνώσεως λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ μέτρου κατὰ τὸ ὁποῖον αἱ κοιναὶ δαπάναι πραγματοποιοῦνται ἐν τῷ συμφέροντι τῆς Ἑνώσεως ταύτης.

II. Τὰ τέλη καὶ τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ διὰ τὰς προσφερομένας ὑπηρεσίας ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου, τὰ ὁποῖα δὲν ἔχουν ἄμεσον σχέσιν μὲ μίαν ἐκ τῶν Ἑνώσεων ἢ τὰ ὁποῖα δὲν εἰσπράττονται διὰ παρεχομένας ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου ὑπηρεσίας εἰς τὸν τομέα τῆς τεχνικο—νομικῆς βοηθείας.

III. Τὸ προϊὸν τῶν πωλήσεων τῶν δημοσιεύσεων τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου, ἐκδόσεων μὴ ἀφορωσῶν ἀπ' εὐθείας μίαν ἐκ τῶν Ἑνώσεων καὶ τὰ δικαιώματα, σχετικῶς μὲ τὰς ὡς ἄνω ἐκδόσεις.

IV. Τὰς δωρεάς, κληροδοτήματα καὶ ἐπιχορηγήσεις πρὸς τὸν Ὀργανισμόν, ἐκτὸς τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν παράγραφον 3) ε) IV).

V. Τὰ ἐνοίκια, οἱ τόκοι καὶ τὰ λοιπὰ εἰσοδήματα τοῦ Ὀργανισμοῦ.

3. α) Ὁ προϋπολογισμὸς τῆς Διασκέψεως περιλαμβάνει τὰς προβλέψεις δαπανῶν τῶν Συνόδων τῆς Διασκέψεως καὶ διὰ τὸ πρόγραμμα τεχνικο—νομικῆς βοηθείας.

β) Ὁ προϋπολογισμὸς χρηματοδοτεῖται ἀπὸ τὰς κάτωθι πηγάς:

I. Τὰς συνεισφορὰς τῶν Κρατῶν μελῶν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι μέλη μιᾶς τῶν Ἑνώσεων.

II. Τὰ ἐνδεχομένως διατιθέμενα ποσὰ διὰ τὸν προϋπολογισμὸν ὑπὸ τῶν Ἑνώσεων, νοουμένου ὅτι τὸ ποσόν, τὸ ὁποῖον διατίθεται ὑφ' ἑκάστης Ἑνώσεως καθορίζεται βεβαίως ὑπὸ τῆς συνελεύσεως τῆς Ἑνώσεως ταύτης καὶ ὅτι ἑκάστη Ἕνωσις εἶναι ἐλευθέρα νὰ μὴ συνεισφέρῃ εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τοῦτον.

III. Τὰ εἰσπραττόμενα ποσὰ διὰ τὰς παρεχομένας ὑπηρεσίας ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου εἰς τὸν τομέα τῆς νομικο—τεχνικῆς βοηθείας.

IV. Τὰς δωρεάς, κληροδοτήματα καὶ ἐπιχορηγήσεις πρὸς τὸν Ὀργανισμὸν διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς ὑποπαραγράφου α'.

4. α) Διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς συνεισφορᾶς του εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Διασκέψεως ἕκαστον τῶν Κρατῶν μελῶν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, τὸ ὁποῖον δὲν εἶναι μέλος μιᾶς τῶν Ἑνώσεων, κατατάσσεται εἰς μίαν τάξιν καὶ πληρώνει τὰς ἐτησίας αὐτοῦ συνεισφορὰς βάσει τῶν κάτωθι μονάδων:

Τάξις Α.....10
Τάξις Β.....3
Τάξις Γ..... 1

β) Ἕκαστον τῶν Κρατῶν, καθ' ὃν χρόνον συμπληρώνει μίαν ἐκ τῶν πράξεων, τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 14. 1), δεικνύει τὴν τάξιν, εἰς τὴν ὁποίαν ἐπιθυμεῖ ὅπως καταταγῇ. Δύναται νὰ ἀλλάξῃ τάξιν. Ἐὰν διαλέξῃ κατωτέραν τάξιν, τὸ Κράτος ὀφείλει ὅπως γνωρίσῃ τοῦτο εἰς τὴν Διάσκεψιν, εἰς μίαν τῶν τακτικῶν Συνόδων αὐτῆς. Ἡ ἀλλαγὴ ἰσχύει ἀπὸ τοῦ ἑπομένου πολιτικοῦ ἔτους τοῦ ἀκολουθοῦντος τὴν σύνοδον ταύτην.

γ) Ἡ ἐτησία συνεισφορὰ ἑκάστου τῶν Κρατῶν, ἀποτελεῖται ἐκ ποσοῦ, ἡ σχέσις τοῦ ὁποίου πρὸς τὸ συνολικὸν ποσὸν τῶν συνεισφορῶν ἁπάντων τῶν Κρατῶν εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Διασκέψεως εἶναι ἡ αὐτὴ μὲ τὴν σχέσιν μεταξὺ τοῦ ἀριθμοῦ μονάδων τῆς τάξεως εἰς τὴν ὁποίαν κατετάγη καὶ τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ μονάδων τοῦ συνόλου τῶν Κρατῶν.

δ) Αἱ συνεισφοραὶ καταβάλλονται τὴν 1 Ἰανουαρίου ἑκάστου ἔτους.

ε) Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὁ προϋπολογισμὸς δὲν υἱοθετηθῇ πρὸ τῆς ἀρχῆς τῆς νέας χρήσεως, ὁ προϋπολογισμὸς τοῦ προηγουμένου ἔτους ἰσχύει καὶ διὰ τὸ νέον ἔτος, συμφώνως πρὸς τοὺς οἰκονομικοὺς κανονισμούς.

5. Πᾶν Κράτος, μέλος τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ μὴ μέλος εἰς μίαν τῶν Ἑνώσεων, τὸ ὁποῖον καθυστερεῖ τὴν πληρωμὴν τῶν συνεισφορῶν του βάσει τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὡς καὶ πᾶν Κράτος, μέλος τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ μέλος μιᾶς τῶν Ἑνώσεων, τὸ ὁποῖον καθυστερεῖ τὴν πληρωμὴν τῶν συνεισφορῶν του πρὸς οἱανδήποτε τῶν Ἑνώσεων, δὲν δύναται νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα τῆς ψήφου εἰς οὐδὲν τῶν ὀργάνων τοῦ Ὀργανισμοῦ, τοῦ ὁποίου εἶναι μέλος, ἐὰν τὸ καθυστερούμενον ποσὸν ἰσοῦται ἢ ὑπερβαίνῃ τὸ ποσὸν τῶν ὀφειλομένων συνεισφορῶν διὰ τὰ δύο πλήρη παρελθόντα ἔτη. Ἐν τούτοις, δύναται νὰ ἐπιτραπῇ εἰς τὸ Κράτος τοῦτο νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα ψήφου ἐντὸς τῶν κόλπων τοῦ ρηθέντος ὀργάνου, καθ' ὅσον χρόνον τὸ ὄργανον κρίνει ὅτι ἡ καθυστέρησις τῆς πληρωμῆς προκύπτει ἐκ περιστάσεων ἐξαιρετικῶν καὶ ἀναποφεύκτων.

6. Τὸ ποσὸν τῶν φόρων καὶ ὀφειλομένων ποσῶν δι' ὑπηρεσίας, παρεχομένας ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου εἰς τὸν τομέα τῆς τεχνικο—νομικῆς βοηθείας, καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, ὅστις ἀναφέρει τοῦτο εἰς τὴν Συντονιστικὴν Ἐπιτροπήν.

7. Ὁ Ὀργανισμὸς δύναται, μὲ τὴν ἔγκρισιν τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς, νὰ λαμβάνῃ δωρεάς, κληροδοτήματα καὶ ἐπιχορηγήσεις, προερχομένας ἀπ' εὐθείας ἐκ κυβερνήσεων, δημοσίων ἢ ἰδιωτικῶν Ὀργανισμῶν, Σωματείων ἢ ἰδιωτῶν.

8. α) Ὁ Ὀργανισμὸς ἔχει κεφάλαιον κινήσεως δημιουργουμένου ἐκ μιᾶς μόνον καταβολῆς τῶν Ἑνώσεων καὶ ἑκάστου Κράτους μέλους εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ μὴ μέλους μιᾶς τῶν Ἑνώσεων. Ἐὰν τὸ ποσὸν τοῦτο καταστῇ ἀνεπαρκές, ἀποφασίζεται ἡ αὔξησίς του.

β) Τὸ ποσὸν τῆς μοναδικῆς καταβολῆς ἑκάστης Ἑνώσεως καὶ ἡ ἐνδεχομένη συνεισφορὰ αὐτῆς εἰς πᾶσαν αὔξησιν ἀποφασίζονται ὑπὸ τῆς συνελεύσεως αὐτῆς.

γ) Τὸ ποσὸν τῆς ἐνιαίας καταβολῆς ἑκάστου Κράτους μέλους τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὸ ὁποῖον δὲν εἶναι μέλος μιᾶς Ἑνώσεως καὶ ἡ συμμετοχή του εἰς πᾶσαν αὔξησιν, ἀναλογοῦν εἰς τὴν συνεισφορὰν τοῦ Κράτους τούτου διὰ τὸ ἔτος κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ὁποίου συνεστήθη τὸ κεφάλαιον τοῦτο ἢ ἀπεφασίσθη ἡ αὔξησις. Ἡ ἀναλογία καὶ οἱ τρόποι πληρωμῆς ἀποφασίζονται ὑπὸ τῆς Διασκέψεως κατόπιν προτάσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ γνώμης τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς.

9. α) Ἡ συμφωνία ἕδρας μετὰ τοῦ Κράτους, εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ὁ Ὀργανισμὸς ἔχει τὴν ἕδραν του προβλέπει ὅτι, ἐὰν τὸ ποσὸν εἰς μετρητὰ εἶναι ἀνεπαρκές, τὸ Κράτος τοῦτο νὰ χορηγῇ προκαταβολάς. Τὸ ὕψος τῶν προκαταβολῶν καὶ οἱ ὅροι ὑπὸ τοὺς ὁποίους χορηγοῦνται ἀποτελοῦν ἀντικείμενον, εἰς ἑκάστην περίπτωσιν, κεχωρισμένων συμφωνιῶν μεταξὺ τοῦ ἐν θέματι Κράτους καὶ τοῦ Ὀργανισμοῦ. Καθ' ὅσον χρόνον ὑποχρεοῦται εἰς τὴν χορήγησιν προκαταβολῶν, τὸ Κράτος τοῦτο διαθέτει αὐτεπαγγέλτως μίαν ἕδραν εἰς τὴν Συντονιστικὴν Ἐπιτροπήν.

β) Τὸ Κράτος τῆς ὑποπαραγράφου α) καὶ ὁ Ὀργανισμὸς ἔχουν ἕκαστος τὸ δικαίωμα καταγγελίας τῆς συμφωνίας χορηγήσεως προκαταβολῶν, κατόπιν γραπτῆς κοινοποιήσεως. Ἡ καταγγελία τῆς συμφωνίας ἰσχύει τρία ἔτη ἀπὸ τοῦ πέρατος τοῦ ἔτους κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ὁποίου ἐκοινοποιήθη αὕτη.

10. Ὁ ἔλεγχος τῶν λογαριασμῶν ἐξασφαλίζεται, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ οἰκονομικοῦ κανονισμοῦ, ὑφ' ἑνὸς ἢ περισσοτέρων Κρατῶν μελῶν ἢ ὑπὸ ἐξωτερικῶν ἐλεγκτῶν, οἵτινες διορίζονται, κατόπιν συγκαταθέσεώς των, ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 12.

Ἱκανότης περὶ τὸ δικαιοπρακτεῖν.

Προνόμια καὶ Ἀσυλία.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς ἀπολαμβάνει, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑκάστου Κράτους μέλους, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τοῦ Κράτους τούτου, τὴν ἀναγκαίαν δικαστικὴν ἱκανότητα διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν του καὶ τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων του.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς συνάπτει συμφωνίαν ἕδρας μετὰ τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας καὶ μετὰ παντὸς ἑτέρου Κράτους εἰς τὸ ὁποῖον ἡ ἕδρα θὰ ἠδύνατο νὰ ὁρισθῇ ἐν συνεχείᾳ.

3. Ὁ Ὀργανισμὸς δύναται νὰ συνάψῃ διμερεῖς ἢ πολυμερεῖς συμφωνίας μετὰ τῶν λοιπῶν Κρατῶν μελῶν διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τόσον διὰ τὸν Ὀργανισμὸν ὅσον καὶ διὰ τοὺς ὑπαλλήλους του καὶ τοὺς ἀντιπροσώπους ἁπάντων τῶν Κρατῶν μελῶν, προνόμια καὶ ἀσυλίαν, ἀναγκαῖα πρὸς ἐπίτευξιν τῶν σκοπῶν αὐτοῦ καὶ ἄσκησιν τῶν καθηκόντων των.

4. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς δύναται νὰ διαπραγματεύεται καὶ κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς, συνάπτει καὶ ὑπογράφει, ἐπ' ὀνόματι τοῦ Ὀργανισμοῦ, τὰς προβλεπομένας εἰς τὰς παραγράφους 2) καὶ 3) συμφωνίας.

Ἄρθρον 13.

Σχέσεις μεθ' ἑτέρων Ὀργανισμῶν.

1. Ὁ Ὀργανισμός, ὅταν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον, συνάπτει σχέσεις ἐργασίας καὶ συνεργάζεται μεθ' ἑτέρων διακυβερνητικῶν Ὀργανισμῶν. Πᾶσα γενικὴ συμφωνία πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν μετὰ τῶν Ὀργανισμῶν, συνάπτεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς δύναται, διὰ θέματα τῆς ἁρμοδιότητός του, νὰ λάβῃ κάθε κατάλληλον μέτρον πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς συμβολῆς τῶν Διεθνῶν Ὀργανισμῶν μὴ κυβερνητικῶν καὶ μὲ τὴν ἔγκρισιν τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων μετ' ἐθνικῶν κυβερνητικῶν καὶ μὴ κυβερνητικῶν Ὀργανισμῶν, διὰ κάθε συνεργασίαν μὲ τοὺς ὡς εἴρηται Ὀργανισμούς. Τοιαῦται διατάξεις θὰ λαμβάνωνται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 14.

Ὅροι, ὑπὸ τοὺς ὁποίους τὰ Κράτη δύνανται νὰ καταστοῦν μέλη τῆς Συμβάσεως.

1. Τὰ Κράτη τῆς παραγράφου 5 δύνανται νὰ καταστοῦν μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ διά:

I. Τῆς ὑπογραφῆς των, ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ

II. τῆς ὑπογραφῆς των μὲ ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως, ἀκολουθουμένης ὑπὸ τῆς καταθέσεως ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἢ

III. τῆς καταθέσεως ἐγγράφου προσχωρήσεως.

2. Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἓν Κράτος, μέλος τῆς Συμβάσεως τῶν Παρισίων, τῆς Συμβάσεως τῆς Βέρνης ἢ καὶ τῶν δύο, δὲν δύναται νὰ καταστῇ μέλος τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰμὴ μόνον ἐὰν καταστῇ ταυτοχρόνως μέλος ἢ ἐὰν ἔχῃ προγενεστέρως καταστῇ μέλος, δι' ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως εἴτε εἰς τὴν Πρᾶξιν τῆς Στοκχόλμης τῆς Συμβάσεως τῶν Παρισίων ἐν τῷ συνόλῳ αὐτῆς ἢ μὲ μόνον τὸν περιορισμὸν τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 20Ι/β/ι/ τῆς ἐν λόγῳ Πράξεως εἴτε εἰς τὴν Πρᾶξιν τῆς Στοκχόλμης τῆς Συμβάσεως τῆς Βέρνης ἐν τῷ συνόλῳ αὐτῆς ἢ μὲ μόνον τὸν περιορισμὸν τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 28.Ι/β/ι/ τῆς ἐν λόγῳ Πράξεως.

3. Τὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως κατατίθενται εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντήν.

Ἄρθρον 15.

Θέσις ἐν ἰσχύι τῆς Συμβάσεως.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις τίθεται ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας ἀφ' ἧς δέκα Κράτη μέλη τῆς Ἑνώσεως τῶν Παρισίων καὶ ἑπτὰ Κράτη μέλη τῆς Ἑνώσεως τῆς Βέρνης, συνεπλήρωσαν μίαν τῶν πράξεων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 14.1, νοουμένου ὅτι, ἕκαστον Κράτος μέλος τῶν δύο τούτων Ἑνώσεων, θὰ ὑπολογίζεται καὶ εἰς τὰς δύο ὁμάδας. Τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, ἡ παροῦσα Σύμβασις τίθεται ἐπίσης ἐν ἰσχύι εἰς τὰ Κράτη, τὰ ὁποῖα, μὴ ὄντα μέλη τῶν Ἑνώσεων τούτων, συνεπλήρωσαν, τρεῖς μῆνας ἢ ἐνωρίτερον τῆς ρηθείσης ἡμερομηνίας μίαν ἐκ τῶν πράξεων τοῦ ἄρθρου 14.1).

2. Διὰ πᾶν ἕτερον Κράτος, ἡ παροῦσα Σύμβασις τίθεται ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ Κράτος τοῦτο συνεπλήρωσε μίαν τῶν πράξεων τοῦ ἄρθρου 14.1).

Ἄρθρον 16.

Ἐπιφυλάξεις.

Οὐδεμία ἐπιφύλαξις ἐπιτρέπεται εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 17.

Τροποποιήσεις.

1. Προτάσεις τροποποιήσεως τῆς παρούσης Συμβάσεως δύνανται νὰ παρουσιασθοῦν ὑπὸ παντὸς Κράτους μέλους, ὑπὸ τῆς Συντονιστικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ. Αἱ προτάσεις αὗται κοινοποιοῦνται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ εἰς τὰ Κράτη μέλη ἓξ μῆνας τοὐλάχιστον πρὶν ὑποβληθοῦν εἰς τὴν ἐξέτασιν τῆς Διασκέψεως.

2. Πᾶσα τροποποίησις υἱοθετεῖται ὑπὸ τῆς Διασκέψεως. Ἐὰν πρόκειται διὰ τροποποιήσεις, ἡ φύσις τῶν ὁποίων προσβάλλει δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις τῶν Κρατῶν μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι μέλη μιᾶς τῶν Ἑ-

τροπῆς.

νώσεων, τὰ Κράτη ταῦτα συμμετέχουν ἐπίσης εἰς τὴν ψηφοφορίαν. Τὰ Κράτη μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ὁποῖα εἶναι μέλη τουλάχιστον μιᾶς τῶν Ἑνώσεων εἶναι τὰ μόνα δικαιούμενα ψήφου εἰς ἁπάσας τὰς προτάσεις, τὰς σχετικὰς πρὸς ἑτέρας τροποποιήσεις. Αἱ προτάσεις τροποποιήσεως υἱοθετοῦνται κατόπιν ἁπλῆς πλειοψηφίας τοῦ συνόλου τῶν ψήφων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ Συνέδριον δὲν ψηρίζει εἰμὴ μόνον προτάσεις τροποποιήσεως προγενεστέρως υἱοθετηθείσας ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ἑνώσεως τῶν Παρισίων καὶ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ἑνώσεως τῆς Βέρνης, συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας, οἵτινες ἐφαρμόζονται εἰς ἑκάστην ἐξ αὐτῶν διὰ τὴν τροποποίησιν τῶν διοικητικῶν διατάξεων τῶν ἀντιστοίχων των Συμβάσεων.

3. Αἱ τροποποιήσεις τίθενται ἐν ἰσχύι ἕνα μῆνα μετὰ τὴν λῆψιν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῶν γραπτῶν κοινοποιήσεων ἀποδοχῆς, πραγματοποιουμένης συμφώνως πρὸς τοὺς ἀντιστοίχους των συνταγματικοὺς κανόνας, ἐκ μέρους τῶν τριῶν τετάρτων τῶν Κρατῶν, τὰ ὁποῖα ἦσαν μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ εἶχον δικαίωμα ψήφου ἐπὶ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως συμφώνως πρὸ τὴν παράγραφον 2. καθ' ἣν στιγμὴν ἡ τροποποίησις υἱοθετήθη ὑπὸ τῆς Διασκέψεως. Πᾶσα τροποποίησις οὕτω γενομένη ἀποδεκτή, δεσμεύει ἅπαντα τὰ Κράτη, μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ κατὰ τὴν ἐποχὴν θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς τροποποιήσεως ἢ μετέπειτα μέλη. Ἐν τούτοις, πᾶσα τροποποίησις, ἥτις αὐξάνει τὰς οἰκονομικὰς ὑποχρεώσεις τῶν Κρατῶν μελῶν δεσμεύει μόνον τὰ Κράτη, τὰ ὁποῖα ἐκοινοποίησαν τὴν ἀποδοχὴν των διὰ τὴν ρηθεῖσαν τροποποίησιν.

Ἄρθρον 18.

Καταγγελία.

1. Πᾶν Κράτος μέλος δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντήν.

2. Ἡ καταγγελία ἰσχύει ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἔλαβε τὴν κοινοποίησιν.

Ἄρθρον 19.

Κοινοποιήσεις.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς κοινοποιεῖ εἰς τὰς Κυβερνήσεις ἁπάντων τῶν Κρατῶν μελῶν:

I. Τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς Συμβάσεως,

II. τὰς ὑπογραφὰς καὶ καταθέσεις ἐγγράφων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως,

III. τὰς ἀποδοχὰς τροποποιήσεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τῶν τροποποιήσεων,

IV. τὰς καταγγελίας τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 20.

Τελικαὶ διατάξεις.

1. α) Ἡ παροῦσα Σύμβασις ὑπογράφεται εἰς ἓν μόνον ἀντίγραφον εἰς τὴν Ἀγγλικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσικὴν γλῶσσαν καὶ τὰ τέσσαρα δὲ κείμενα εἶναι αὐθεντικά. Αὕτη κατατίθεται εἰς τὴν Σουηδικὴν Κυβέρνησιν.

β) Ἡ παροῦσα Σύμβασις παραμένει ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ἐν Στοκχόλμῃ ἕως τῆς 13ης Ἰανουαρίου 1968.

2. Ἐπίσημα κείμενα συντάσσονται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, κατόπιν συμβουλῆς τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων, εἰς τὴν Γερμανικήν, Ἰταλικὴν καὶ Πορτογαλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς ἑτέρας γλῶσσας, τὰς ὁποίας θὰ προτείνῃ τὸ Συνέδριον.

3. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς διαβιβάζει δύο ἐπίσημα ἀντίγραφα τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ πάσης τροποποιήσεως, υἱοθετηθείσης ὑπὸ τῆς Διασκέψεως εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν Κρατῶν μελῶν τῶν Ἑνώσεων τῶν Παρισίων καὶ τῆς Βέρνης, εἰς τὴν Κυβέρνησιν παντὸς ἑτέρου Κράτους ὅταν τοῦτο προσχωρῇ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ εἰς τὴν Κυβέρνησιν παντὸς ἑτέρου Κράτους, κατόπιν αἰτήσεώς του. Τὰ ἀντίγραφα τοῦ ὑπογραφέντος κειμένου τῆς Συμβάσεως, τὰ ὁποῖα διαβιβάζονται εἰς τὰς Κυβερνήσεις, ἐπισημοποιοῦνται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σουηδίας.

4. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς καταχωρεῖ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν εἰς τὴν Γραμματείαν τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 21.

Μεταβατικαὶ Διατάξεις.

1. Ἕως τῆς ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, αἱ παραπομπαὶ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον ἢ εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντήν, θεωροῦνται ὡς ἀναφερόμεναι ἀντιστοίχως εἰς τὰ τηρούμενα Διεθνῆ Γραφεῖα διὰ τὴν προστασίαν τῆς βιομηχανικῆς, φιλολογικῆς καὶ καλλιτεχνικῆς ἰδιοκτησίας (ἐπίσης ὀνομαζόμενα Ἡνωμένα Διεθνῆ Γραφεῖα) διὰ τὴν προστασίαν τῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας «BIRPI» ἢ εἰς τὸν Διευθυντήν των.

2. α) Τὰ Κράτη μέλη μιᾶς τῶν Ἑνώσεων, ἀλλὰ οὐχὶ ἀκόμη μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύνανται, κατὰ τὴν διάρκειαν πέντε ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς Συμβάσεως, νὰ ἀσκοῦν, ἐὰν ἐπιθυμοῦν, τὰ αὐτὰ δικαιώματα ὡς ἐὰν ἦσαν μέλη τῆς Συμβάσεως. Πᾶν Κράτος, τὸ ὁποῖον ἐπιθυμεῖ ὅπως ἀσκῇ τὰ ἐν λόγῳ δικαιώματα, καταθέτει πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντήν, γραπτὴν δήλωσιν, ἥτις ἰσχύει ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεώς της. Τὰ Κράτη ταῦτα θεωροῦνται μέλη τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ τῆς Διασκέψεως ἕως τῆς ἐκπνοῆς τῆς περιόδου ταύτης.

β) Κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς περιόδου τῶν πέντε ἐτῶν, τὰ Κράτη ταῦτα δὲν ἔχουν πλέον δικαίωμα ψήφου εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν, εἰς τὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς τὴν Συντονιστικὴν Ἐπιτροπήν.

γ) Εὐθὺς ὡς καταστοῦν μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ἐν λόγῳ Κράτη δύνανται νὰ ἀσκήσουν ἐκ νέου τὸ δικαίωμα τῆς ψήφου.

3. α) Ὅσον χρονικὸν διάστημα ἅπαντα τὰ Κράτη μέλη τῶν Ἑνώσεων τῶν Παρισίων ἢ τῆς Βέρνης δὲν εἶναι μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον καὶ ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἀσκοῦσιν ἐπίσης τὰ καθήκοντα τὰ μεταβιβαζόμενα εἰς τὰ Ἡνωμένα Διεθνῆ Γραφεῖα διὰ τὴν προστασίαν τῆς βιομηχανικῆς, φιλολογικῆς καὶ καλλιτεχνικῆς ἰδιοκτησίας καὶ εἰς τὸν Διευθυντήν των ἀντιστοίχως.

β) Τὸ προσωπικὸν τῶν ἄνω ἀναφερθέντων Γραφείων κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς μεταβατικῆς περιόδου εἰς τὴν ὑποπαράγραφον α), θεωρεῖται ἐπίσης ὡς προσωπικὸν τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου.

4. α) Ὅταν, ἅπαντα τὰ Κράτη μέλη τῆς Ἑνώσεως τῶν Παρισίων καταστοῦν μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ, τὰ δικαιώματα, ὑποχρεώσεις καὶ ἀγαθὰ τῆς Ἑνώσεως ταύτης μεταβιβάζονται εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον τοῦ Ὀργανισμοῦ.

β) Ὅταν ἅπαντα τὰ Κράτη μέλη τῆς Ἑνώσεως τῆς Βέρνης καταστοῦν μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ, τὰ δικαιώματα, ὑποχρεώσεις καὶ τὰ ἀγαθὰ τοῦ Γραφείου τῆς Ἑνώσεως ταύτης μεταβιβάζονται εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Εἰς πίστωσιν τοῦ ὁποίου, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, νομίμως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐν Στοκχόλμῃ τῇ 14 Ἰουλίου 1967

ΔΙΕΘΝΗΣ ΕΝΩΣΙΣ

Διπλωματικὴ Διάσκεψις διὰ τὴν ἀναθεώρησιν τῆς Συμβάσεως τῆς Βέρνης (Παρίσιοι, 5 ἕως 24 Ἰουλίου 1971).

I. Πρᾶξις Παρισίων

Σύμβασις τῆς Βέρνης διὰ τὴν προστασίαν τῶν λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων τῆς 9 Σεπτεμβρίου 1886.

Συμπληρωθεῖσα ἐν Παρισίοις τὴν 4ην Μαΐου 1896, ἀναθεωρηθεῖσα ἐν Βερολίνῳ τὴν 13ην Νοεμβρίου 1908, συμπληρωθεῖσα ἐν Βέρνῃ τὴν 20ὴν Μαρτίου 1914 καὶ ἀναθεωρηθεῖ-

σα ἐν Ρώμῃ τὴν 2αν Ἰουνίου 1928, ἐν Βρυξέλλαις τὴν 26ην Ἰουνίου 1948, ἐν Στοκχόλμῃ τὴν 14ην Ἰουλίου 1967 καὶ ἐν Παρισίοις τὴν 24ην Ἰουλίου 1971.

Αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως ἅπασαι ἐμπνεόμεναι ἀπὸ τὴν ἐπιθυμίαν νὰ προστατεύσουν κατὰ τὸν πλέον ἀποτελεσματικὸν καὶ ὁμοιόμορφον τρόπον τὰ δικαιώματα τῶν δημιουργῶν ἐπὶ τῶν λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων των.

Ἀναγνωρίζουσαι τὴν σημασίαν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἀναθεωρητικῆς Διασκέψεως τῆς συνελθούσης ἐν Στοκχόλμῃ τὸ 1967.

Ἀπεφάσισαν νὰ ἀναθεωρήσουν τὴν ἐγκριθεῖσαν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως τῆς Στοκχόλμης πρᾶξιν, χωρὶς νὰ τροποποιήσουν τὰ ἄρθρα 1 ἕως 20 καὶ 22 ἕως 26 τῆς πράξεως ταύτης.

Κατὰ συνέπειαν, οἱ ὑπογεγραμμένοι Πληρεξούσιοι, μετὰ τὴν κατάθεσιν τῶν διαπιστευτηρίων των, τὰ ὁποῖα εὑρέθησαν τυπικῶς ἔγκυρα, ἀπεφάσισαν τὰ ἀκόλουθα:

Ἄρθρον 1.

Αἱ χῶραι εἰς τὰς ὁποίας ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις συνιστοῦν Ἕνωσιν διὰ τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων τῶν δημιουργῶν ἐπὶ τῶν λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων των.

Ἄρθρον 2.

1. Οἱ ὅροι «λογοτεχνικὰ καὶ καλλιτεχνικὰ ἔργα» περιλαμβάνουν ὅλας τὰς παραγωγὰς λογοτεχνικῆς, ἐπιστημονικῆς καὶ καλλιτεχνικῆς φύσεως, οἱουδήποτε εἶναι ὁ τρόπος καὶ ἡ μορφὴ ἐκφράσεως, ὡς: τὰ βιβλία, φυλλάδια καὶ λοιπὰ γραπτά, τὰς διαλέξεις, τὰς προσφωνήσεις, τὰ κυρύγματα καὶ ἄλλα ἔργα τῆς αὐτῆς φύσεως, τὰ δραματικὰ καὶ δραματικομουσικὰ ἔργα, τὰ χορογραφικὰ ἔργα καὶ τὰς παντομίμας, τὰς μουσικὰς συνθέσεις μετὰ ἢ ἄνευ λόγων, τὰ κινηματογραφικὰ ἔργα, μὲ τὰ ὁποῖα ἐξομοιοῦνται τὰ ἐκφραζόμενα διὰ μέσου ἀναλόγου πρὸς τὴν κινηματογραφίαν, τὰ ἔργα ἰχνογραφίας, ζωγραφικῆς ἀρχιτεκτονικῆς, γλυπτικῆς, χαρακτικῆς, λιθογραφίας, τὰ φωτογραφικὰ ἔργα πρὸς τὰ ὁποῖα ἐξομοιοῦνται τὰ ἐκφραζόμενα διὰ μέσου ἀναλόγου πρὸς τὴν φωτογραφίαν, τὰ ἔργα τῶν ἐφηρμοσμένων τεχνῶν, τὰς εἰκονογραφήσεις, τοὺς γεωγραφικοὺς χάρτας, τὰ σχέδια, σκίτσα καὶ πλαστικὰ ἔργα σχετικὰ μὲ τὴν γεωγραφίαν, τὴν τοπογραφίαν, τὴν ἀρχιτεκτονικὴν ἢ τὰς ἐπιστήμας.

2. Αἱ νομοθεσίαι τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως διατηροῦν πάντως τὴν εὐχέρειαν νὰ προβλέπουν ὅτι τὰ λογοτεχνικὰ καὶ καλλιτεχνικὰ ἔργα ἢ μία ἢ πλείονες κατηγορίαι αὐτῶν δὲν προστατεύονται ἐφ' ὅσον δὲν ἀπετυπώθησαν ἐπί τινος ὑλικοῦ στηρίγματος-

3. Προστατεύονται ὡς πρωτότυπα ἔργα, ἐπιφυλασσομένων τῶν δικαιωμάτων τοῦ δημιουργοῦ τοῦ πρωτοτύπου ἔργου, αἱ μεταφράσεις, προσαρμογαί, διαρρυθμίσεις μουσικῆς καὶ ἄλλαι μετατροπαὶ λογοτεχνικοῦ ἢ καλλιτεχνικοῦ ἔργου.

7. Ἐπιφυλλάσσεται εἰς τὰς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως νὰ καθορίσουν τὴν παρεσχετέαν προστασίαν εἰς τὰ ἐπίσημα κείμενα νομοθετικῆς, διοικητικῆς ἢ δικαστικῆς φύσεως, ὡς καὶ εἰς τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῶν κειμένων τούτων.

5. Αἱ συλλογαὶ λογοτεχνικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων, ὡς αἱ ἐγκυκλοπαίδειαι καὶ ἀνθολογίαι αἵτινες, διὰ τῆς ἐπιλογῆς ἢ τῆς διαρρυθμίσεως τῆς ὕλης, ἀποτελοῦν πνευματικὰς δημιουργίας, προστεύονται ὡς τοιαῦται, ἐπιφυλλασσομένων τῶν δικαιωμάτων τῶν δημιουργῶν ἐφ' ἑκάστου ἐκ τῶν ἀποτελούντων τὰς συλλογὰς ταύτας ἔργων.

6. Τὰ ὡς ἄνω ἀναφερόμενα ἔργα τυγχάνουν προστασίας εἰς ὅλας τὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως. Ἡ προστασία αὕτη ἀσκεῖται πρὸς ὄφελος τοῦ δημιουργοῦ καὶ παντὸς δικαιοδόχου.

.7 Ἐπιφυλλάσσεται εἰς τὰς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως νὰ προσδιορίσουν τὸν χῶρον ἐφαρμογῆς τῶν νόμων, αἵτινες ἀφοροῦν τὰ ἔργα τῶν ἐφηρμοσμένων τεχνῶν καὶ τὰ βιομηχανικὰ σχέδια καὶ πρότυπα, ὡς καὶ τοὺς ὅρους προστασίας τῶν ἔργων, σχεδίων καὶ προτύπων τούτων, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου (74), τῆς παρούσης Συμβάσεως. Διὰ τὰ προστατευόμενα εἰς τὰς χώρας προελεύσεως ἁπλῶς ὡς σχέδια ἢ πρότυπα ἔργα, δὲν δύναται νὰ ζητηθῇ εἰς ἄλλην χώραν τῆς Ἑνώσεως εἰμὴ ἡ εἰδικὴ προστασία ἡ παρεχομένη εἰς τὴν χώραν ταύτην, εἰς τὰ σχέδια καὶ πρότυπα. Πάντως, ἐὰν εἰς τὴν χώραν ταύτην δὲν παρέχεται τοιαύτη εἰδικὴ προστασία, τὰ ἐν λόγῳ ἔργα προστατεύονται ὡς καλλιτεχνικὰ ἔργα.

8. Ἡ προστασία τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν νέων τῆς ἡμέρας ἢ ἐπὶ τῶν διαφόρων γεγονότων τὰ ὁποῖα ἔχουν τὸν χαρακτῆρα ἁπλῶν δημοσιογραφικῶν πληροφοριῶν.

Ἄρθρον 2 bis.

1. Αἱ νομοθεσίαι τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως διατηροῦν πάντως τὴν εὐχέρειαν νὰ ἀποκλείσουν, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, ἐκ τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προστασίας τοὺς πολιτικοὺς λόγους καὶ τὰς ἀγορεύσεις ἐνώπιον δικαστηρίου.

2. Αἱ νομοθεσίαι τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως διατηροῦν ἐπίσης τὴν εὐχέρειαν νὰ ὁρίζουν τὰς προϋποθέσεις ὑπὸ τὰς ὁποίας αἱ διαλέξεις, προσφωνήσεις καὶ ἄλλα ἔργα τῆς αὐτῆς φύσεως, ἐκφωνούμενα δημοσίως, θὰ δύνανται νὰ ἀναδημοσιεύωνται διὰ τοῦ τύπου, νὰ μεταδίδωνται διὰ τοῦ ραδιοφώνου, νὰ μεταφέρωνται δ' ἐνσυρμάτου μεταδόσεως εἰς τὸ κοινὸν καὶ νὰ ἀποτελοῦν ἀντικείμενον τῶν ἐν ἄρθρῳ 11 bis 1 τῆς παρούσης Συμβάσεως δημοσίων ἀνακοινώσεων, ὅταν τοιαύτη χρησιμοποίησις δικαιολογῆται ἀπὸ τὸν ἐπιδιωκόμενον σκοπὸν πληροφορήσεως.

3. Ὁ συγγραφεὺς διατηρεῖ πάντως τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ συγκεντρώσῃ εἰς συλλογὴν τὰ εἰς τὰ προηγούμενα ἐδάφια ἀναφερόμενα ἔργα του.

Ἄρθρον 3.

1. Προστατεύονται δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως:

α) Οἱ δημιουργοί, ὑπήκοοι μιᾶς τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, διὰ τὰ ἔργα των δημοσιευθέντα ἢ μή.

β) Οἱ δημιουργοί, μὴ ὑπήκοοι μιᾶς τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, διὰ τὰ ἔργα τὰ ὁποῖα δημοσιεύουν διὰ πρώτην φορὰν εἰς μίαν τῶν χωρῶν τούτων ἢ συγχρόνως εἰς χώραν ξένην πρὸς τὴν Ἕνωσιν καὶ εἰς χώραν τῆς Ἑνώσεως.

2. Οἱ δημιουργοί, μὴ ὑπήκοοι μιᾶς τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, ἀλλ' ἔχοντες τὴν συνήθη διαμονήν των εἰς μίαν ἐξ αὐτῶν, ἐξομοιοῦνται, διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, μὲ τοὺς δημιουργούς, ὑπηκόους τῆς ἐν λόγῳ χώρας.

3. Διὰ τοῦ ὅρου «δημοσιευθέντα ἔργα» νοοῦνται τὰ ἔργα τὰ δημοσιευθέντα μὲ τὴν συγκατάθεσιν τῶν δημιουργῶν των, οἱουδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ τρόπος κατασκευῆς τῶν ἀντιτύπων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅμως ὅτι ἡ διάθεσις τούτων, ὑπῆρξε τοιαύτη, ὥστε νὰ ἱκανοποιῇ τὰς εὐλόγους ἀνάγκας τοῦ κοινοῦ, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς φύσεως τοῦ ἔργου. Δὲν ἀποτελοῦν δημοσίευσιν ἡ παράστασις δραματικοῦ, δραματικομουσικοῦ ἢ κινηματογραφικοῦ ἔργου, ἡ ἐκτέλεσις μουσικοῦ ἔργου, ἡ δημοσία ἀπαγγελία λογοτεχνικοῦ ἔργου, ἡ μετάδοσις ἢ ἡ ραδιοφωνικὴ ἐκπομπὴ λογοτεχνικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων, ἡ ἔκθεσις ἔργου τέχνης καὶ ἡ κατασκευὴ ἀρχικτεκτονικοῦ ἔργου.

4. Θεωρεῖται ὡς δημοσιευθὲν συγχρόνως εἰς πλείονας χώρας πᾶν ἔργον, τὸ ὁποῖον ἐξεδόθη εἰς δύο ἢ πλείονας χώρας ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς πρώτης δημοσιεύσεως.

Ἄρθρον 4.

Προστατεύονται δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἔστω καὶ ἂν δὲν πληροῦνται αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ ἄρθρον 3 προϋποθέσεις:

α) Οἱ δημιουργοὶ τῶν κινηματογραφικῶν ἔργων, τῶν ὁποίων ὁ παραγωγὸς ἔχει τὴν ἕδραν του ἢ τὴν συνήθη διαμονήν του εἰς μίαν τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως.

β) Οἱ δημιουργοὶ τῶν ἀρχιτεκτονικῶν ἔργων τῶν ἀνεγερθέντων εἰς μίαν χώραν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῶν ἔργων γραφικῶν καὶ πλαστικῶν τεχνῶν, ἐνσωματωμένων εἰς ἀκίνητον, εὑρισκόμενον εἰς χώραν τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 5.

1. Οἱ δημιουργοὶ ἀπολαμβάνουν, ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἔργα διὰ τὰ ὁποῖα προστατεύονται δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς

ας χώρας τῆς Ἑνώσεως ἄλλας ἀπὸ τὴν χώραν προελεύσεως τοῦ ἔργου, τῶν δικαιωμάτων, τὰ ὁποῖα οἱ ἀντίστοιχοι νόμοι ἀναγνωρίζουν ἢ μέλλουν νὰ ἀναγνωρίσουν εἰς τοὺς ὑπηκόους των, ὡς καὶ τῶν δικαιωμάτων, ἅτινα εἰδικῶς παρέχονται διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ἡ ἀπόλαυσις καὶ ἡ ἄσκησις τῶν δικαιωμάτων τούτων δὲν ὑπόκεινται εἰς οἱανδήποτε διατύπωσιν. Ἡ ἀπόλαυσις καὶ ἡ ἄσκησις αὕτη εἶναι ἀνεξάρτητοι ἀπὸ τὴν ὕπαρξιν τῆς προστασίας εἰς τὴν χώραν προελεύσεως τοῦ ἔργου. Κατὰ συνέπειαν πέραν τῶν ὁρισμῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ ἔκτασις τῆς προστασίας ὡς καὶ τὰ ἔνδικα μέσα τὰ παρεχόμενα εἰς τὸν δημιουργὸν πρὸς ἐξασφάλισιν τῶν δικαιωμάτων του ρυθμίζονται ἀποκλειστικῶς συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς χώρας, εἰς τὴν ὁποίαν ζητεῖται ἡ προστασία.

3. Ἡ προστασία εἰς τὴν χώραν προελεύσεως ρυθμίζεται ἀπὸ τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν. Πάντως, ὅταν ὁ δημιουργὸς δὲν εἶναι ὑπήκοος τῆς χώρας προελεύσεως τοῦ ἔργου, διὰ τὸ ὁποῖον προστατεύεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἔχῃ, ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ τὰ αὐτὰ δικαιώματα μὲ τοὺς δημιουργούς, ὑπηκόους αὐτῆς.

4. Θεωρεῖται ὡς χώρα προελεύσεως:

α) Διὰ τὰ ἔργα τὰ δημοσιευθέντα διὰ πρώτην φορὰν εἰς μίαν τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, ἡ τελευταία αὕτη χώρα. Ἐὰν πρόκειται, ὅμως, περὶ ἔργων δημοσιευθέντων συγχρόνως εἰς πλείονας χώρας τῆς Ἑνώσεως ἀναγνωριζούσας διαφόρους διαρκείας προστασίας, ἡ χώρα ἐκείνη, τῆς ὁποίας ἡ νομοθεσία παρέχει τὴν βραχυτέραν διάρκειαν προστασίας.

β) Διὰ τὰ ἔργα τὰ δημοσιευθέντα συγχρόνως εἰς χώραν ξένην πρὸς τὴν Ἕνωσιν καὶ εἰς χώραν τῆς Ἑνώσεως ἡ τελευταία αὕτη.

γ) Διὰ τὰ μὴ δημοσιευθέντα ἔργα ἢ διὰ τὰ δημοσιευθέντα διὰ πρώτην φορὰν εἰς χώραν ξένην πρὸς τὴν Ἕνωσιν, ἄνευ συγχρόνου δημοσιεύσεως εἰς χώραν τῆς Ἑνώσεως, ἡ χώρα τῆς Ἑνώσεως, τῆς ὁποίας εἶναι ὑπήκοος ὁ δημιουργός. Πάντως:

ι) Ἐὰν πρόκειται περὶ κινηματογραφικῶν ἔργων, τῶν ὁποίων ὁ παραγωγὸς ἔχει τὴν ἕδραν του ἢ τὴν συνήθη διαμονήν του εἰς χώραν τῆς Ἑνώσεως, ἡ χώρα προελεύσεως θὰ εἶναι ἡ τελευταία αὕτη χώρα καὶ

ιι) ἐὰν πρόκειται περὶ ἀρχιτεκτονικῶν ἔργων, ἀνεγερθέντων εἰς χώραν τῆς Ἑνώσεως ἢ περὶ ἔργων τῶν γραφικῶν καὶ πλαστικῶν τεχνῶν, ἐνσωματωθέντων εἰς ἀκίνητον εὑρισκόμενον εἰς χώραν τῆς Ἑνώσεως, ἡ χώρα προελεύσεως θὰ εἶναι ἡ τελευταία αὕτη χώρα.

Ἄρθρον 6.

1. Ὁσάκις χώρα ξένη πρὸς τὴν Ἕνωσιν, δὲν προστατεύῃ ἐπαρκῶς τὰ ἔργα δημιουργῶν ὑπηκόων μιᾶς τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, ἡ τελευταία αὕτη χώρα θὰ δύναται νὰ περιορίσῃ τὴν προστασίαν τῶν ἔργων, τῶν ὁποίων οἱ δημιουργοί, κατὰ τὸν χρόνον τῆς πρώτης δημοσιεύσεως τῶν ἔργων τούτων, εἶναι ὑπήκοοι τῆς ἄλλης χώρας καὶ δὲν ἔχουν τὴν συνήθη διαμονήν των εἰς μίαν τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως. Ἐὰν ἡ χώρα τῆς πρώτης δημοσιεύσεως κάνῃ χρῆσιν τῆς εὐχερείας ταύτης, αἱ ἄλλαι χῶραι τῆς Ἑνώσεως δὲν ὑποχρεοῦνται νὰ παράσχουν εἰς ἔργα ὑποβληθέντα οὕτως εἰς εἰδικὴν μεταχείρισιν προστασίαν εὐρυτέραν, ἐκείνης, ἡ ὁποία παρέχεται εἰς αὐτὰ εἰς τὴν χώραν τῆς πρώτης δημοσιεύσεως.

2. Οὐδεὶς περιορισμὸς θεσπισθεὶς δυνάμει τοῦ προηγουμένου ἐδαφίου, δύναται νὰ θίγῃ τὰ δικαιώματα, τὰ ὁποῖα δημιουργός τις θὰ ἔχῃ ἀποκτήσει ἐπὶ ἔργου δημοσιευθέντος εἰς χώραν τῆς Ἑνώσεως πρὸ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ περιορισμοῦ τούτου.

3. Αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως, αἱ ὁποῖαι, δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου, θὰ περιορίσουν τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων τῶν δημιουργῶν, θὰ γνωστοποιήσουν τοῦτο εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς Διανοίας (ἀναφερόμενον κατωτέρω ὡς ὁ «Γενικὸς Διευθυντὴς») διὰ ἐγγράφου δηλώσεως ἐν ᾗ θὰ μνημονεύωνται αἱ χῶραι, ἔναντι τῶν ὁποίων περιορίζεται ἡ προστασία, ὡς καὶ οἱ περιορισμοί, εἰς οὓς ὑπόκεινται τὰ δικαιώματα τῶν δημιουργῶν, ὑπηκόων τῶν χωρῶν τούτων. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς θὰ γνωστοποιήσῃ ἀμέσως τὸ γεγονὸς εἰς ὅλας τὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 6 δίς.

1. Ἀνεξαρτήτως τῶν περιουσιακῶν δικαιωμάτων τοῦ δημιουργοῦ, ἀκόμη δὲ καὶ μετὰ τὴν ἐκχώρησιν τούτων, ὁ δημιουργὸς διατηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ διεκδικήσῃ τὴν πατρότητα τοῦ ἔργου καὶ νὰ ἀντιταχθῇ εἰς πᾶσαν παραμόρφωσιν, ἀκρωτηριασμὸν ἢ ἄλλην τροποποίησιν τοῦ ἔργου τούτου ἢ εἰς πᾶσαν ἄλλην προσβολὴν τοῦ αὐτοῦ ἔργου θιγούσας τὴν τιμὴν ἢ τὴν φήμην του.

2. Τὰ ἀνεγνωρισμένα εἰς τὸν δημιουργὸν δικαιώματα, δυνάμει τοῦ ὡς ἄνω ἐδαφίου 1) διατηροῦνται, μετὰ τὸν θάνατόν του τουλάχιστον μέχρις ἀποσβέσεως τῶν περιουσιακῶν δικαιωμάτων καὶ ἀσκοῦνται ὑπὸ τῶν προσώπων ἢ ἱδρυμάτων, ἅτινα νομιμοποιοῦνται πρὸς τοῦτο ἀπὸ τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν τῆς χώρας, ἔνθα ζητεῖται ἡ προστασία. Πάντως, αἱ χῶραι τῶν ὁποίων ἡ νομοθεσία, ἡ ἰσχύουσα κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐπικυρώσεως τῆς παρούσης πράξεως ἢ τῆς προσχωρήσεως εἰς αὐτήν, δὲν περιλαμβάνει διατάξεις ἐξασφαλιζούσας τὴν προστασίαν, μετὰ τὸν θάνατον τοῦ δημιουργοῦ, ὅλων τῶν ἀνεγνωρισμένων δυνάμει τῆς ὡς ἄνω παραγράφου 1) δικαιωμάτων, ἔχουν τὴν εὐχέρειαν νὰ προβλέψουν ὅτι ὡρισμένα ἐκ τῶν δικαιωμάτων τούτων δὲν διατηροῦνται μετὰ τὸν θάνατον τοῦ δημιουργοῦ.

3. Τὰ ἔνδικα μέσα πρὸς διασφάλισιν τῶν ἀνεγνωρισμένων ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ δικαιωμάτων διέπονται ἀπὸ τὴν νομοθεσίαν τῆς χώρας, ἔνθα ζητεῖται ἡ προστασία.

Ἄρθρον 7.

1. Ἡ διάρκεια τῆς παρεχομένης διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως προστασίας καλύπτει τὴν ζωὴν τοῦ δημιουργοῦ καὶ πεντήκοντα ἔτη μετὰ τὸν θάνατόν του.

2. Πάντως, διὰ τὰ κινηματογραφικὰ ἔργα, αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως δύνανται νὰ προβλέψουν ὅτι ἡ διάρκεια τῆς προστασίας λήγει πεντήκοντα ἔτη μετὰ τὸν χρόνον, καθ' ὃν τὸ ἔργον κατέστη προσιτὸν εἰς τὸ κοινόν, μὲ τὴν συγκατάθεσιν τοῦ δημιουργοῦ ἢ ὅτι, ἐλλείψει τοιούτου ἐπισυμβάντος γεγονότος κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν πεντήκοντα ἐτῶν ἀπὸ τῆς πραγματοποιήσεως τοιούτου ἔργου, ὅτι ἡ διάρκεια τῆς προστασίας λήγει πεντήκοντα ἔτη μετὰ τὴν πραγματοποίησιν ταύτην.

3. Διὰ τὰ ἀνώνυμα ἢ ψευδώνυμα ἔργα, ἡ διάρκεια τῆς παρεχομένης διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως προστασίας λήγει πεντήκοντα ἔτη μετὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν τὸ ἔργον κατέστη νομίμως προσιτὸν εἰς τὸ κοινόν. Πάντως, ὅταν τὸ υἱοθετηθὲν ὑπὸ τοῦ δημιουργοῦ ψευδώνυμον οὐδεμίαν καταλείπῃ ἀμφιβολίαν περὶ τῆς ταυτότητός του, ἡ διάρκεια τῆς προστασίας εἶναι ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν παράγραφον 1) Ἐὰν ὁ δημιουργὸς ἀνωνύμου ἢ ψευδωνύμου ἔργου ἀποκαλύψῃ τὴν ταυτότητά του κατὰ τὴν ὡς ἄνω περίοδον, ἡ διάρκεια τῆς ἐφαρμοστέας προστασίας εἶναι ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν παράγραφον 1) Αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως δὲν ὑποχρεοῦνται νὰ προστατεύσουν τὰ ἀνώνυμα ἢ ψευδώνυμα ἔργα διὰ τὰ ὁποῖα εὐλόγως δύναταί τις νὰ ὑποθέσῃ ὅτι ὁ δημιουργός των ἀπέθανε πρὸ πεντήκοντα ἐτῶν.

4. Αἱ νομοθεσίαι τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως διατηροῦν τὴν εὐχέρειαν νὰ ρυθμίζουν τὴν διάρκειαν τῆς προστασίας τῶν φωτογραφικῶν ἔργων καὶ ἐκείνην τῶν ἔργων τῶν ἐφηρμοσμένων τεχνῶν ὡς ἔργων καλλιτεχνικῶν. Πάντως, ἡ ἐν λόγῳ διάρκεια δὲν δύναται νὰ εἶναι κατωτέρα μιᾶς εἰκοσιπενταετίας ἀπὸ τῆς πραγματοποιήσεως τοιούτου ἔργου.

5. Ἡ προθεσμία προστασίας μετὰ τὸν θάνατον τοῦ δημιουργοῦ καὶ αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὰς ὡς ἄνω παραγράφους 2), 3) καὶ 4) προθεσμίαι ἀρχίζουν ἀπὸ τοῦ θανάτου ἢ τοῦ προβλεπομένου ἀπὸ τὰ ἐδάφια ταῦτα γεγονότος, ἀλλ' ἡ διάρκεια τῶν προθεσμιῶν τούτων ὑπολογίζεται μόνον ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου τοῦ ἑπομένου τοῦ θανάτου ἢ τοῦ ἐν λόγῳ γεγονότος ἔτους.

6. Αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως δύνανται νὰ παράσχουν διάρκειαν προστασίας ἀνωτέραν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ προηγούμενα ἐδάφια.

7. Αἱ δεσμευόμεναι διὰ τῆς πράξεως τῆς Ρώμης τῆς παρούσης Συμβάσεως χῶραι τῆς Ἑνώσεως, αἵτινες παρέχουν, εἰς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν των, ἐν ἰσχύι κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης πράξεως, διαρκείας κατωτέρας τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ προηγούμενα ἐδάφια, ἔχουν τὴν εὐχέρειαν νὰ τὰς διατηρήσουν, προσχωροῦσαι εἰς τὴν παροῦσαν πρᾶξιν ἢ ἐπικυροῦσαι αὐτήν.

8. Εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις, ἡ διάρκεια θὰ διέπεται ἀπὸ τὸν νόμον τῆς χώρας, ἔνθα ζητεῖται ἡ προστασία. Πάντως, πλὴν διαφόρου ρυθμίσεως ἀπὸ τὴν νομοθεσίαν τῆς τελευταίας ταύτης χώρας, δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ αὕτη τὴν διάρκειαν, τὴν ὁριζομένην εἰς τὴν χώραν προελεύσεως τοῦ ἔργου.

Ἄρθρον 7 δίς.

Αἱ διατάξεις τοῦ προηγουμένου ἄρθρου ἐφαρμόζονται ἐπίσης ὅταν τὸ δικαίωμα πνευματικῆς ἰδιοκτησίας ἀνήκῃ ἀπὸ κοινοῦ εἰς τοὺς συνεργάτας ἑνὸς ἔργου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι αἱ ἑπόμεναι τοῦ θανάτου τοῦ δημιουργοῦ προθεσμίαι ὑπολογίζονται ἀπὸ τοῦ θανάτου τοῦ τελευταίου ἐπιζῶντος συνεργάτου.

Ἄρθρον 8.

Οἱ δημιουργοὶ λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων, προστατευομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἀπολαύουν, καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῶν δικαιωμάτων των ἐπὶ τοῦ πρωτοτύπου ἔργου των, τοῦ ἀποκλειστικοῦ δικαιώματος, μεταφράσεως τῶν ἔργων των ἢ παροχῆς, ἀδείας διὰ τοιαύτην μετάφρασιν.

Ἄρθρον 9.

1. Οἱ δημιουργοὶ λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων, προστατευομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἔχουν τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέψουν τὴν ἀναπαραγωγὴν τῶν ἔργων τούτων, καθ' οἱονδήποτε τρόπον καὶ ὑφ' οἱανδήποτε μορφήν.

2. Αἱ νομοθεσίαι τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως διατηροῦν τὴν εὐχέρειαν νὰ ἐπιτρέψουν τὴν ἀναπαραγωγὴν τῶν ἐν λόγῳ ἔργων εἰς ὡρισμένας εἰδικὰς περιπτώσεις, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ τοιαύτη ἀναπαραγωγὴ δὲν βλάπτει τὴν κανονικὴν ἐκμετάλλευσιν τοῦ ἔργου, οὔτε προκαλεῖ ἀδικαιολόγητον βλάβην εἰς τὰ νόμιμα συμφέροντα τοῦ δημιουργοῦ.

3. Πᾶσα ἠχητικὴ ἢ ὀπτικὴ ἐγγραφὴ θεωρεῖται ὡς ἀναπαραγωγὴ κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 10.

1. Εἶναι νόμιμος ἡ παράθεσις ἀποσπασμάτων ἐξ ἔργου, τὸ ὁποῖον κατέστη ἤδη νομίμως προσιτὸν εἰς τὸ κοινόν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰ χρηστὰ ἤθη καὶ καθ' ὃ μέτρον δικαιολογεῖται ἀπὸ τὸν ἐπιδιωκόμενον σκοπόν, συμπεριλαμβανομένων ἀποσπασμάτων ἐξ ἄρθρων ἐφημερίδων καὶ περιοδικῶν συλλογῶν ὑπὸ τὴν μορφὴν ἐπισκοπήσεων τοῦ τύπου.

2. Διατηρεῖται ἡ ἰσχὺς τῆς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν ὑφισταμένων ἢ συμφωνηθησομένων ἰδιαιτέρων μεταξύ των ρυθμίσεων, ὅσον ἀφορᾷ τὴν εὐχέρειαν νομίμου χρησιμοποιήσεως, ἐν ᾧ μέτρῳ τοῦτο δικαιολογεῖται ἀπὸ τὸν ἐπιδιωκόμενον σκοπόν, τῶν λογοτεχνικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων πρὸς διάνθισιν τῆς ἐκπαιδεύσεως μέσῳ ἐκδόσεων, ραδιοφωνικῶν ἐκπομπῶν ἢ ἠχητικῶν ἢ ὀπτικῶν ἐγγραφῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἡ τοιαύτη χρησιμοποίησις νὰ εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰ χρηστὰ ἤθη.

3. Αἱ παραθέσεις ἀποσπασμάτων καὶ χρησιμοποιήσεις, αἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὰ προηγούμενα ἐδάφια θὰ πρέπει νὰ μνημονεύουν τὴν πηγὴν καὶ τὸ ὄνομα τοῦ δημιουργοῦ, ἐὰν τὸ ὄνομα τοῦτο ἐμφαίνεται εἰς τὴν πηγήν.

Ἄρθρον 10 δίς.

1. Αἱ νομοθεσίαι τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως διατηροῦν τὴν εὐχέρειαν νὰ ἐπιτρέπουν τὴν ἀναδημοσίευσιν διὰ τοῦ τύπου ἢ τῆς ραδιοφωνίας ἢ τῆς ἐνσυρμάτου διαδιβάσεως εἰς τὸ κοινόν, τῶν ἄρθρων ἐπικαιρότητος οἰκονομικοῦ, πολιτικοῦ ἢ θρησκευτικοῦ περιεχομένου δημοσιευομένων εἰς ἐφημερίδας ἢ περιοδικὰς συλλογὰς ἢ τῶν διὰ τοῦ ραδιοφώνου μεταδιδομένων ἔργων τῆς αὐτῆς φύσεως, εἰς ἃς περιπτώσεις δὲν ἔχει ρητῶς ἐπιφυλαχθῇ ἡ ἀναδημοσίευσις, ἡ ραδιοφωνικὴ μετάδοσις ἢ ἡ ὡς ἄνω ἐνσύρματος διαβίβασις αὐτῶν. Πάντως ἡ πηγὴ πρέπει νὰ ἀναφέρεται σαφῶς· ἡ κύρωσις τῆς ὑποχρεώσεως ταύτης καθορίζεται ἀπὸ τὴν νομοθεσίαν τῆς χώρας, ἔνθα ζητεῖται ἡ προστασία.

2. Ἐπιφυλάσσεται ἐπίσης εἰς τὰς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως νὰ καθορίζουν τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους, ἐπ' εὐκαιρίᾳ ἀπεικονίσεως γεγονότων τῆς ἐπικαιρότητος διὰ τῆς φωτογραφίας ἢ τῆς κινηματογραφίας ἢ διὰ τῆς ραδιοφωνίας ἢ τῆς ἐνσυρμάτου διαβιβάσεως εἰς τὸ κοινόν, τὰ θεώμενα ἢ ἀκουόμενα κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ γεγονότος λογοτεχνικὰ ἢ καλλιτεχνικὰ ἔργα δύνανται, ἐν ᾧ μέτρῳ τοῦτο δικαιολογεῖται ἀπὸ τὸν ἐπιδιωκόμενον σκοπὸν ἐνημερώσεως, νὰ ἀναδημοσιεύωνται ἢ νὰ καθίστανται προσιτὰ εἰς τὸ κοινόν.

Ἄρθρον 11.

1. Οἱ δημιουργοὶ δραματικῶν, δραματικο-μουσικῶν ἢ μουσικῶν ἔργων ἔχουν τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέπουν: 1) Τὴν δημοσίαν παράστασιν καὶ ἐκτέλεσιν τῶν ἔργων των, περιλαμβανομένης τῆς δημοσίας παραστάσεως καὶ ἐκτελέσεως δι' ὅλων τῶν μέσων ἢ τρόπων, 2) τὴν δημοσίαν μετάδοσιν δι' ὅλων τῶν μέσων τῆς παραστάσεως ἢ τῆς ἐκτελέσεως τῶν ἔργων των.

2. Τὰ αὐτὰ δικαιώματα παρέχονται εἰς τοὺς δημιουργοὺς δραματικῶν ἢ δραματικομουσικῶν ἔργων καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῶν δικαιωμάτων των ἐπὶ τοῦ πρωτοτύπου ἔργου, ὅσον ἀφορᾷ τὴν μετάφρασιν τῶν ἔργων των.

Ἄρθρον 11 δίς.

1. Οἱ δημιουργοὶ λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων ἔχουν τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέπουν: 1) τὴν ραδιοφωνικὴν μετάδοσιν τῶν ἔργων των ἢ τὴν δημοσίαν ἀνακοίνωσιν τῶν ἔργων τούτων διὰ παντὸς ἄλλου μέσου, χρησιμεύοντος εἰς τὴν ἀσύρματον μετάδοσιν τῶν σχημάτων, τῶν ἤχων ἢ τῶν οἰκόνων, 2) πᾶσαν δημοσίαν ἀνακοίνωσιν εἴτε ἐνσύρματον εἴτε ἀσύρματον, τοῦ μεταδιδομένου διὰ τοῦ ραδιοφώνου, ἔργου, ὁσάκις ἡ ἀνακοίνωσις αὕτη γίνεται ὑπὸ Ὀργανισμοῦ διαφόρου τοῦ ἀρχικοῦ, 3) τὴν δημοσίαν ἀνακοίνωσιν διὰ μεγαφώνου ἢ διὰ παντὸς ἄλλου ἀναλόγου ὀργάνου μεταδόσεως ἤχων ἢ εἰκόνων, τοῦ διὰ τοῦ ραδιοφώνου μεταδιδομένου ἔργου.

2. Ἀνήκει εἰς τὰς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως νὰ καθορίζουν τοὺς ὅρους ἀσκήσεως τῶν δικαιωμάτων περὶ ὧν ἡ ἀνωτέρω παράγραφος 1, ἀλλ' οἱ ὅροι οὗτοι θὰ ἰσχύουν ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον εἰς τὴν χώραν, ἡ ὁποία θὰ εἶχε θεσπίσει αὐτούς. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ δύνανται νὰ θίξουν τὸ ἠθικὸν δικαίωμα τοῦ δημιουργοῦ, οὔτε τὸ ἀνῆκον εἰς τὸν δημιουργὸν δικαίωμα νὰ λάβῃ εὔλογον ἀμοιβὴν καθοριζομένην, ἐλλείψει συμφωνίας, ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς.

3. Πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας, ἄδεια παρεχομένη συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν συνεπάγεται τὴν ἄδειαν ἐγγραφῆς τοῦ διὰ τοῦ ραδιοφώνου μεταδιδομένου ἔργου δι' ὀργάνων ἀποτυπώσεως τῶν ἤχων ἢ τῶν εἰκόνων. Ἐπιφυλάσσεται, πάντως, εἰς τὰς νομοθεσίας τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως νὰ προσδιορίσουν τὸ καθεστὼς τῶν ἐφημέρων ἐγγραφῶν, τὰς ὁποίας πραγματοποιεῖ ραδιοφωνικὸς Ὀργανισμὸς διὰ τῶν ἰδίων αὐτοῦ μέσων καὶ διὰ τὰς ἐκπομπάς του. Αἱ ἐν λόγῳ νομοθεσίαι θὰ δύνανται νὰ ἐπιτρέπουν τὴν διατήρησιν τῶν ἐγγραφῶν τούτων εἰς ἐπίσημα ἀρχεῖα, λόγῳ τοῦ ἐξαιρετικοῦ πληροφοριακοῦ χαρακτῆρος των.

Ἄρθρον 11 τρίς.

1. Οἱ δημιουργοὶ λογοτεχνικῶν ἔργων ἔχουν τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέπουν: 1) τὴν δημοσίαν ἀπαγγελίαν τῶν ἔργων των, συμπεριλαμβανομένης τῆς δημοσίας ἀπαγγελίας δι' ὅλων τῶν μέσων ἢ τρόπων, 2) τὴν δι' ὅλων τῶν μέσων δημοσίαν μετάδοσιν τῆς ἀπαγγελίας τῶν ἔργων των.

2. Τὰ αὐτὰ δικαιώματα παρέχονται εἰς τοὺς δημιουργοὺς λογοτεχνικῶν ἔργων καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῶν δικαιωμάτων των ἐπὶ τοῦ πρωτοτύπου ἔργου, ὅσον ἀφορᾷ τὴν μετάφρασιν τῶν ἔργων των.

Ἄρθρον 12.

Οἱ δημιουργοὶ λογοτεχνικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων ἔχουν τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέπουν τὰς προσαρμογάς, διαρρυθμίσεις καὶ ἄλλας μετατροπὰς τῶν ἔργων των.

Ἄρθρον 13.

1. Ἑκάστη χώρα τῆς Ἑνώσεως δύναται, εἰς ὅ,τι τὴν ἀφορᾷ, νὰ θεσπίσῃ ἐπιφυλάξεις καὶ ὅρους σχετικοὺς μὲ τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα τοῦ συνθέτου μουσικοῦ ἔργου καὶ τοῦ συγγραφέως τοῦ κειμένου, τοῦ ὁποίου ἡ ἐγγραφὴ μὲ τὸ μουσικὸν ἔργον ἐπετράπη ἤδη ὑπὸ τοῦ τελευταίου, ὅπως ἐπιτρέψῃ τὴν ἐγγραφὴν τοῦ ἐν λόγῳ μουσικοῦ ἔργου ὁμοῦ ἐνδεχομένως, μετὰ τοῦ κειμένου. Ἀλλ' αἱ τοιαύτης φύσεως ἐπιφυλάξεις καὶ οἱ ὅροι θὰ ἔχουν ἰσχὺν αὐστηρῶς περιωρισμένην εἰς τὴν χώραν, ἡ ὁποία θὰ ἔχῃ θεσπίσει αὐτοὺς καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ δύνανται νὰ θίξουν τὸ ἀνῆκον εἰς τὸν συγγραφέα δικαίωμα νὰ ἐπιτύχῃ δικαίαν ἀμοιβήν, καθοριζομένην, ἐλλείψει σχετικῆς συμφωνίας, ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς.

2. Αἱ ἐγγραφαὶ μουσικῶν ἔργων, αἱ ὁποῖαι θὰ ἔχουν πραγματοποιηθῇ ἐν χώρᾳ τῆς Ἑνώσεως συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 13.3) τῶν ὑπογραφεισῶν ἐν Ρώμῃ τὴν 2 Ἰουνίου 1928 καὶ ἐν Βρυξέλλαις τὴν 26 Ἰουνίου 1948 Συμβάσεων, θὰ δύνανται, ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ, ν' ἀναπαραχθοῦν ἄνευ τῆς συγκαταθέσεως τοῦ συνθέτου τοῦ μουσικοῦ ἔργου μέχρι τῆς λήξεως διετίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀπὸ τῆς ὁποίας ἡ ἐν λόγῳ χώρα θὰ δεσμεύεται ὑπὸ τῆς παρούσης πράξεως.

3. Αἱ πραγματοποιούμεναι, δυνάμει τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐγγραφαὶ θὰ δύνανται νὰ κατάσχωνται ἐὰν εἰσαχθοῦν, ἄνευ ἀδείας τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν, εἰς χώραν, ἔνθα δὲν θὰ ἦσαν νόμιμοι.

Ἄρθρον 14.

1. Οἱ δημιουργοὶ λογοτεχνικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων ἔχουν τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα νὰ ἐπιτρέπουν: 1) τὴν κινηματογραφικὴν προσαρμογὴν καὶ ἀναπαραγωγὴν τῶν ἔργων τούτων καὶ τὴν θέσιν, εἰς κυκλοφορίαν, τῶν οὕτω προσηρμοσμένων ἢ ἀναπαραγομένων ἔργων, 2) τὴν δημοσίαν παράστασιν καὶ ἐκτέλεσιν καὶ τὴν ἐνσύρματον μετάδοσιν εἰς τὸ κοινὸν τῶν οὕτω προσηρμοσμένων ἢ ἀναπαραγομένων ἔργων.

2. Ἡ προσαρμογὴ ὑφ' οἱανδήποτε ἄλλην καλλιτεχνικὴν μορφὴν κινηματογραφικῶν ἔργων, προερχομένων ἐκ λογοτεχνικῶν ἢ καλλιτεχνικῶν ἔργων ὑπόκειται, πέραν τῆς ἀδείας τῶν δημιουργῶν των, εἰς τὴν ἄδειαν τῶν δημιουργῶν τῶν πρωτοτύπων ἔργων.

3. Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 13.1) δὲν τυγχάνουν ἐφαρμογῆς.

Ἄρθρον 14 δίς.

1. Ἐπιφυλασσομένων τῶν συγγραφικῶν δικαιωμάτων διὰ πᾶν τυχὸν προσαρμοσθὲν ἢ ἀναπαραχθὲν ἔργον, τὸ κινηματογραφικὸν ἔργον προστατεύεται ὡς πρωτότυπον ἔργον. Ὁ δικαιοῦχος δικαιώματος πνευματικῆς ἰδιοκτησίας ἐπὶ τοῦ κινηματογραφικοῦ ἔργου ἔχει τὰ αὐτὰ δικαιώματα μὲ τὸν δημιουργὸν πρωτοτύπου ἔργου, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐν τῷ προηγουμένῳ ἄρθρῳ δικαιωμάτων.

2. α) Ὁ καθορισμὸς τῶν δικαιούχων δικαιώματος ἐπὶ κινηματογραφικοῦ ἔργου ἐπιφυλάσσεται εἰς τὴν νομοθεσίαν τῆς χώρας, ἔνθα ζητεῖται ἡ προστασία.

β) Πάντως, εἰς τὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως, εἰς τὰς ὁποίας, ἡ νομοθεσία ἀναγνωρίζει μεταξὺ τῶν δικαιούχων τούτων τοὺς δημιουργοὺς τῶν ἔργων τῶν συμβαλλόντων εἰς τὴν πραγματοποίησιν τοῦ κινηματογραφικοῦ ἔργου, οὗτοι, ἐὰν ἀνέλαβαν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ εἰσφέρουν τὰ τοιαῦτα ἔργα, δὲν θὰ δύνανται, πλὴν ἀντιθέτου ἢ εἰδικοῦ ὅρου, νὰ ἀντιταχθοῦν εἰς τὴν ἀναπαραγωγήν, τὴν θέσιν εἰς κυκλοφορίαν, τὴν δημοσίαν παράστασιν καὶ ἐκτέλεσιν, τὴν ἐνσύρματον μετάδοσιν εἰς τὸ κοινόν, τὴν παράθεσιν ὑποτίτλων καὶ τὴν μετάφρασιν τῶν κειμένων τοῦ κινηματογραφικοῦ ἔργου.

γ) Τὸ κατὰ πόσον ἐὰν ὁ τύπος τῆς ὡς ἄνω ὑποχρεώσεως δέον διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ προηγουμένου ἐδαφίου β', νὰ εἶναι ἢ οὔ ἔγγραφον συμβόλαιον ἢ ἰσοδύναμος ἔγγραφος πρᾶξις ρυθμίζεται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας τῆς Ἑνώσεως, ἔνθα ὁ παραγωγὸς τοῦ κινηματογραφικοῦ ἔργου ἔχει τὴν ἕδραν του ἢ τὴν συνήθη διαμονήν του. Ἡ νομοθεσία τῆς χώρας τῆς Ἑνώσεως, ἔνθα ζητεῖται ἡ προστασία, διατηρεῖ ἐν τούτοις τὴν εὐχέρειαν νὰ προβλέπῃ ὅτι ἡ ἐν λόγῳ ἀνάληψις ὑποχρεώσεως δέον νὰ εἶναι ἔγγραφον συμβόλαιον ἢ ἰσοδύναμος ἔγγραφος πρᾶξις. Αἱ χῶραι, αἱ ποιούμεναι χρῆσιν τῆς εὐχερείας ταύτης, ὀφείλουν νὰ γνωρίσουν τοῦτο εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν δι' ἐγγράφου δηλώσεως, ἡ ὁποία θὰ κοινοποιηθῇ πάραυτα ὑπ' αὐτοῦ εἰς ὅλας τὰς λοιπὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως.

δ) Διὰ τῆς φράσεως «ἀντίθετος ἢ εἰδικὸς ὅρος», νοεῖται πᾶς περιοριστικὸς ὅρος, ὅστις δυνατὸν νὰ συνοδεύῃ τὴν ἐν λόγῳ ὑποχρέωσιν.

3. Πλὴν ἀντιθέτου ρυθμίσεως ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας, αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἄνω παραγράφου 2)β) δὲν ἐφαρμόζονται οὔτε εἰς τοὺς συγγραφεῖς σεναρίων καὶ διαλόγων, οὔτε εἰς τοὺς συνθέτας μουσικῶν ἔργων, δημιουργηθέντων διὰ τὴν πραγματοποίησιν τοῦ κινηματογραφικοῦ ἔργου, οὔτε εἰς τὸν κύριον δημιουργὸν τούτου. Ἐν τούτοις, αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως, τῶν ὁποίων ἡ νομοθεσία δὲν περιέχει διατάξεις προβλεπούσας τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ὡς ἄνω παραγράφου 2)β) εἰς τὸν ἐν λόγῳ δημιουργόν, ὀφείλουν νὰ γνωρίσουν τοῦτο εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν δι' ἐγγράφου δηλώσεως, ἥτις θὰ κοινοποιηθῇ πάραυτα ὑπὸ τούτου εἰς ὅλας τὰς λοιπὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 14 τρίς.

1. Ὅσον ἀφορᾷ τὰ πρωτότυπα ἔργα τέχνης καὶ τὰ πρωτότυπα χειρόγραφα τῶν συγγραφέων καὶ συνθετῶν, ὁ δημιουργὸς —ἢ μετὰ τὸν θάνατόν του, τὰ πρόσωπα ἢ τὰ ἱδρύματα, εἰς τὰ ὁποῖα ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία παρέχει τὸ δικαίωμα τοῦτο— ἔχει τὸ ἀναπαλλοτρίωτον δικαίωμα νὰ συμμετέχῃ εἰς κέρδη ἐκ πωλήσεων τοῦ ἔργου μετὰ τὴν πρώτην ἐκχώρησιν ὑπὸ τοῦ δημιουργοῦ.

2. Ἡ προβλεπομένη εἰς τὸ ἀνωτέρω ἐδάφιον προστασία δύναται νὰ ἀξιωθῇ, εἰς ἑκάστην χώραν τῆς Ἑνώσεως, ἐφ' ὅσον μόνον ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία τοῦ δημιουργοῦ παραδέχεται τὴν προστασίαν ταύτην καὶ ἐν ᾧ μέτρῳ ἐπιτρέπει τοῦτο ἡ νομοθεσία τῆς χώρας, ἔνθα ζητεῖται ἡ ἐν λόγῳ προστασία.

3. Αἱ λεπτομέρειαι καὶ τὰ ποσοστὰ τῆς συμμετοχῆς καθορίζονται ὑφ' ἑκάστης ἐθνικῆς νομοθεσίας.

Ἄρθρον 15.

1. Ἵνα οἱ δημιουργοὶ τῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων θεωρῶνται, πλὴν ἀντιθέτου ἀποδείξεως, ὡς δημιουργοὶ καὶ ἔχουν, κατὰ συνέπειαν, τὸ δικαίωμα προσφυγῆς εἰς τὰ δικαστήρια τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως πρὸς ἄσκησιν διώξεων ἐναντίον τῶν παραχαρακτῶν, ἀρκεῖ ὅπως τὸ ὄνομα ἀναφέρεται ἐπὶ τοῦ ἔργου κατὰ τὸν συνήθη τρόπον. Τὸ παρὸν ἐδάφιον ἐφαρμόζεται ἔστω καὶ ἂν τὸ ὄνομα τοῦτο εἶναι ψευδώνυμον, ἐφ' ὅσον τὸ υἱοθετηθὲν ὑπὸ τοῦ δημιουργοῦ ψευδώνυμον οὐδεμίαν καταλείπει ἀμφιβολίαν περὶ τῆς ταυτότητός του.

2. Τεκμαίρεται ὡς παραγωγὸς τοῦ κινηματογραφικοῦ ἔργου, πλὴν ἀντιθέτου ἀποδείξεως, τὸ φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον τοῦ ὁποίου τὸ ὄνομα ἀναφέρεται ἐπὶ τοῦ ἐν λόγῳ ἔργου κατὰ τὸν συνήθη τρόπον.

3. Διὰ τὰ ἀνώνυμα καὶ διὰ τὸ ὑπὸ ψευδώνυμον ἔργα, πλὴν ἐκείνων τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον 1), ὁ ἐκδότης, τοῦ ὁποίου τὸ ὄνομα ἀναφέρεται ἐπὶ τοῦ ἔργου, τεκμαίρεται, ἄνευ ἄλλης τινὸς ἀποδείξεως, ὡς ἀντιπροσωπεύων τὸν συγγραφέα. Ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην, δικαιοῦται νὰ προασπίσῃ καὶ νὰ διεκδικῇ τὰ δικαιώματα τούτου. Ἡ διάταξις τοῦ παρόντος ἐδαφίου παύει ἐφαρμοζομένη, ὅταν

ὁ συγγραφεὺς ἀποκαλύψῃ τὴν ταυτότητά του καὶ ἀποδείξῃ τὴν ἰδιότητά του.

4. α) Διὰ τὰ μὴ δημοσιευθέντα ἔργα, ἡ ταυτότης τοῦ συγγραφέως τῶν ὁποίων εἶναι ἄγνωστος, διὰ τὰ ὁποῖα ὅμως εὐλόγως τεκμαίρεται ὅτι ὁ συγγραφεὺς οὗτος εἶναι ὑπήκοος μιᾶς τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, ἡ νομοθεσία τῆς χώρας ταύτης διατηρεῖ τὴν εὐχέρειαν νὰ καθορίσῃ τὴν ἀντιπροσωπεύουσαν τὸν συγγραφέα τοῦτον καὶ δικαιουμένην νὰ προασπίσῃ καὶ νὰ διεκδικήσῃ τὰ δικαιώματά του ἁρμοδίαν ἀρχὴν εἰς τὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως.

β) Αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως αἵτινες, δυνάμει τῆς διατάξεως ταύτης, θέλουν προβῆ εἰς τοιοῦτον καθορισμόν, θέλουν γνωστοποιήσει τοῦτο εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν δι' ἐγγράφου δηλώσεως, εἰς ἣν θὰ ἀναφέρωνται πᾶσαι αἱ λεπτομέρειαι, αἱ σχετικαὶ μὲ τὴν οὕτω καθορισθεῖσαν ἀρχήν. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς θὰ κοινοποιήσῃ πάραυτα τὴν δήλωσιν ταύτην εἰς ὅλας τὰς λοιπὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 16.

1. Πᾶν παραποιηθὲν ἔργον δύναται νὰ κατασχεθῇ εἰς τὰς χώρας τῆς Ἑνώσεως, ἔνθα τὸ πρωτότυπον ἔργον χαίρει τῆς νομίμου προστασίας.

2. Αἱ διατάξεις τοῦ προηγουμένου ἐδαφίου τυγχάνουν ἐπίσης ἐφαρμογῆς προκειμένων ἀναδημοσιεύσεων, προερχομένων ἐκ χώρας, ἔνθα τὸ ἔργον δὲν προστατεύεται ἢ ἔπαυσε νὰ προστατεύεται.

3. Ἡ κατάσχεσις συντελεῖται συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἑκάστης χώρας.

Ἄρθρον 17.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν δύνανται νὰ προσβάλλουν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὸ ἀνῆκον εἰς τὴν Κυβέρνησιν ἑκάστης ἐκ τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως δικαίωμα, ὅπως ἐπιτρέπῃ, ἐποπτεύῃ ἢ ἀπαγορεύῃ διὰ νομοθετικῶν ἢ ἀστυνομικῶν μέτρων τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας της, τὴν κυκλοφορίαν, τὴν παράστασιν, τὴν ἔκθεσιν παντὸς ἔργου ἢ παραγωγῆς, ἔναντι τῶν ὁποίων ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ θὰ ἠδύνατο νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα τοῦτο.

Ἄρθρον 18.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐφ' ἁπάντων τῶν ἔργων, τὰ ὁποῖα, κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος της, δὲν κατέστησαν εἰσέτι κοινὸν κτῆμα ἐν τῇ χώρᾳ προελεύσεώς των διὰ τῆς λήξεως τῆς διαρκείας τῆς προστασίας.

2. Ἐὰν ὅμως ἔργον τι, διὰ τῆς λήξεως τῆς διαρκείας τῆς προστασίας, ἡ ὁποία προγενεστέρως ἀνεγνωρίζετο εἰς αὐτὸ κατέστη κοινὸν κτῆμα ἐν τῇ χώρᾳ, ἔνθα ζητεῖται ἡ προστασία, τὸ ἔργον τοῦτο δὲν θὰ τύχῃ ἐκ νέου προστασίας.

3. Ἡ ἐφαρμογὴ τῆς ἀρχῆς ταύτης θὰ πραγματοποιῆται, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς περιεχομένους εἰς τὰς ὑφισταμένας ἢ τὰς πρὸς τοῦτο συναφθησομένας εἰδικὰς συμβάσεις μεταξὺ χωρῶν τῆς Ἑνώσεως. Ἐλλείψει τοιούτων ὅρων, αἱ ἀντίστοιχοι χῶραι θὰ ρυθμίσουν, ἑκάστη εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ αὐτήν τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν ταύτην λεπτομερείας.

4. Αἱ προηγούμεναι διατάξεις ἐφαρμόζονται ἐπίσης ἐν περιπτώσει νέων προσχωρήσεων εἰς τὴν Ἕνωσιν καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν, καθ' ἣν ἡ προστασία θὰ ἐπεξετείνετο δι' ἐφαρμογῆς τοῦ ἄρθρου 7 ἢ δι' ἐγκαταλείψεως ἐπιφυλάξεων.

Ἄρθρον 19.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἐμποδίζουν τὴν διεκδίκησιν ἐφαρμογῆς εὐρυτέρων διατάξεων, αἵτινες θὰ ἐθεσπίζοντο ὑπὸ τῆς νομοθεσίας μιᾶς τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 20.

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰς τὸ δικαίωμα νὰ προβοῦν, μεταξὺ αὐτῶν, εἰς εἰδικὰς ρυθμίσεις, ἐφ' ὅσον αἱ ρυθμίσεις αὗται θὰ παρεῖχον εἰς τοὺς δημιουργοὺς δικαιώματα εὐρύτατα ἐκείνων, τὰ ὁποῖα παρέχονται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ἢ θὰ περιεῖχον ἄλλας διατάξεις μὴ ἀντιτιθεμένας εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν. Αἱ διατάξεις τῶν ὑφισταμένων ρυθμίσεων, αἵτινες ἀνταποκρίνονται εἰς τοὺς προαναφερθέντας ὅρους ἐξακολουθοῦν νὰ ἐφαρμόζωνται.

Ἄρθρον 21.

1. Αἱ εἰδικαὶ διατάξεις ἀφορῶσαι τὰς ἀναπτυσσομένας χώρας δημοσιεύονται ἐν τῷ Παραρτήματι.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 28. 1)β), τὸ Παράρτημα ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον τμῆμα τῆς παρούσης Πράξεως.

Ἄρθρον 22.

1. α) Ἡ Ἕνωσις ἔχει Συνέλευσιν ἀποτελουμένην ἐκ τῶν δεσμευομένων ὑπὸ τῶν ἄρθρων 22 ἕως 26 χωρῶν τῆς Ἑνώσεως.

β) Ἡ Κυβέρνησις ἑκάστης χώρας ἀντιπροσωπεύεται ὑφ' ἑνὸς ἐκπροσώπου, ὅστις δύναται νὰ ἐπικουρῆται ὑπὸ ἀναπληρωτῶν, συμβούλων καὶ ἐμπειρογνωμόνων.

γ) Αἱ δαπάναι ἑκάστης ἀντιπροσωπείας βαρύνουν τὴν Κυβέρνησιν, ἡ ὁποία ὥρισεν αὐτήν.

2. α) Ἡ Συνέλευσις:

ι) Ἐπιλαμβάνεται ὅλων τῶν θεμάτων τῶν ἀφορώντων τὴν διατήρησιν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς Ἑνώσεως καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

ιι) Δίδει εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον τῆς Ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας (ἀποκαλουμένου ἑφεξῆς «τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον») προβλεπόμενον εἰς τὴν Σύμβασιν περὶ ἱδρύσεως τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως τῆς Ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῶν ἔργων τῆς διανοίας (ἀποκαλουμένης ἑφεξῆς «ἡ Ὀργάνωσις») ὁδηγίας ἀφορώσας τὴν προετοιμασίαν τῶν ἀναθεωρητικῶν διασκέψεων, λαμβανομένων δεόντως ὑπ' ὄψιν τῶν παρατηρήσεων τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, αἵτινες δὲν δεσμεύονται ὑπὸ τῶν ἄρθρων 22 ἕως 26.

ιιι) Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὰς ἐκθέσεις καὶ τὰς δραστηριότητας τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὀργανώσεως ἀναφορικῶς πρὸς τὴν Ἕνωσιν καὶ δίδει εἰς αὐτὸν ἁπάσας τὰς ἀπαιτουμένας ὁδηγίας ὡς πρὸς τὰ θέματα τῆς ἁρμοδιότητος τῆς Ἑνώσεως.

ιν) Ἐκλέγει τὰ μέλη τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς Συνελεύσεως.

ν) Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὰς ἐκθέσεις καὶ τὰς δραστηριότητας τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς της καὶ παρέχει εἰς αὐτὴν ὁδηγίας.

νι) Καθορίζει τὸ πρόγραμμα, υἱοθετεῖ τὸν τριετῆ προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως καὶ ἐγκρίνει τοὺς λογαριασμούς της κατὰ τὴν λῆξιν τῆς χρήσεως.

νιι) Υἱοθετεῖ τὸν οἰκονομικὸν κανονισμὸν τῆς Ἑνώσεως.

νιιι) Συνιστᾷ τὰς ἐπιτροπὰς ἐμπειρογνωμόνων καὶ τὰς ὁμάδας ἐργασίας, τὰς ὁποίας κρίνει ἀναγκαίας διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν σκοπῶν τῆς Ἑνώσεως.

ιχ) Ἀποφασίζει ποῖαι εἶναι αἱ χῶραι μὴ μέλη τῆς Ἑνώσεως καὶ ποῖαι εἶναι αἱ κυβερνητικαὶ καὶ διεθνεῖς μὴ κυβερνητικαὶ ὀργανώσεις, αἵτινες δύνανται νὰ γίνουν δεκταὶ εἰς τὰς συνεδριάσεις αὐτῆς ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

χ) Υἱοθετεῖ τὰς τροποποιήσεις τῶν ἄρθρων 22 ἕως 26.

χι) Προβαίνει εἰς πᾶσαν ἑτέραν κατάλληλον ἐνέργειαν πρὸς ἐπίτευξιν τῶν σκοπῶν τῆς Ἑνώσεως.

χιι) Ἐκπληροῖ ἅπαντα τὰ λοιπὰ καθήκοντα, τὰ ὁποῖα συνεπάγεται ἡ παροῦσα Σύμβασις.

χιιι) Ἀσκεῖ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἀποδέχεται αὐτά, τὰ δικαιώματα, τὰ ὁποῖα παρέχονται εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς Συμβάσεως περὶ ἱδρύσεως τῆς Ὀργανώσεως.

β) Ἐπὶ τῶν θεμάτων, τὰ ὁποῖα ἐνδιαφέρουν ἐπίσης ἑτέρας Ἑνώσεις, διοικουμένας ὑπὸ τῆς Ὀργανώσεως, ἡ Συνέλευσις ἀποφαίνεται, κατόπιν γνωματεύσεως τῆς Ἐπιτροπῆς Συντονισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως.

3. α) Ἑκάστη χώρα μέλος τῆς Συνελεύσεως διαθέτει μίαν ψῆφον.

β) Τὸ ἥμισυ τῶν χωρῶν μελῶν τῆς Συνελεύσεως ἀποτελεῖ τὴν ἀπαρτίαν.

γ) Παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἐδαφίου β', ἐάν, εἴς τινα σύνοδον, ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀντιπροσωπευομένων χωρῶν εἶναι κατώ-

τερος τοῦ ἡμίσεος, ἀλλ' ἴσος ἢ ἀνώτερος τοῦ ἑνὸς τρίτου τῶν χωρῶν μελῶν τῆς Συνελεύσεως, δύναται αὕτη νὰ λάβῃ ἀποφάσεις· ἐν τούτοις, αἱ ἀποφάσεις τῆς Συνελεύσεως, ἐξαιρέσει ἐκείνων αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν διαδικαστικὰ θέματα αὐτῆς, καθίστανται ἐκτελεσταὶ μόνον ἐφ' ὅσον πληροῦνται αἱ κάτωθι προϋποθέσεις. Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον κοινοποιεῖ τὰς ἐν λόγῳ ἀποφάσεις εἰς τὰς χώρας μέλη τῆς Συνελεύσεως, αἵτινες δὲν ἀντιπροσωπεύοντο καλοῦν αὐτὰς ὅπως ἐκφράσουν ἐγγράφως, ἐντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἐν λόγῳ κοινοποιήσεως, τὴν ψῆφον των ἢ τὴν ἀποχήν των. Ἐὰν κατὰ τὴν λῆξιν τῆς προθεσμίας ταύτης, ὁ ἀριθμὸς τῶν χωρῶν, αἱ ὁποῖαι ἐξέφρασαν οὕτω τὴν ψῆφον των ἢ τὴν ἀποχήν των εἶναι τοὐλάχιστον ἴσος πρὸς τὸν ἀριθμὸν τῶν χωρῶν, αἱ ὁποῖαι ἀπουσίαζον, διὰ τὴν ἐπίτευξιν τῆς ἀπαρτίας κατὰ τὴν σύνοδον αἱ ἐν λόγῳ ἀποφάσεις καθίστανται ἐκτελεσταί, ἐφ' ὅσον ὑφίσταται συγχρόνως ἡ ἀπαιτουμένη πλειοψηφία.

β) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 26. 2), αἱ ἀποφάσεις τῆς Συνελεύσεως λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν ψήφων.

ε) Ἡ ἀποχὴ δὲν θεωρεῖται ὡς ψῆφος.

στ) Ἕκαστος ἐκπρόσωπος δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύῃ μίαν μόνον χώραν καὶ δύναται νὰ ψηφίσῃ μόνον ἐπ' ὀνόματι αὐτῆς.

ζ) Αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως, αἱ ὁποῖαι δὲν εἶναι μέλη τῆς Συνελεύσεως εἶναι δεκταὶ εἰς τὰς συνεδριάσεις αὐτῆς ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

4. α) Ἡ Συνέλευσις συνέρχεται ἅπαξ ἀνὰ τρία ἔτη εἰς τακτικὴν σύνοδον, κατόπιν προσκλήσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καί, πλὴν ἐξαιρετικῶν περιπτώσεων, κατὰ τὴν αὐτὴν χρονικὴν περίοδον καὶ εἰς τὸν αὐτὸν τόπον, ὡς καὶ ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῆς Ὀργανώσεως.

β) Ἡ Συνέλευσις συνέρχεται εἰς ἔκτακτον σύνοδον, κατόπιν προσκλήσεως ἀπευθυνομένης ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, τῇ αἰτήσει τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς τετάρτου τῶν χωρῶν-μελῶν τῆς Συνελεύσεως.

5. Ἡ Συνέλευσις υἱοθετεῖ τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμόν της.

Ἄρθρον 23.

1. Ἡ Συνέλευσις ἔχει ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπήν.

2. α) Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ ἀποτελεῖται ἐκ τῶν ἐκλεγεισῶν ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως χωρῶν μεταξὺ τῶν χωρῶν μελῶν αὐτῆς. Ἐπὶ πλέον, ἡ χώρα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὁποίας ἡ Ὀργάνωσις ἔχει τὴν ἕδραν της διαθέτει, αὐτοδικαίως, μίαν ἕδραν εἰς τὴν Ἐπιτροπήν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 25. 7) β).

β) Ἡ Κυβέρνησις ἑκάστης χώρας μέλους τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς ἀντιπροσωπεύεται δι' ἑνὸς ἐκπροσώπου, ὅστις δύναται νὰ ἐπικουρῆται ὑπὸ ἀναπληρωτῶν, συμβούλων καὶ ἐμπειρογνωμόνων.

γ) Αἱ δαπάναι ἑκάστης ἀντιπροσωπείας βαρύνουν τὴν Κυβέρνησιν, ἡ ὁποία ὥρισεν αὐτήν.

3. Ὁ ἀριθμὸς τῶν χωρῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς ἀντιστοιχεῖ εἰς τὸ ἓν τέταρτον τοῦ ἀριθμοῦ τῶν χωρῶν μελῶν τῆς Συνελεύσεως. Κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῶν πρὸς πλήρωσιν ἑδρῶν, τὸ ἀπομένον ὑπόλοιπον, μετὰ τὴν διαίρεσιν διὰ τέσσαρα, δὲν λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν.

4. Κατὰ τὴν ἐκλογὴν τῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ Συνέλευσις ἀποβλέπει εἰς δικαίαν γεωγραφικὴν κατανομήν, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν καὶ τὴν ἀνάγκην διὰ τὰς χώρας τὰς συμμετεχούσας εἰς τὰς εἰδικὰς ρυθμίσεις αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύναντο νὰ θεσπισθοῦν ἐν σχέσει πρὸς τὴν Ἕνωσιν, ὅπως εἶναι μεταξὺ τῶν χωρῶν, τῶν ἀποτελουσῶν τὴν Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπήν.

5. α) Ἡ θητεία τῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς διαρκεῖ ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς συνόδου τῆς Συνελεύσεως, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας ἐξελέγησαν, μέχρι τῆς λήξεως τῆς ἑπομένης τακτικῆς συνόδου τῆς Συνελεύσεως.

β) Τὰ μέλη τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς δύνανται νὰ ἐπανεκλεγοῦν μέχρι τῶν δύο τρίτων αὐτῶν κατ' ἀνώτατον ὅριον.

γ) Ἡ Συνέλευσις ρυθμίζει τὰς λεπτομερείας τῆς ἐκλογῆς καὶ τῆς ἐνδεχομένης ἐπανεκλογῆς τῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς.

6. α) Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπή:

ι) Ἑτοιμάζει τὸ σχέδιον Ἡμερησίας Διατάξεως τῆς Συνελεύσεως.

ιι) Ὑποβάλλει εἰς τὴν Συνέλευσιν προτάσεις σχετικὰς πρὸς τὰ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καταρτιζόμενα σχέδια προγράμματος καὶ τριετοῦς προϋπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως.

ιιι) Ἀποφαίνεται, ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ προγράμματος καὶ τοῦ τριετοῦς προϋπολογισμοῦ, ἐπὶ τῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καταρτιζομένων ἐτησίων προγραμμάτων καὶ προϋπολογισμῶν.

ιν) Ὑποβάλλει εἰς τὴν Συνέλευσιν μετὰ τῶν καταλλήλων σχολίων, τὰς περιοδικὰς ἐκθέσεις τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ τὰς ἐτησίας ἐκθέσεις ἐλέγχου τῶν λογαριασμῶν.

ν) Λαμβάνει ἅπαντα τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ ἐκτέλεσιν τοῦ προγράμματος τῆς Ἑνώσεως, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῆς Συνελεύσεως καὶ λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν μεταξὺ δύο τακτικῶν συνόδων τῆς ἐν λόγῳ Συνελεύσεως προκυπτουσῶν συνθηκῶν.

νι) Ἐκπληροῖ ἅπαντα τὰ λοιπὰ καθήκοντα, τὰ ὁποῖα ἀνατίθενται εἰς αὐτὴν ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

β) Ἐπὶ τῶν θεμάτων, τὰ ὁποῖα ἐνδιαφέρουν ἐπίσης ἑτέρας Ἑνώσεις, διοικουμένας ὑπὸ τῆς Ὀργανώσεως, ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ ἀποφαίνεται, κατόπιν γνωματεύσεως τῆς Ἐπιτροπῆς Συντονισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως.

7. α) Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται ἅπαξ τοῦ ἔτους εἰς τακτικὴν σύνοδον, κατόπιν προσκλήσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, εἰ δυνατὸν κατὰ τὴν αὐτὴν χρονικὴν περίοδον καὶ εἰς τὸν αὐτὸν τόπον, ὡς καὶ ἡ Ἐπιτροπὴ Συντονισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως.

β) Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται εἰς ἔκτακτον σύνοδον, κατόπιν προσκλήσεως ἀπευθυνομένης ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, τῇ αἰτήσει τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ ἑνὸς τετάρτου τῶν μελῶν αὐτῆς.

8. α) Ἑκάστη χώρα μέλος τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς διαθέτει μίαν ψῆφον.

β) Τὸ ἥμισυ τῶν χωρῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς ἀποτελεῖ τὴν ἀπαρτίαν.

γ) Αἱ ἀποφάσεις λαμβάνονται δι' ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν ἐκφρασθεισῶν ψήφων.

δ) Ἡ ἀποχὴ δὲν θεωρεῖται ὡς ψῆφος.

ε) Ἕκαστος ἐκπρόσωπος δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύῃ μίαν μόνον χώραν καὶ νὰ ψηφίζῃ μόνον ἐπ' ὀνόματι αὐτῆς.

9. Αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως, αἱ ὁποῖαι δὲν εἶναι μέλη τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, εἶναι δεκταὶ εἰς τὰς συνεδριάσεις αὐτῆς ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

10. Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ υἱοθετεῖ τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμόν της.

Ἄρθρον 24.

1. α) Τὰ ἀνήκοντα εἰς τὴν Ἕνωσιν διοικητικὰ καθήκοντα ἀσκοῦνται ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου, τὸ ὁποῖον διαδέχεται τὸ Γραφεῖον τῆς Ἑνώσεως ἡνωμένον μὲ τὸ Γραφεῖον τῆς Ἑνώσεως, τὸ συσταθὲν ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῆς βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας.

β) Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον ἐξασφαλίζει κυρίως τὴν γραμματείαν τῶν διαφόρων ὀργάνων τῆς Ἑνώσεως.

γ) Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὀργανώσεως εἶναι ὁ ἀνώτατος λειτουργὸς τῆς Ἑνώσεως καὶ ἐκπροσωπεῖ αὐτήν.

2. Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει τὰς ἀφορώσας τὴν προστασίαν τῆς πνευματικῆς ἰδιοκτησίας πληροφορίας. Ἑκάστη χώρα τῆς Ἑνώσεως γνωστοποιεῖ, εὐθὺς ὡς τοῦτο εἶναι δυνατόν, εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον, τὸ κείμενον παντὸς νέου νόμου, ὡς καὶ ἅπαντα τὰ ἐπίσημα κείμενα, τὰ ἀφορῶντα τὴν προστασίαν τῆς πνευματικῆς ἰδιοκτησίας.

3. Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον ἐκδίδει μηνιαῖον περιοδικόν.

4. Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον παρέχει, εἰς πᾶσαν χώραν τῆς Ἑνώσεως, τῇ αἰτήσει της πληροφορίας ἐπὶ τῶν σχετικῶν μὲ τὴν προστασίαν τῆς πνευματικῆς ἰδιοκτησίας θεμάτων.

5. Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον ἐκπονεῖ μελέτας καὶ παρέχει ὑπηρεσίας πρὸς διευκόλυνσιν τῆς προστασίας τῆς πνευματικῆς ἰδιοκτησίας.

6. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς καὶ πᾶν μέλος τοῦ προσωπικοῦ, ὁριζόμενον ὑπ' αὐτοῦ, λαμβάνουν μέρος, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς ἁπάσας τὰς συνεδριάσεις τῆς συνελεύσεως, τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ πάσης ἑτέρας ἐπιτροπῆς ἐμπειρογνωμόνων ἢ ὁμάδος ἐργασίας. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἢ μέλος τοῦ προσωπικοῦ, ὁριζόμενον ὑπ' αὐτοῦ, εἶναι αὐτεπαγγέλτως γραμματεὺς τῶν ὀργάνων τούτων.

7. α) Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον, συμφώνως πρὸς τὰς ὁδηγίας τῆς συνελεύσεως καὶ ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, προετοιμάζει τὰς διασκέψεις ἀναθεωρήσεως τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως, πλὴν ἐκείνων τῶν ἄρθρων 22 ἕως 26.

β) Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον δύναται νὰ συμβουλευθῇ διακυβερνητικὰς ἢ διεθνεῖς μὴ κυβερνητικὰς ὀργανώσεις ἐπὶ τῆς προετοιμασίας τῶν διασκέψεων ἀναθεωρήσεως.

γ) Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς καὶ τὰ ὑπ' αὐτοῦ ὁριζόμενα πρόσωπα λαμβάνουν μέρος, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς τὰς συζητήσεις τῶν διασκέψεων τούτων.

8. Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον ἐκπληροῖ ἅπαντα τὰ λοιπὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα ἀνατίθενται εἰς αὐτό.

Ἄρθρον 25.

1. α) Ἡ Ἕνωσις ἔχει προϋπολογισμόν.

β) Ὁ προϋπολογισμὸς τῆς Ἑνώσεως περιλαμβάνει τὰ ἔσοδα καὶ τὰ ἔξοδα τῆς Ἑνώσεως, τὴν εἰσφοράν της εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῶν κοινῶν δαπανῶν τῶν Ἑνώσεων ὡς καὶ ἐνδεχομένως, τὸ ποσὸν τὸ τιθέμενον εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Διασκέψεως τῆς Ὀργανώσεως.

γ) Θεωροῦνται ὡς κοιναὶ δαπάναι τῶν Ἑνώσεων αἱ δαπάναι αἱ ὁποῖαι δὲν ἀφοροῦν ἀποκλειστικῶς τὴν Ἕνωσιν ἀλλ' ἐπίσης μίαν ἢ περισσοτέρας ἄλλας Ἑνώσεις, διοικουμένας ὑπὸ τῆς Ὀργανώσεως.

3. Ὁ προϋπολογισμὸς τῆς Ἑνώσεως χρηματοδοτεῖται ἐκ τῶν ἀκολούθων πόρων:

ι) Τῶν εἰσφορῶν τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως,

ιι) τῶν ὀφειλομένων τελῶν καὶ ποσῶν διὰ τὰς ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου παρασχεθείσας ὑπηρεσίας πρὸς τὴν Ἕνωσιν.

ιιι) Τοῦ προϊόντος τῆς πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου περὶ τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν σχετικῶν πρὸς τὰς ἐκδόσεις ταύτας δικαιωμάτων.

ιν) Τῶν δωρεῶν, τῶν κληροδοτημάτων καὶ τῶν ἐπιχορηγήσεων.

ν) Τῶν μισθωμάτων, τῶν τόκων καὶ διαφόρων ἄλλων ἐσόδων.

4. α) Διὰ νὰ καθορίσῃ τὴν συνεισφοράν της εἰς τὸν προϋπολογισμὸν ἑκάστη χώρα τῆς Ἑνώσεως κατατάσσεται εἰς κατηγορίαν καὶ καταβάλλει τὰς ἐτησίας εἰσφοράς της ἐπὶ τῇ βάσει ἀριθμοῦ μονάδων, καθωρισμένου ὡς ἀκολούθως:

Κατηγορία	I	25
Κατηγορία	II	20
Κατηγορία	III	15
Κατηγορία	IV	10
Κατηγορία	V	5
Κατηγορία	VI	3
Κατηγορία	VII	1

β) Ἐκτὸς ἐὰν ἔπραξε τοῦτο προηγουμένως, ἑκάστη χώρα ὁρίζει, κατὰ τὸν χρόνον τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, τὴν κατηγορίαν εἰς τὴν ὁποίαν ἐπιθυμεῖ νὰ καταταγῇ. Δύναται νὰ ἀλλάξῃ κατηγορίαν. Ἐὰν διαλέξῃ κατωτέραν κατηγορίαν, ἡ χώρα δέον νὰ γνωστοποιήσῃ τοῦτο εἰς τὴν συνέλευσιν κατὰ μίαν ἐκ τῶν τακτικῶν συνόδων της. Μία τοιαύτη μεταβολὴ ἀρχίζει ἰσχύουσα εἰς τὴν ἀρχὴν τοῦ ἡμερολογιακοῦ ἔτους, τοῦ ἀκολουθοῦντος τὴν ἐν λόγῳ σύνοδον.

γ) Ἡ ἐτησία εἰσφορὰ ἑκάστης χώρας συνίσταται εἰς ποσόν, τοῦ ὁποίου ἡ σχέσις πρὸς τὸ συνολικὸν ποσὸν τῶν ἐτησίων εἰσφορῶν εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως ἁπασῶν τῶν χωρῶν εἶναι ἡ ἰδία μὲ τὴν σχέσιν τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων τῆς κατηγορίας, εἰς τὴν ὁποίαν ἀνήκει καὶ τοῦ ὁλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων τοῦ συνόλου τῶν χωρῶν.

δ) Αἱ εἰσφοραὶ εἶναι καταβλητέαι κατὰ τὴν πρώτην Ἰανουαρίου ἑκάστου ἔτους.

ε) Χώρα καθυστερουσα τὴν πληρωμὴν τῶν εἰσφορῶν της δὲν δύναται νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα τῆς ψήφου, εἰς οἱονδήποτε ἐκ τῶν ὀργάνων τῆς Ἑνώσεως, τοῦ ὁποίου εἶναι μέλος, ἐὰν τὸ καθυστερούμενον ποσὸν εἶναι ἴσον ἢ ἀνώτερον τοῦ ποσοῦ τῶν ὑπ' αὐτῆς ὀφειλομένων εἰσφορῶν διὰ τὰ διαρρεύσαντα δύο πλήρη ἔτη. Ἐν τούτοις, δύναται νὰ ἐπιτραπῇ εἰς τὴν χώραν ταύτην ὅπως διατηρήσῃ τὴν ἄσκησιν τοῦ δικαιώματος ψήφου ἐντὸς τοῦ ἐν λόγῳ ὀργάνου ἐφ' ὅσον χρόνον τὸ τελευταῖον τοῦτο θεωρεῖ ὅτι ἡ καθυστέρησις ὀφείλεται εἰς ἐξαιρετικὰς καὶ ἀναποφεύκτους συνθήκας.

στ) Εἰς ἣν περίπτωσιν ὁ προϋπολογισμὸς δὲν υἱοθετηθῇ πρὸ τῆς ἀρχῆς μιᾶς νέας χρήσεως, ὁ προϋπολογισμὸς τοῦ προηγουμένου ἔτους παρατείνεται, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ οἰκονομικοῦ κανονισμοῦ.

5. Τὸ ποσὸν τῶν ὀφειλομένων τελῶν καὶ ποσῶν διὰ τὰς ὑπὲρ τῆς Ἑνώσεως παρασχεθείσας ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου ὑπηρεσίας καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, ὅστις ἀναφέρει σχετικῶς εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν καὶ εἰς τὴν Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπήν.

6. α) Ἡ Ἕνωσις διαθέτει κεφάλαιον κινήσεως, ἀποτελούμενον ἐκ παγίας καταβολῆς ἑκάστης χώρας τῆς Ἑνώσεως. Ἐὰν τὸ κεφάλαιον τοῦτο καθίσταται ἀνεπαρκές, ἡ συνέλευσις ἀποφασίζει περὶ τῆς αὐξήσεώς του.

β) Τὸ ποσὸν τῆς ἀρχικῆς καταβολῆς ἑκάστης χώρας εἰς τὸ προαναφερθὲν κεφάλαιον εἶναι ἀνάλογον πρὸς τὴν εἰσφορὰν τῆς χώρας ταύτης διὰ τὸ ἔτος κατὰ τὸ ὁποῖον συνιστᾶται τὸ κεφάλαιον ἢ ἀποφασίζεται ἡ αὔξησις.

γ) Ἡ ἀναλογία καὶ οἱ ὅροι πληρωμῆς ἀποφασίζονται ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως, τῇ προτάσει τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ κατόπιν γνωματεύσεως τῆς Ἐπιτροπῆς Συντονισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως.

7. α) Ἡ Συμφωνία περὶ τῆς ἕδρας, ἡ συναφθεῖσα μετὰ τῆς χώρας, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὁποίας ἡ Ὀργάνωσις ἔχει τὴν ἕδραν της, προβλέπει ὅτι, ἐὰν τὸ κεφάλαιον κινήσεως εἶναι ἀνεπαρκές, ἡ χώρα αὕτη χορηγεῖ προκαταβολάς. Τὸ ὕψος τῶν προκαταβολῶν τούτων καὶ οἱ ὅροι, ὑπὸ τοὺς ὁποίους αὗται χορηγοῦνται, καθορίζονται ἑκάστοτε διὰ κεχωρισμένων συμφωνιῶν μεταξὺ τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας καὶ τῆς Ὀργανώσεως. Ἐφ' ὅσον χρόνον ὑποχρεοῦται νὰ χορηγῇ προκαταβολάς, ἡ χώρα αὕτη διαθέτει αὐτοδικαίως μίαν ἕδραν εἰς τὴν Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπήν.

β) Ἡ ἐν τῷ ἐδαφίῳ α) ἀναφερομένη χώρα καὶ ἡ Ὀργάνωσις ἔχουν ἀμφότεραι τὸ δικαίωμα νὰ καταγγείλουν τὴν συμφωνίαν περὶ χορηγήσεως προκαταβολῶν δι' ἐγγράφου γνωστοποιήσεως. Ἡ ἰσχὺς τῆς καταγγελίας ἄρχεται τρία ἔτη μετὰ τὸ τέλος τοῦ ἔτους κατὰ τὸ ὁποῖον ἐγνωστοποιήθη.

8. Ὁ ἔλεγχος τῶν λογαριασμῶν ἐξασφαλίζεται, κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ οἰκονομικοῦ κανονισμοῦ, ὑφ' ἑνὸς ἢ περισσοτέρων χωρῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ ὑπὸ ἐξωτερικῶν ἐλεγκτῶν, οἱ ὁποῖοι ὁρίζονται τῇ συγκαταθέσει των, ἀπὸ τὴν Συνέλευσιν.

Ἄρθρον 26.

1. Προτάσεις περὶ τροποποιήσεως τῶν ἄρθρων 22, 23, 24, 25 καὶ τοῦ παρόντος ἄρθρου δύνανται νὰ ὑποβληθοῦν ὑφ' οἱασδήποτε χώρας μέλους τῆς Συνελεύσεως, ὑπὸ τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ. Αἱ προτάσεις αὗται γνωστοποιοῦνται ὑπὸ τοῦ τελευταίου τούτου εἰς τὰς χώρας μέλη τῆς Συνελεύσεως ἓξ μῆνας τοὐλάχιστον προτοῦ ὑποβληθοῦν πρὸς ἐξέτασιν εἰς τὴν Συνέλευσιν.

2. Πᾶσα τροποποίησις τῶν εἰς τὴν παράγραφον 1 ἀναφερομένων ἄρθρων ἀποφασίζεται ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως. Ἡ ἀπόφασις ἀπαιτεῖ πλειοψηφίαν τῶν τριῶν τετάρτων τῶν ἐκπεφρασμένων ψήφων. Ἐν τούτοις, πᾶσα τροποποίησις τοῦ ἄρ-

θρου 22 καὶ τοῦ παρόντος ἐδαφίου ἀπαιτεῖ πλειοψηφίαν τῶν τεσσάρων πέμπτων τῶν ἐκπεφρασμένων ψήφων.

3. Πᾶσα τροποποίησις τῶν εἰς τὸ ἐδάφιον 1 ἀναφερομένων ἄρθρων ἄρχεται ἰσχύουσα ἕνα μῆνα μετὰ τὴν λῆψιν, ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, τῶν ἐγγράφων γνωστοποιήσεων ἀποδοχῆς, γενομένης συμφώνως πρὸς τοὺς ἀντιστοίχους συστατικοὺς κανόνας, ἐκ μέρους τῶν τριῶν τετάρτων τῶν χωρῶν, αἱ ὁποῖαι ἦσαν μέλη τῆς Συνελεύσεως καθ' ὃν χρόνον ἀπεφασίσθη ἡ τροποποίησις. Πᾶσα τροποποίησις τῶν ἐν λόγῳ ἄρθρων, γενομένη οὕτως ἀπιδεκτή, δεσμεύει ἁπάσας τὰς χώρας, αἱ ὁποῖαι εἶναι μέλη τῆς Συνελεύσεως κατὰ τὸν χρόνον ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συνελεύσεως ἢ καθίσταντο μέλη αὐτῆς εἰς μεταγενέστερον χρόνον. Ἐν τούτοις, πᾶσα τροποποίησις, ἐπαυξάνουσα τὰς οἰκονομικὰς ὑποχρεώσεις τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως δεσμεύει μόνον τὰς χώρας ἐκείνας, αἱ ὁποῖαι ἐγνωστοποίησαν τὴν ὑπ' αὐτῶν ἀποδοχὴν τῆς τοιαύτης τροποποιήσεως.

Ἄρθρον 27.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ὑποβληθῇ εἰς ἀναθεωρήσεις, ὥστε νὰ ἐπενεχθοῦν βελτιώσεις δυνάμεναι νὰ τελειοποιήσουν τὸ σύστημα τῆς Ἑνώσεως.

2. Πρὸς τοῦτο, θὰ λάβουν χώραν διασκέψεις διαδοχικῶς ἐν μιᾷ τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως μεταξὺ τῶν ἐκπροσώπων τῶν ἐν λόγῳ χωρῶν.

3. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 26, σχετικῶν πρὸς τὴν τροποποίησιν τῶν ἄρθρων 22 ἕως 26, πᾶσα ἀναθεώρησις τῆς παρούσης Πράξεως, περιλαμβανομένου καὶ τοῦ Παραρτήματος, ἀπαιτεῖ τὴν παμψηφίαν τῶν ἐκπεφρασμένων ψήφων.

Ἄρθρον 28.

1. α) Ἑκάστη τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, ἐφ' ὅσον ὑπέγραψε τὴν παροῦσαν Πρᾶξιν, δύναται νὰ ἐπικυρώσῃ αὐτὴν καὶ ἐὰν δὲν τὴν ὑπέγραψε, δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτήν. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ.

β) Ἑκάστη τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως δύναται νὰ δηλώσῃ, εἰς τὸ ὄργανον ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ὅτι ἡ ἐπικύρωσις ἢ ἡ προσχώρησίς της δὲν ἐφαρμόζεται διὰ τὰ ἄρθρα 1 ἕως 21 καὶ εἰς τὸ Παράρτημα. Ἐν τούτοις, ἐὰν ἡ ἐν λόγῳ χώρα προέβη ἤδη εἰς δήλωσιν κατὰ τὸ ἄρθρον VI, 1 τοῦ Παραρτήματος, δύναται μόνον νὰ δηλώσῃ, ἐν τῷ ὡς ἄνω ὀργάνῳ, ὅτι ἡ ἐπικύρωσις ἢ ἡ προσχώρησίς της δὲν ἐφαρμόζεται διὰ τὰ ἄρθρα 1 ἕως 20.

γ) Ἑκάστη τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως ἡ ὁποία, συμφώνως πρὸς τὸ ὑπεδάφιον β', ἐξήρεσε ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεώς της τὰς ἀναφερομένας ἐν τῷ ἐν λόγῳ ὑπεδαφίῳ διατάξεις δύναται, εἰς οἱονδήποτε μεταγενέστερον χρόνον, νὰ δηλώσῃ ὅτι ἐπεκτείνει τὴν ἰσχὺν τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεώς του εἰς τὰς διατάξεις ταύτας. Ἡ τοιαύτη δήλωσις κατατίθεται παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ.

2. α) Ἡ ἰσχὺς τῶν ἄρθρων 1 ἕως 21 καὶ τοῦ Παραρτήματος ἄρχεται τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν δύο ἀκολούθων ὅρων:

ι) Πέντε χῶραι τῆς Ἑνώσεως τοὐλάχιστον νὰ ἐπεκύρωσαν τὴν παροῦσαν Πρᾶξιν ἢ νὰ προσεχώρησαν εἰς αὐτήν, χωρὶς νὰ προβοῦν εἰς δήλωσιν κατὰ τὸ ἐδάφιον 1 β.

ιι) Ἡ Ἱσπανία, αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς, ἡ Γαλλία καὶ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας νὰ ἐδεσμεύθησαν ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συμβάσεως περὶ πνευματικῆς ἰδιοκτησίας, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη ἐν Παρισίοις τὴν 24 Ἰουλίου 1971.

β) Ἡ ἔναρξις ἰσχύος, περὶ ἧς τὸ ὑπεδάφιον α' καθίσταται ἐνεργὸς ἔναντι τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως αἵτινες, τρεῖς μῆνας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ἐν λόγῳ ἐνάρξεως ἰσχύος, κατέθεσαν τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεώς των ἄνευ τῆς κατὰ τὸ ἐδάφιον 1 β' δηλώσεως.

γ) Ἔναντι πάσης χώρας τῆς Ἑνώσεως, εἰς τὴν ὁποίαν δὲν ἐφαρμόζεται τὸ ἐδάφιον β' καὶ ἥτις ἐπικυρώνει τὴν παροῦσαν Πρᾶξιν ἢ προσχωρεῖ εἰς αὐτὴν χωρὶς νὰ προβῇ εἰς τὴν κατὰ τὴν παράγραφον 1 β' δήλωσιν τὰ ἄρθρα 1 ἕως 21 καὶ τὸ Παράρτημα ἄρχονται ἰσχύοντα τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμέραν, καθ' ἣν ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐγνωστοποίησε τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἐκτὸς ἐὰν καθορίζεται μεταγενεστέρα ἡμερομηνία ἐν τῷ κατατεθέντι ὀργάνῳ. Εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν τὰ ἄρθρα 1 ἕως 21 καὶ τὸ Παράρτημα ἄρχονται ἰσχύοντα ἔναντι τῆς χώρας ταύτης εἰς τὴν οὕτω καθοριζομένην ἡμερομηνίαν.

δ) Αἱ διατάξεις τῶν ἐδαφίων α' ἕως γ' δὲν ἐπηρεάζουν τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου VI τοῦ Παραρτήματος.

3. Ἔναντι πάσης χώρας τῆς Ἑνώσεως, ἥτις ἐπικυρώνει τὴν παροῦσαν Πρᾶξιν ἢ προσχωρεῖ εἰς αὐτὴν μετὰ ἢ ἄνευ τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 1 β' δηλώσεως, τὰ ἄρθρα 22 ἕως 38 ἄρχονται ἰσχύοντα τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμέραν, καθ' ἣν ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐγνωστοποίησε τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἐκτὸς ἐὰν καθορίζεται μεταγενεστέρα ἡμερομηνία ἐν τῷ κατατεθέντι ὀργάνῳ. Εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν, τὰ ἄρθρα 22 ἕως 38 ἄρχονται ἰσχύοντα ἔναντι τῆς χώρας ταύτης εἰς τὴν οὕτω καθοριζομένην ἡμερομηνίαν.

Ἄρθρον 29.

1. Πᾶσα χώρα ξένη πρὸς τὴν Ἕνωσιν δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Πρᾶξιν καὶ νὰ καταστῇ, ὡς ἐκ τούτου, συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ μέλος τῆς Ἑνώσεως. Τὰ ὄργανα προσχωρήσεως κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ.

2. α) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ἐδαφίου β', ἡ παροῦσα Σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα ἔναντι πάσης χώρας ξένης πρὸς τὴν Ἕνωσιν τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμέραν, καθ' ἣν ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐγνωστοποίησε τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου προσχωρήσεώς της, ἐκτὸς ἐὰν καθορίζεται μεταγενεστέρα ἡμερομηνία ἐν τῷ κατατεθέντι ὀργάνῳ. Εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν, ἡ παροῦσα Σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα ἔναντι τῆς χώρας ταύτης εἰς τὴν οὕτω καθοριζομένην ἡμερομηνίαν.

β) Ἐὰν ἡ ἔναρξις ἰσχύος κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ὑπεδαφίου α' προηγῆται τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῶν ἄρθρων 1 ἕως 21 καὶ τοῦ Παραρτήματος κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 28,2) α) ἡ ἐν λόγῳ χώρα θὰ δεσμεύεται κατὰ τὸ μεσολαβοῦν διάστημα ὑπὸ τῶν ἄρθρων 1 ἕως 20 τῆς Πράξεως τῶν Βρυξελλῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ὁποῖα ὑποκαθιστοῦν τὰ ἄρθρα 1 ἕως 21 καὶ τὸ Παράρτημα.

Ἄρθρον 29 δίς.

Ἡ ἐπικύρωσις τῆς παρούσης Πράξεως ἢ ἡ προσχώρησις εἰς τὴν Πρᾶξιν ταύτην ὑφ' οἱασδήποτε χώρας, μὴ δεσμευομένης ὑπὸ τῶν ἄρθρων 22 ἕως 38 τῆς Πράξεως τῆς Στοκχόλμης τῆς παρούσης Συμβάσεως ἰσοδυναμεῖ, μόνον πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως τύχῃ ἐφαρμογῆς τὸ ἄρθρον 14,2) τῆς Συμβάσεως περὶ ἱδρύσεως τῆς Ὀργανώσεως, πρὸς ἐπικύρωσιν τῆς Πράξεως τῆς Στοκχόλμης ἢ προσχώρησιν εἰς τὴν Πρᾶξιν ταύτην, ὑπὸ τὸν προβλεπόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 28,1) β) ι τῆς ἐν λόγῳ Πράξεως περιορισμόν.

Ἄρθρον 30.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἐξαιρέσεων, τῶν ἐπιτρεπομένων ὑπὸ τοῦ ἐδαφίου 2) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 28.1) ε) ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 33.2) ὡς καὶ ὑπὸ τοῦ Παραρτήματος, ἡ ἐπικύρωσις ἢ ἡ προσχώρησις συνεπάγεται αὐτοδικαίως προσχώρησιν εἰς πάσας τὰς διατάξεις καὶ ἀπόλαυσιν πάντων τῶν πλεονεκτημάτων, τῶν θεσπιζομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. α) Πᾶσα χώρα τῆς Ἑνώσεως, ἐπικυροῦσα τὴν παροῦσαν Πρᾶξιν ἢ προσχωροῦσα εἰς αὐτὴν δύναται, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ἄρθρου V.2) τοῦ Παραρτήματος, νὰ διατηρή-

ση τὰς προγενεστέρως διατυπωθείσας ἐπιφυλάξεις, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ δηλώσῃ τοῦτο κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεώς της.

β) Πᾶσα χώρα, ξένη πρὸς τὴν Ἕνωσιν, δύναται νὰ δηλώσῃ, κατὰ τὴν προσχώρησίν της εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ἄρθρου V,2) τοῦ Παραρτήματος ὅτι προτίθεται νὰ ὑποκαταστήσῃ, προσωρινῶς τοὐλάχιστον εἰς τὸ ἄρθρον 8 τῆς παρούσης Πράξεως, ἀφορῶν τὸ δικαίωμα μεταφράσεως, τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 5 τῆς Συμβάσεως περὶ Ἑνώσεως τοῦ 1886, συμπληρωθείσης ἐν Παρισίοις τὸ 1896, ἐφ' ὅσον βεβαίως αἱ διατάξεις ἀφοροῦν μόνον τὴν μετάφρασιν εἰς γλῶσσαν γενικῆς χρήσεως ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ἄρθρου 1.6)β) τοῦ Παραρτήματος, πᾶσα χώρα ἔχει τὴν εὐχέρειαν νὰ ἐφαρμόζῃ ὅσον ἀφορᾷ τὸ δικαίωμα μεταφράσεως τῶν ἔργων, τῶν ἐχόντων ὡς χώραν προελεύσεως χώραν προβαίνουσαν εἰς τοιαύτην ἐπιφύλαξιν, προστασίαν ἰσοδύναμον πρὸς ἐκείνην, ἡ ὁποία παρέχεται ὑπὸ τῆς τελευταίας ταύτης χώρας.

γ) Πᾶσα χώρα δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, νὰ ἀνακαλέσῃ τὰς τοιαύτας ἐπιφυλάξεις, διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντήν.

Ἄρθρον 31.

1. Πᾶσα χώρα δύναται νὰ δηλώσῃ ἐν τῷ ὀργάνῳ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεώς της ἢ δύναται νὰ ἐνημερώσῃ τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν δι' ἐγγράφου γνωμοδοτήσεως εἰς πᾶν μεταγενέστερον χρόνον, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις τυγχάνει ἐφαρμογῆς ἐφ' ὅλων ἢ μέρους τῶν ἐδαφῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῇ δηλώσει ἢ τῇ γνωστοποιήσει, διὰ τὰ ὁποῖα ἔχει ἀναλάβει τὴν εὐθύνην τῶν ἐξωτερικῶν σχέσεων.

2. Πᾶσα χώρα, ἡ ὁποία προέβη εἰς τοιαύτην δήλωσιν ἢ εἰς τοιαύτην γνωστοποίησιν δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις παύει νὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν ἐφ' ὅλων ἢ μέρους τῶν ἐδαφῶν της.

3. α) Πᾶσα δήλωσις γενομένη δυνάμει τῆς παραγράφου 1) ἄρχεται ἰσχύουσα κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως ἐν τῷ ὀργάνῳ τῆς ὁποίας διετυπώθη καὶ πᾶσα γνωστοποίησις, γενομένη δυνάμει τῆς παραγράφου ταύτης, ἄρχεται ἰσχύουσα τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν γνωστοποίησίν της ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

β) Πᾶσα γνωστοποίησις γενομένη δυνάμει τῆς παραγράφου 2) ἄρχεται ἰσχύουσα δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν λῆψιν της ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

4. Τὸ παρὸν ἄρθρον δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς συνεπαγόμενον τὴν ἀναγνώρισιν ἢ τὴν σιωπηρὰν ἀποδοχήν, ὑπὸ μιᾶς οἱασδήποτε τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, τῆς πραγματικῆς καταστάσεως οἱουδήποτε ἐδάφους εἰς τὸ ὁποῖον ἡ παροῦσα Σύμβασις καθίσταται ἐφαρμόσιμος ὑπὸ ἑτέρας χώρας τῆς Ἑνώσεως δυνάμει δηλώσεως γενομένης κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1).

Ἄρθρον 32.

1. Ἡ παροῦσα Πρᾶξις ἀντικαθιστᾷ εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ καθ' ὃ μέτρον ἐφαρμόζεται, τὴν Σύμβασιν τῆς Βέρνης τῆς 9 Σεπτεμβρίου 1886 καὶ τὰς μεταγενεστέρας Πράξεις ἀναθεωρήσεως. Αἱ προγενεστέρως ἰσχύουσαι Πράξεις διατηροῦν τὴν ἐφαρμογήν των, ἐν τῷ συνόλῳ των ἢ καθ' ὃ μέτρον ἡ παροῦσα Πρᾶξις δὲν ἀντικαθιστᾷ αὐτὰς δυνάμει τῆς προηγουμένης φράσεως, εἰς τὰς σχέσεις μετὰ τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, αἱ ὁποῖαι δὲν θὰ ἐπεκύρουν τὴν παροῦσαν Πρᾶξιν ἢ δὲν θὰ προσεχώρουν εἰς αὐτήν.

2. Αἱ ξέναι πρὸς τὴν Ἕνωσιν χῶραι, αἱ ὁποῖαι καθίστανται συμβαλλόμενα μέρη εἰς τὴν παροῦσαν Πρᾶξιν, ἐφαρμόζουν αὐτήν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3), ἔναντι πάσης χώρας τῆς Ἑνώσεως, ἡ ὁποία δὲν δεσμεύεται ὑπὸ τῆς Πράξεως ταύτης ἢ ἂν καὶ δεσμευομένη ὑπ' αὐτῆς, προέβη εἰς τὴν εἰς τὸ ἄρθρον 28.1)β) προβλεπομένην δήλωσιν. Αἱ ἐν λόγῳ χῶραι δέχονται, ὅπως ἡ ὡς ἄνω χώρα τῆς Ἑνώσεως, εἰς τὰς σχέσεις της μετ' αὐτῶν:

ι) Ἐφαρμόζῃ τὰς διατάξεις τῆς πλέον προσφάτου Πράξεως διὰ τῆς ὁποίας δεσμεύεται αὕτη καὶ

ιι) ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ἄρθρου 1.6) τοῦ Παραρτήματος, ἔχει τὴν εὐχέρειαν νὰ προσαρμόζῃ τὴν προστασίαν εἰς τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τῆς παρούσης Πράξεως ἐπίπεδον.

3. Πᾶσα χώρα, ἡ ὁποία ἐπεκαλέσθη μίαν οἱανδήποτε τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ Παράρτημα εὐχερειῶν, δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις τοῦ Παρτήματος, αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν τὴν ἢ τὰς εὐχερείας, τὰς ὁποίας ἐπεκαλέσθη εἰς τὰς σχέσεις της πρὸς πᾶσαν ἑτέραν χώραν τῆς Ἑνώσεως μὴ δεσμευομένην διὰ τῆς παρούσης Πράξεως, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ τελευταία αὕτη χώρα ἔχει ἀποδεχθῇ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἐν λόγῳ διατάξεων.

Ἄρθρον 33.

1. Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων χωρῶν τῆς Ἑνώσεως, ἀφορῶσα τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ ὁποία δὲν θέλει ρυθμισθῇ διὰ διαπραγματεύσεων, δύναται νὰ ὑποβληθῇ ὑφ' οἱασδήποτε τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον δι' αἰτήσεως συμφώνου πρὸς τὸ Καταστατικὸν τοῦ Δικαστηρίου, ἐκτὸς ἐὰν αἱ ἐνδιαφερόμεναι χῶραι συμφωνήσουν περὶ ἑτέρου τρόπου ρυθμίσεως. Τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον θέλει ἐνημερωθῇ ὑπὸ τῆς ἐπισπευδούσης χώρας περὶ τῆς ὑποβληθείσης εἰς τὸ Δικαστήριον διαφορᾶς καὶ θέλει γνωστοποιήσει τοῦτο εἰς τὰς ἑτέρας χώρας τῆς Ἑνώσεως.

2. Πᾶσα χώρα δύναται, καθ' ἣν στιγμὴν ὑπογράφει τὴν παροῦσαν Πρᾶξιν ἢ καταθέτει τὸ ὄργανον ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτῆς, νὰ δηλώσῃ ὅτι δὲν θεωρεῖ ἑαυτὴν δεσμευομένην ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1). Ὅσον ἀφορᾷ οἱανδήποτε διαφορὰν μεταξὺ μιᾶς τοιαύτης χώρας καὶ πάσης ἑτέρας χώρας τῆς Ἑνώσεως, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1) δὲν τυγχάνουν ἐφαρμογῆς.

3. Πᾶσα χώρα, ἡ ὁποία προέβη εἰς δήλωσιν κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2) δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, νὰ ἀποσύρῃ ταύτην διὰ γνωστοποιήσεως, ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντήν.

Ἄρθρον 34.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ἄρθρου 29 εἰς οὐδεμία χώρα δύναται νὰ προσχωρήσῃ, μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος τῶν ἄρθρων 1 ἕως 21 καὶ τοῦ Παραρτήματος, εἰς Πράξεις προγενεστέρας τῆς παρούσης Συμβάσεως οὔτε νὰ ἐπικυρώσῃ ταύτας.

2. Μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος τῶν ἄρθρων 1 ἕως 21 καὶ τοῦ Παραρτήματος, οὐδεμία χώρα δύναται νὰ προβῇ εἰς δήλωσιν δυνάμει τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ Πρωτοκόλλου τοῦ σχετικοῦ πρὸς τὰς ἀναπτυσσομένας χώρας, προσηρτημένου εἰς τὴν Πρᾶξιν τῆς Στοκχόλμης.

Ἄρθρον 35.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις παραμένει ἐν ἰσχύι ἄνευ χρονικοῦ περιορισμοῦ.

2. Πᾶσα χώρα δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν πρᾶξιν διὰ γνωστοποιήσεως, ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντήν. Ἡ καταγγελία αὕτη συνεπάγεται ἐπίσης τὴν καταγγελίαν πασῶν τῶν προγενεστέρων πράξεων καὶ παράγει ἀποτελέσματα μόνον ἔναντι τῆς χώρας, ἡ ὁποία προέβη εἰς αὐτήν, τῆς Συμβάσεως παραμενούσης ἐν ἰσχύι καὶ ἐκτελεστῆς ἔναντι τῶν λοιπῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως.

3. Ἡ καταγγελία ἄρχεται ἰσχύουσα ἓν ἔτος μετὰ τὴν ἡμέραν, καθ' ἣν ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἔλαβε τὴν γνωστοποίησιν.

4. Ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου εὐχέρεια καταγγελίας δὲν δύναται νὰ ἀσκηθῇ ὑπὸ χώρας τινὸς πρὸ τῆς λήξεως προθεσμίας πέντε ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν κατέστη μέλος τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 36.

1. Πᾶσα χώρα, συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως λάβῃ συμφώνως πρὸς τὸ Σύνταγμά της, τὰ ἀπαιτούμενα μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ἐννοεῖται ὅτι, ὅταν χώρα τις καθίσταται δεσμευμένη ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὀφείλει νὰ εἶναι εἰς θέσιν συμφώνως πρὸς τὴν ἐσωτερικὴν νομοθεσίαν αὐτῆς, νὰ καταστήσῃ ἐφαρμοστέας τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 37.

1. α) Ἡ παροῦσα Σύμβασις ὑπογράφεται εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον εἰς τὴν ἀγγλικὴν καὶ τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς παραγράφου 2) κατατίθεται παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ.

β) Ἐπίσημα κείμενα καταρτίζονται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, κατόπιν συνεννοήσεων μετὰ τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν εἰς τὰς γλώσσας γερμανικήν, ἀραβικήν, ἱσπανικήν, ἰταλικὴν καὶ πορτογαλικήν, καὶ εἰς τὰς λοιπὰς γλώσσας τὰς ὁποίας θὰ ὑπεδείκνυε ἡ Συνέλευσις.

γ) Ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως ἐπὶ τῆς ἑρμηνείας τῶν διαφόρων κειμένων, θὰ ἰσχύῃ τὸ γαλλικὸν κείμενον.

2. Ἡ παροῦσα πρᾶξις παραμένει ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν μέχρι τῆς 31 Ἰανουαρίου 1972. Μέχρι τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, τὸ ἀναφερόμενον εἰς τὴν παράγραφον 1) α) ἀντίτυπον θὰ εὑρίσκεται κατατεθειμένον παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.

3. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς διαβιβάζει δύο ἐπικυρωμένα ἀντίγραφα τοῦ ὑπογραφέντος κειμένου τῆς παρούσης πράξεως εἰς τὰς Κυβερνήσεις πασῶν τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ κατόπιν αἰτήσεως, εἰς τὴν Κυβέρνησιν πάσης ἑτέρας χώρας.

4. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς παραδίδει τὴν παροῦσαν πρᾶξιν πρὸς καταχώρησιν εἰς τὴν Γραμματείαν τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

5. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς γνωστοποιεῖ εἰς τὰς Κυβερνήσεις πασῶν τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως τὰς ὑπογραφάς, τὰς καταθέσεις ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως καὶ δηλώσεων περιλαμβανομένων εἰς τὰ ὄργανα ταῦτα ἢ γενομένων κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 28. 1)γ), 30. 2)α) καὶ β) καὶ 33. 2), τὴν ἔναρξιν ἰσχύος οἱωνδήποτε διατάξεων τῆς παρούσης πράξεως, τὰς γνωστοποιήσεις καταγγελίας καὶ τὰς γνωστοποιήσεις γενομένας κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 30 2)γ, 31. 1), καὶ 2), 33. 3) καὶ 38. 1), ὡς καὶ τὰς ἀναφερομένας ἐν τῷ παραρτήματι γνωστοποιήσεις.

Ἄρθρον 38.

1. Αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως, αἵτινες δὲν ἔχουν ἐπικυρώσει τὴν παροῦσαν πρᾶξιν ἢ δὲν προσεχώρησαν εἰς αὐτὴν καὶ δὲν δεσμεύονται ὑπὸ τῶν ἄρθρων 22 ἕως 26 πράξεως τῆς Στοκχόλμης δύνανται, μέχρι τῆς 26 Ἀπριλίου 1975, νὰ ἀσκήσουν ἐφ' ὅσον ἐπιθυμοῦν τοῦτο, τὰ ὑπὸ τῶν ἐν λόγῳ ἄρθρων προβλεπόμενα δικαιώματα, ὡς ἐὰν ἐδεσμεύοντο ἐκ τούτων. Πᾶσα χώρα, ἡ ὁποία ἐπιθυμεῖ νὰ ἀσκήσῃ τὰ ἐν λόγῳ δικαιώματα, καταθέτει πρὸς τοῦτο, παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ ἔγγραφον γνωστοποίησιν ἡ ὁποία ἄρχεται ἰσχύουσα κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς λήψεώς της. Αἱ τοιαῦται χῶραι θεωροῦνται μέλη τῆς Συνελεύσεως μέχρι τῆς ἡμέρας ταύτης.

2. Ἐφ' ὅσον χρόνον ὅλαι αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως δὲν κατέστησαν μέλη τῆς Ὀργανώσεως, τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον τῆς Ὀργανώσεως ἐνεργεῖ ἐπίσης ὡς Γραφεῖον τῆς Ἑνώσεως καὶ ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ὡς Διευθυντὴς τοῦ Γραφείου τούτου.

3. Ὅταν πᾶσαι αἱ χῶραι τῆς Ἑνώσεως κατέστησαν μέλη τῆς Ὀργανώσεως τὰ δικαιώματα, αἱ ὑποχρεώσεις καὶ τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα τοῦ Γραφείου τῆς Ἑνώσεως περιέρχονται εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον τῆς Ὀργανώσεως.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Ἄρθρον Ι.

1. Πᾶσα χώρα θεωρουμένη συμφώνως πρὸς τὴν πρακτικὴν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὡς χώρα ἐν ἀναπτύξει, ἡ ὁποία ἐπικυρώνει τὴν παροῦσαν πρᾶξιν καὶ τῆς ὁποίας τὸ παρὸν Παράρτημα ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος ἢ ἡ ὁποία προσχωρεῖ εἰς αὐτὴν καὶ λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῆς οἰκονομικῆς καταστάσεώς της καὶ τῶν κοινωνικῶν ἢ μορφωτικῶν ἀναγκῶν της, δὲν θεωρεῖ ὅτι εἶναι εἰς θέσιν, εἰς τὸ ἄμεσον μέλλον, νὰ λάβῃ τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς προστασίας πάντων τῶν δικαιωμάτων, ὡς ταῦτα προβλέπονται εἰς τὴν παροῦσαν πρᾶξιν, δύναται, διὰ γνωστοποιήσεως, κατατιθεμένης παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ, κατὰ τὸν χρόνον τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτῆς ἤ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ἄρθρου V. 1)γ), εἰς πάντα μεταγενέστερον χρόνον, νὰ δηλώσῃ ὅτι θὰ ἐπικαλεσθῇ τὴν εὐχέρειαν τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον II ἢ τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον III ἢ ἀμφοτέρας τὰς εὐχερείας ταύτας. Δύναται, ἀντὶ νὰ ἐπικαλεσθῇ τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον II εὐχέρειαν, νὰ προβῇ εἰς δήλωσιν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον V 1)α).

2. α) Πᾶσα δήλωσις, γενομένη κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 1) καὶ γνωστοποιουμένη πρὸ τῆς λήξεως δεκαετοῦς περιόδου ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῶν ἄρθρων 1 ἕως 21 καὶ τοῦ παρόντος Παραρτήματος συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 28.2), παραμένει ἐν ἰσχύι μέχρι τῆς λήξεως τῆς ἐν λόγῳ περιόδου. Δύναται νὰ ἀνανεωθῇ, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, δι' ἑτέρας διαδοχικὰς περιόδους δέκα ἐτῶν διὰ γνωστοποιήσεως κατατιθεμένης παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ ἐντὸς δέκα πέντε μηνῶν, κατ' ἀνώτατον ὅριον, ἀλλ' οὐχὶ ὀλιγώτερον τῶν τριῶν μηνῶν πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς τρεχούσης δεκαετοῦς περιόδου.

β) Πᾶσα δήλωσις γενομένη κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 1) καὶ γνωστοποιουμένη μετὰ τὴν ἐκπνοὴν δεκαετοῦς περιόδου ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῶν ἄρθρων 1 ἕως 21 καὶ τοῦ παρόντος Παραρτήματος συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 28.2), παραμένει ἐν ἰσχύι μέχρι τῆς ἐκπνοῆς τῆς τρεχούσης δεκαετοῦς περιόδου. Δύναται νὰ ἀνανεωθῇ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, ὡς προβλέπεται εἰς τὴν δευτέραν φράσιν τοῦ ἐδαφίου α).

3. Πᾶσα χώρα τῆς Ἑνώσεως, ἡ ὁποία ἔπαυσε νὰ θεωρῆται ὡς χώρα ἐν ἀναπτύξει κατὰ τὴν παράγραφον 1), δὲν δικαιοῦται πλέον νὰ ἀνανεώσῃ τὴν δήλωσίν της, ὡς αὕτη προβλέπεται εἰς τὴν παράγραφον 2) καὶ εἴτε ἀποσύρῃ ἐπισήμως εἴτε ὄχι τὴν δήλωσίν της, ἡ χώρα αὕτη θέλει ἀπωλέσει τὴν δυνατότητα νὰ ἐπικαλεσθῇ τὰς εὐχερείας, περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1), εἴτε κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς τρεχούσης δεκαετοῦς περιόδου εἴτε τρία ἔτη ἀφοῦ θὰ ἔχῃ παύσει νὰ θεωρῆται ὡς χώρα ἐν ἀναπτύξει, ἐφαρμοζομένης τῆς βραδύτερον ληγούσης προθεσμίας.

4. Ὅταν καθ' ὃν χρόνον ἡ δήλωσις ἡ γενομένη κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 1) ἢ τῆς παραγράφου 2) παύει νὰ ἰσχύῃ ὑπάρχει ἀπόθεμα ἀντιτύπων παραχθέντων κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος ἀδείας, χορηγηθείσης δυνάμει τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Παραρτήματος, τὰ τοιαῦτα ἀντίτυπα θὰ δύνανται νὰ ἐξακολουθοῦν κυκλοφοροῦντα μέχρις ἐξαντλήσεώς των.

5. Πᾶσα χώρα, ἡ ὁποία δεσμεύεται ὑπὸ τῶν δατάξεων τῆς παρούσης πράξεως καὶ κατέθεσε δήλωσιν ἢ γνωστοποίησιν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 31. 1) περὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἐν λόγῳ πράξεως εἰς ἰδιαίτερον ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ κατάστασις δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς ἀνάλογος ἐκείνης τῶν χωρῶν, περὶ ὧν ἡ παράγρ. 1), δύναται, ἔναντι τοῦ ἐδάφους τούτου, νὰ προβῇ εἰς τὴν δήλωσιν τῆς παραγράφου 1) καὶ εἰς τὴν γνωστοποίησιν ἀνανεώσεως, περὶ ἧς ἡ παράγραφος 2). Ἐφ' ὅσον θὰ ἰσχύῃ ἡ δήλωσις αὕτη ἢ ἡ γνωστοποίησις αὕτη, αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Παραρτήματος θὰ ἐφαρμόζωνται εἰς τὸ ἔδαφος, ἔναντι τοῦ ὁποίου ἐγένετο.

6. α) Τὸ γεγονὸς ὅτι χώρα τις ἐπικαλεῖται μίαν ἐκ τῶν ἐν παραγράφῳ 1) εὐχερειῶν δὲν ἐπιτρέπει εἰς ἑτέραν χώραν νὰ δώσῃ εἰς τὰ ἔργα τῶν ὁποίων ἡ χώρα προελεύσεως εἶναι ἡ πρώτη ὡς ἄνω χώρα, προστασίαν κατωτέραν ἐκείνης, τὴν ὁποίαν ὑποχρεοῦται νὰ παράσχῃ συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 1 ἕως 20.

6) Ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν δευτέραν φράσιν τοῦ ἄρθρου 30. 2)β), εὐχέρεια ἀμοιβαιότητος δὲν δύναται, μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἐκπνέει ἡ ἐφαρμοστέα κατὰ τὸ ἄρθρον I. 3) προθεσμία, νὰ ἀσκηθῇ διὰ τὰ ἔργα, τῶν ὁποίων ἡ χώρα προελεύσεως εἶναι χώρα, ἡ ὁποία προέβη εἰς δήλωσιν κατὰ τὸ ἄρθρον V. 1)α).

Ἄρθρον II.

1. Πᾶσα χώρα, ἥτις ἐδήλωσεν ὅτι θὰ ἐπικαλεσθῇ τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου εὐχέρειαν, δικαιοῦται, δι' ὅ,τι ἀφορᾷ τὰ ἔργα τὰ δημοσιευθέντα ὑπὸ ἔντυπον μορφὴν ἢ ὑφ' οἱανδήποτε ἑτέραν ἀνάλογον μορφὴν ἀναπαραγωγῆς, ὅπως ὑποκαταστήσῃ τὸ προβλεπόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 8 ἀποκλειστικὸν δικαίωμα μεταφράσεως διὰ καθεστῶτος μὴ ἀποκλειστικῶν καὶ μὴ ἐκχωρησίμων ἀδειῶν, χορηγουμένων ὑπὸ τῆς ἀρχῆς ὑπὸ τοὺς κατωτέρω ὅρους καὶ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον IV.

2. α) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς παραγράφου 3), ὅταν κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τριετοῦς περιόδου ἢ μακροτέρας περιόδου, καθοριζομένης ὑπὸ τῆς Ἐθνικῆς νομοθεσίας τῆς ἐν λόγῳ χώρας, ἀπὸ τῆς πρώτης δημοσιεύσεως τοῦ ἔργου, ἡ μετάφρασις δὲν ἔχει δημοσιευθῇ εἰς γλῶσσαν γενικῆς χρήσεως ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ, ὑπὸ τοῦ κατόχου τοῦ δικαιώματος μεταφράσεως ἢ μὲ τὴν συναίνεσιν αὐτοῦ, πᾶς πολίτης τῆς ἐν λόγῳ χώρας θὰ δύναται νὰ λάβῃ ἄδειαν, διὰ νὰ προβῇ εἰς μετάφρασιν τοῦ ἔργου εἰς τὴν ἐν λόγῳ γλῶσσαν καὶ δημοσιεύσῃ τὴν μετάφρασιν ταύτην ὑπὸ ἔντυπον μορφὴν ἢ ὑπὸ πᾶσαν ἑτέραν ἀνάλογον μορφὴν ἀναπαραγωγῆς.

β) Δύναται ἐπίσης νὰ χορηγηθῇ ἄδεια δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐὰν ἐξηντλήθησαν πᾶσαι αἱ ἐκδόσεις τῆς δημοσιευθείσης εἰς τὴν ὡς ἄνω γλῶσσαν μεταφράσεως.

3. α) Εἰς τὴν περίπτωσιν μεταφράσεων εἰς γλῶσσαν, ἡ ὁποία δὲν εἶναι γενικῆς χρήσεως εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας ἀνεπτυγμένας χώρας, μέλη τῆς Ἑνώσεως, ἐτησία περίοδος θὰ ἀντικαταστήσῃ τὴν τριετῆ περίοδον περὶ ἧς ἡ παράγραφος 2)α).

β) Πᾶσα προβλεπομένη εἰς τὴν παράγραφον 1) χώρα δύναται, μὲ τὴν ὁμόφωνον συμφωνίαν τῶν ἀνεπτυγμένων χωρῶν, μελῶν τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰς ὁποίας ἡ αὐτὴ γλῶσσα εἶναι γενικῆς χρήσεως νὰ ἀντικαταστήσῃ, εἰς τὴν περίπτωσιν μεταφράσεως εἰς αὐτὴν τὴν γλῶσσαν, τὴν ἐν παραγράφῳ 2)α) τριετῆ περίοδον διὰ βραχυτέρας περιόδου, καθοριζομένης συμφώνως πρὸς τὴν ὡς ἄνω συμφωνίαν, τῆς περιόδου ταύτης μὴ δυναμένης πάντως νὰ εἶναι κατωτέρας τοῦ ἔτους. Παρὰ ταῦτα, αἱ διατάξεις τῆς προηγουμένης φράσεως δὲν τυγχάνουν ἐφαρμογῆς, ὅταν ἡ περὶ ἧς πρόκειται γλῶσσα εἶναι ἡ ἀγγλική, ἢ ἡ ἱσπανικὴ ἢ ἡ γαλλική. Πᾶσα σχετικὴ συμφωνία θὰ γνωστοποιηθῇ εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντήν, ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων, αἱ ὁποῖαι θὰ ἔχουν συνάψει αὐτήν.

4. α) Πᾶσα προβλεπομένη εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον ἄδεια δὲν θὰ δύναται νὰ χορηγηθῇ πρὸ τῆς ἐκπνοῆς προσθέτου προθεσμίας ἓξ μηνῶν, εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν δύναται νὰ ληφθῇ κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τριετοῦς περιόδου καὶ ἐννέα μηνῶν, εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν δύναται νὰ ληφθῇ κατὰ τὴν ἐκπνοὴν περιόδου ἑνὸς ἔτους.

ι) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας, καθ' ἣν ὁ αἰτῶν ἐκπληροῖ τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ ἄρθρον IV. 1 διατυπώσεις.

ιι) Ἡ ἐὰν ἡ ταυτότης ἢ ἡ διεύθυνσις τοῦ κεκτημένου του δικαιώματος μεταφράσεως δὲν εἶναι γνωστή, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ὁ αἰτῶν προβαίνει, ὡς προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον IV. 2) εἰς τὴν ἀποστολὴν τῆς ὑπ' αὐτοῦ ὑποβληθείσης αἰτήσεως εἰς τὴν ἀρμοδίαν πρὸς χορήγησιν τῆς ἀδείας ἀρχήν.

β) Ἐάν, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προθεσμίας τῶν ἓξ ἢ τῶν ἐννέα μηνῶν, μετάφρασις εἰς τὴν γλῶσσαν διὰ τὴν ὁποίαν ὑπεβλήθη ἡ αἴτησις δημοσιεύεται ὑπὸ τοῦ κεκτημένου τοῦ δικαιώματος μεταφράσεως ἢ μὴ τὴν συναίνεσιν αὐτοῦ οὐδεμία ἄδεια θέλει χορηγηθῇ δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου.

5. Πᾶσα προβλεπομένη εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον ἄδεια θὰ δύναται νὰ χορηγηθῇ μόνον διὰ χρῆσιν σχολικήν, πανεπιστημιακὴν ἢ δι' ἔρευναν.

6. Ἐὰν ἡ μετάφρασις ἑνὸς ἔργου δημοσιεύεται ὑπὸ τοῦ κεκτημένου τοῦ δικαιώματος μεταφράσεως ἢ μὲ τὴν συναίνεσιν αὐτοῦ εἰς τιμὴν συγκρίσιμον πρὸς ἐκείνην, ἡ ὁποία εἶναι ἐν χρήσει εἰς τὴν ὑπ' ὄψιν χώραν δι' ἀνάλογα ἔργα, πᾶσα ἄδεια χορηγηθεῖσα δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ παύσῃ ἰσχύουσα ἐὰν ἡ μετάφρασις αὕτη ἐγένετο εἰς τὴν ἰδίαν γλῶσσαν. τὸ δὲ περιεχόμενόν της εἶναι οὐσιαστικῶς τὸ ἴδιον μὲ ἐκείνην καὶ ἐκεῖνον τῆς μεταφράσεως, τῆς δημοσιευθείσης δυνάμει τῆς ἀδείας. Ἡ θέσις εἰς κυκλοφορίαν πάντων τῶν ἀντιτύπων τῶν ἤδη παραχθέντων πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἀδείας θὰ δύναται νὰ συνεχισθῇ μέχρις ἐξαντλήσεώς των.

7. Διὰ τὰ ἔργα, τὰ ὁποῖα ἀποτελοῦνται κυρίως ἀπὸ εἰκόνας, ἄδεια ἐκπονήσεως καὶ δημοσιεύσεως μεταφράσεως τοῦ κειμένου καὶ ἀναπαραγωγῆς καὶ δημοσιεύσεως τῶν εἰκόνων δὲν δύναται νὰ χορηγηθῇ εἰμὴ μόνον ἐφ' ὅσον πληροῦνται ἐπίσης αἱ προϋποθέσεις τοῦ ἄρθρου III.

8. Οὐδεμία ἄδεια δύναται νὰ χορηγηθῇ δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου ὅταν ὁ συγγραφεὺς ἀπέσυρε ἐκ τῆς κυκλοφορίας πάντα τὰ ἀντίτυπα τοῦ ἔργου του.

9. α) Διὰ τὴν μετάφρασιν ἔργου δημοσιευθέντος ὑπὸ ἔντυπον μορφὴν ἢ ὑφ' οἱανδήποτε ἑτέραν ἀνάλογον μορφὴν ἀναπαραγωγῆς δύναται ἐπίσης νὰ χορηγηθῇ ἄδεια εἰς ὀργανισμὸν ραδιοφωνίας, ἔχοντα τὴν ἕδραν του εἰς χώραν προβλεπομένην εἰς τὴν παράγραφον 1), κατόπιν αἰτήσεως ὑποβαλλομένης εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τῆς χώρας ταύτης ὑπὸ τοῦ ἐν λόγῳ ὀργανισμοῦ, ἐφ' ὅσον πληροῦνται ἅπασαι αἱ ἀκόλουθοι προϋποθέσεις:

ι) Ἡ μετάφρασις γίνεται ἐξ ἀντιτύπου παραχθέντος καὶ ἀποκτηθέντος συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς ἐν λόγῳ χώρας.

ιι) Ἡ μετάφρασις δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ μόνον διὰ τὰς προοριζομένας διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν ἐκπομπὰς ἢ διὰ τὴν μετάδοσιν πληροφοριῶν ἐπιστημονικοῦ ἢ τεχνικοῦ χαρακτῆρος, προοριζομένων δι' ἐμπειρογνώμονας συγκεκριμένου ἐπαγγέλματος.

ιιι) Ἡ μετάφρασις χρησιμοποιεῖται ἀποκλειστικῶς διὰ τοὺς εἰς τὸ σημεῖον ιι) ἀπαριθμουμένους σκοποὺς εἰς ἐκπομπὰς νομίμως γενομένας καὶ προοριζομένας διὰ τοὺς δικαιούχους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ἐν λόγῳ χώρας, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐκπομπῶν, αἱ ὁποῖαι γίνονται δι' ἠχητικῶν ἢ ὀπτικῶν ἐγγραφῶν, πραγματοποιουμένων νομίμως καὶ ἀποκλειστικῶς διὰ τοιαύτας ἐκπομπάς.

ιν) Ἅπασαι αἱ πραγματοποιούμεναι χρήσεις τῆς μεταφράσεως οὐδὲν κερδοσκοπικὸν χαρακτῆρα ἔχουν.

β) Ἠχητικαὶ ἢ ὀπτικαὶ ἐγγραφαὶ μιᾶς μεταφράσεως ἐκπονηθείσης ὑπὸ ὀργανισμοῦ ραδιοφωνίας ὑπὸ τὸ κράτος ἀδείας χορηγηθείσης δυνάμει τῆς παρούσης παραγράφου δύνανται, διὰ τοὺς σκοποὺς καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προϋποθέσεων, αἱ ὁποῖαι ἀπαριθμοῦνται εἰς τὸ ἐδάφιον α) καὶ ἐν συμφωνίᾳ μὲ τὸν ὀργανισμὸν τοῦτον, νὰ χρησιμοποιηθοῦν ἐπίσης ὑπὸ παντὸς ἑτέρου ὀργανισμοῦ ραδιοφωνίας, ἔχοντος τὴν ἕδραν του ἐν τῇ χώρᾳ, τῆς ὁποίας ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ ἐχορήγησε τὴν ἐν λόγῳ ἄδειαν.

γ) Ἐφ' ὅσον τηροῦνται πάντα τὰ κριτήρια καὶ αἱ προϋποθέσεις αἱ ὁποῖαι ἀπαριθμοῦνται εἰς τὸ ἐδάφιον α), δύναται ἐπίσης νὰ χορηγηθῇ ἄδεια εἰς ὀργανισμὸν ραδιοφωνίας διὰ τὴν μετάφρασιν παντὸς κειμένου ἐνσωματωμένου εἰς ὀπτικο—ἀκουστικὸν μέσον καὶ δημοσιευομένου μόνον διὰ σχολικὴν καὶ πανεπιστημιακὴν χρῆσιν.

δ) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἐδαφίων α) καὶ γ), αἱ διατάξεις τῶν προηγουμένων παραγράφων ἐφαρμόζονται διὰ τὴν χορήγησιν καὶ τὴν χρῆσιν πάσης ἀδείας χορηγουμένης δυνάμει τῆς παρούσης παραγράφου.

Ἄρθρον III.

1. Πᾶσα χώρα, ἡ ὁποία ἐδήλωσεν ὅτι θὰ ἐπικαλεσθῇ τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον εὐχέρειαν, θὰ δικαιοῦ-

ται νὰ ἀντικαταστήσῃ τὸ εἰς τὸ ἄρθρον 9 προβλεπόμενον ἀποκλειστικὸν δικαίωμα ἀναπαραγωγῆς διὰ καθεστῶτος μὴ ἀποκλειστικῶν καὶ μὴ ἐκχωρησίμων ἀδειῶν, χορηγουμένων ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς ὑπὸ τοὺς κατωτέρω ὅρους καὶ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον IV.

2. α) Ἔναντι ἔργου, διὰ τὸ ὁποῖον τὸ παρὸν ἄρθρον τυγχάνει ἐφαρμογῆς, δυνάμει τῆς παραγράφου 7) καὶ εἰς ἣν περίπτωσιν κατὰ τὴν ἐκπνοήν:

ι) Τῆς περιόδου τῆς ὁριζομένης εἰς τὴν παράγραφον 3) καὶ ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς πρώτης δημοσιεύσεως συγκεκριμένης ἐκδόσεως τοιούτου ἔργου ἢ

ιι) μακροτέρας περιόδου ὁριζομένης ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας τῆς ἐν παραγράφῳ 1) χώρας καὶ ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς αὐτῆς ἡμερομηνίας, δὲν ἔχουν διατεθῇ πρὸς πώλησιν ἀντίτυπα τῆς ἐκδόσεως ταύτης ἐν τῇ χώρᾳ αὐτῇ, πρὸς κάλυψιν τῶν ἀναγκῶν εἴτε τοῦ εὐρέος κοινοῦ εἴτε τῆς σχολικῆς καὶ πανεπιστημιακῆς ἐκπαιδεύσεως, ὑπὸ τοῦ κατόχου τοῦ δικαιώματος ἀναπαραγωγῆς ἢ μὲ τὴν συναίνεσιν αὐτοῦ, εἰς τιμὴν συγκρίσιμον πρὸς ἐκείνην, ἡ ὁποία εἶναι ἐν χρήσει ἐν τῇ ἐν λόγῳ χώρα δι'ἀνάλογα ἔργα. πᾶς πολίτης τῆς ἐν λόγῳ χώρας θὰ δύναται νὰ λάβῃ ἄδειαν ἀναπαραγωγῆς καὶ δημοσιεύσεως τῆς ἐκδόσεως ταύτης, εἰς τὴν τιμὴν αὐτὴν ἢ εἰς κατωτέραν τιμήν, πρὸς κάλυψιν τῶν ἀναγκῶν τῆς σχολικῆς καὶ πανεπιστημιακῆς ἐκπαιδεύσεως.

β) Ἄδεια ἀναπαραγωγῆς καὶ δημοσιεύσεως ἐκδόσεως, ἡ ὁποία ἐτέθη εἰς κυκλοφορίαν, ὡς περιγράφεται εἰς τὸ ἐδάφιον α) δύναται ἐπίσης νὰ χορηγηθῇ δυνάμει τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον ὅρων ἐάν, μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ἐφαρμοστέας περιόδου, δὲν διατίθενται πλέον πρὸς πώλησιν ἐπιτραπέντα ἀντίτυπα τῆς ἐκδόσεως ταύτης, ἐπὶ διάρκειαν ἓξ μηνῶν ἐν τῇ ἐνδιαφερομένῃ χώρᾳ πρὸς κάλυψιν ἀναγκῶν εἴτε τοῦ εὐρέος κοινοῦ εἴτε τῆς σχολικῆς καὶ πανεπιστημιακῆς ἐκπαιδεύσεως, εἰς τιμὴν συγκρίσιμον μὲ ἐκείνην, ἡ ὁποία ζητεῖται ἐν τῇ ἐν λόγῳ χώρᾳ δι' ἀνάλογα ἔργα.

3. Ἡ περίοδος, εἰς τὴν ὁποίαν ἀναφέρεται ἡ παράγραφος 2)α)ι) εἶναι πενταετής. Ἐν τούτοις,

ι) διὰ τὰ ἔργα, τὰ ὁποῖα πραγματεύονται θετικὰς καὶ φυσικὰς ἐπιστήμας καὶ τεχνολογίαν, θὰ εἶναι τριετής.

ιι) Διὰ τὰ ἔργα, τὰ ὁποῖα ἀνήκουν εἰς τὸν χῶρον τῆς φαντασίας ὡς εἶναι τὰ μυθιστορήματα, τὰ ποιητικά, δραματικὰ καὶ μουσικὰ ἔργα καὶ διὰ τὰ ἔργα τέχνης, θὰ εἶναι ἑπταετής.

4. α) Εἰς τὴν περίοδον, κατὰ τὴν ὁποίαν δύναται νὰ ληφθῇ, κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τριετοῦς περιόδου, ἡ ἄδεια δὲν θὰ δύναται νὰ χορηγηθῇ, δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου, πρὸ τῆς λήξεως προθεσμίας ἓξ μηνῶν.

ι) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας, κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ αἰτῶν ἐκπληροῖ τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ ἄρθρον IV. 1) διατυπώσεις.

ιι) Ἡ ἐὰν ἡ ταὐτότης ἢ ἡ διεύθυνσις τοῦ φορέως τοῦ δικαιώματος ἀναπαραγωγῆς, δὲν εἶναι γνωστή, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας, κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ αἰτῶν προβαίνει, ὡς προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον IV. 2) εἰς τὴν ἀποστολὴν τῶν ἀντιγράφων τῆς αἰτήσεως τῆς ὑποβληθείσης ὑπ' αὐτοῦ εἰς τὴν ἁρμοδίαν πρὸς χορήγησιν τῆς ἀδείας ἀρχήν.

β) Εἰς τὰς ἄλλας περιπτώσεις καὶ ἐὰν τὸ ἄρθρον IV. 2) τυγχάνῃ ἐφαρμογῆς, ἡ ἄδεια δὲν θὰ δύναται νὰ χορηγηθῇ πρὸ τῆς λήξεως προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἀποστολῆς ἀντιγράφων τῆς αἰτήσεως.

γ) Ἐὰν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προθεσμίας ἓξ ἢ τριῶν μηνῶν, περὶ ἧς τὰ ἐδάφια α) καὶ β) ἐγένετο ἡ διάθεσις πρὸς πώλησιν, ὡς τοῦτο περιγράφεται εἰς τὴν παράγραφον 2)α), οὐδεμία ἄδεια θὰ χορηγηθῇ δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου.

δ) Οὐδεμία ἄδεια δύναται νὰ χορηγηθῇ ὅταν ὁ συγγραφεὺς ἀπέσυρεν ἐκ τῆς κυκλοφορίας, ἅπαντα τὰ ἀντίτυπα τῆς ἐκδόσεως, διὰ τὴν ἀναπαραγωγὴν καὶ τὴν δημοσίευσιν τῆς ὁποίας ἐζητήθη ἡ ἄδεια.

5. Δὲν θὰ χορηγηθῇ ἄδεια διὰ τὴν ἀναπαραγωγὴν καὶ τὴν δημοσίευσιν μεταφράσεως ἔργου, δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἰς τὰς ἀκολούθους περιπτώσεις:

ι) Ὅταν ἡ περὶ ἧς πρόκειται μετάφρασις δὲν ἐδημοσιεύθη ὑπὸ τοῦ κατόχου τοῦ δικαιώματος μεταφράσεως ἢ μὲ τὴν συναίνεσιν αὐτοῦ.

ιι) Ὅταν ἡ μετάφρασις δὲν ἐγένετο εἰς γλῶσσαν γενικῆς χρήσεως ἐν τῇ χώρᾳ, ἔνθα ζητεῖται ἡ ἄδεια.

6. Ἐὰν ἀντίτυπα ἐκδόσεως ἔργου διατίθενται πρὸς πώλησιν ἐν τῇ χώρᾳ, περὶ ἧς ἡ παράγραφος 1) πρὸς κάλυψιν ἀναγκῶν εἴτε τοῦ εὐρέος κοινοῦ εἴτε τῆς σχολικῆς καὶ πανεπιστημιακῆς ἐκπαιδεύσεως, ὑπὸ τοῦ κατόχου τοῦ δικαιώματος ἀναπαραγωγῆς ἢ μὲ τὴν συναίνεσιν αὐτοῦ, εἰς τιμὴν συγκρίσιμον πρὸς ἐκείνην, ἡ ὁποία εἶναι ἐν χρήσει ἐν τῇ ἐν λόγῳ χώρᾳ δι' ἀνάλογα ἔργα, πᾶσα ἄδεια χορηγηθεῖσα δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ θεωρηθῇ λήξασα, ἐὰν ἡ ἔκδοσις αὕτη εἶναι εἰς τὴν αὐτὴν γλῶσσαν καὶ τὸ περιεχόμενόν της εἶναι οὐσιαστικῶς τὸ ἴδιον πρὸς ἐκείνην καὶ ἐκεῖνο τῆς δυνάμει τῆς ἀδείας δημοσιευθείσης ἐκδόσεως. Ἡ θέσις εἰς κυκλοφορίαν πάντων τῶν ἤδη παραχθέντων ἀντιτύπων πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἀδείας θὰ δύναται νὰ συνεχισθῇ μέχρις ἐξαντλήσεως αὐτῶν.

7. α) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ἐδαφίου β), τὰ ἔργα, ὡς πρὸς τὰ ὁποῖα ἐφαρμόζεται τὸ παρὸν ἄρθρον εἶναι μόνον ἔργα δημοσιευθέντα ὑπὸ ἔντυπον μορφὴν ἢ ὑπὸ πᾶσαν ἑτέραν ἀνάλογον μορφὴν ἀναπαραγωγῆς.

β) Τὸ παρὸν ἄρθρον ἐφαρμόζεται ἐπίσης εἰς τὴν ὀπτικοακουστικὴν ἀναπαραγωγὴν νομίμων ὀπτικο—ἀκουστικῶν μέσων, ἐφ' ὅσον ἀποτελοῦν ἢ ἐνσωματώνουν προστατευόμενα ἔργα, ὡς καὶ εἰς τὴν μετάφρασιν τοῦ κειμένου, τὸ ὁποῖον συνοδεύει αὐτὰ εἰς γλῶσσαν γενικῆς χρήσεως ἐν τῇ χώρᾳ, ἔνθα ζητεῖται ἡ ἄδεια, ἐφ' ὅσον, ἐννοεῖται, τὰ περὶ ὧν πρόκειται ὀπτικοακουστικὰ μέσα παρήχθησαν καὶ ἐδημοσιεύθησαν μόνον διὰ σχολικὴν καὶ πανεπιστημιακὴν χρῆσιν.

Ἄρθρον IV.

1. Πᾶσα ἄδεια ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον II ἢ τὸ ἄρθρον III δύναται νὰ χορηγηθῇ μόνον ἐὰν ὁ αἰτῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις ἐν ἰσχύι ἐν τῇ ὑπ' ὄψιν χώρᾳ, ἀποδείξῃ ὅτι ἐζήτησε παρὰ τοῦ φορέως τοῦ δικαιώματος τὴν συναίνεσίν του, ἵνα ἐκπονήσῃ μετάφρασιν καὶ δημοσιεύσῃ αὐτὴν ἢ ἵνα ἀναπαράγῃ καὶ δημοσιεύσῃ τὴν ἔκδοσιν κατὰ περίπτωσιν καὶ ὅτι δὲν ἠδυνήθη νὰ λάβῃ τὴν συναίνεσιν αὐτοῦ ἢ ὅτι, παρὰ τὰς ὑπ' αὐτοῦ καταβληθείσας δεούσας προσπαθείας, δὲν ἠδυνήθη νὰ ἀνεύρῃ αὐτόν. Καθ' ὃν χρόνον ἀπευθύνει τὴν αἴτησιν ταύτην εἰς τὸν φορέα τοῦ δικαιώματος, ὁ αἰτῶν ὀφείλει νὰ πληροφορήσῃ περὶ τούτου πᾶν ἐθνικὸν ἢ διεθνὲς κέντρον πληροφοριῶν, περὶ οὗ ἡ παράγραφος 2).

2. Ἐὰν ὁ φορεὺς τοῦ δικαιώματος δὲν ἀνευρέθη ὑπὸ τοῦ αἰτοῦντος, οὗτος ὀφείλει νὰ ἀπευθύνῃ, δι' ἀεροπορικοῦ ταχυδρομείου καὶ διὰ συστημένης ἐπιστολῆς, ἀντίγραφα τῆς πρὸς τὴν ἁρμοδίαν πρὸς χορήγησιν τῆς ἀδείας ἀρχήν, ὑποβληθείσης ὑπ' αὐτοῦ αἰτήσεως, εἰς τὸν ἐκδότην τοῦ ὁποίου τὸ ὄνομα ἀναγράφεται ἐπὶ τοῦ ἔργου καὶ εἰς πᾶν ἐθνικὸν ἢ διεθνὲς κέντρον πληροφοριῶν, τυχὸν ὑποδειχθὲν διὰ γνωστοποιήσεως, πρὸς τοῦτο κατατεθείσης παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας, ἔνθα τεκμαίρεται ὅτι ὁ ἐκδότης ἔχει τὴν κυρίαν ἕδραν τῶν ἐργασιῶν του.

3. Τὸ ὄνομα τοῦ συγγραφέως δέον νὰ ἀναγραφῇ ἐφ' ὅλων τῶν ἀντιτύπων τῆς μεταφράσεως ἢ τῆς ἀναπαραγωγῆς τῆς δημοσιευθείσης ὑπὸ τὸ κράτος ἀδείας χορηγηθείσης δυνάμει τοῦ ἄρθρου II ἢ τοῦ ἄρθρου III. Ὁ τίτλος τοῦ ἔργου δέον νὰ ἀναγράφεται ἐφ' ὅλων τῶν ἀντιτύπων τούτων. Ἐὰν πρόκειται περὶ μεταφράσεως, ὁ πρωτότυπος τίτλος τοῦ ἔργου δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ ἀναγράφεται ἐφ' ὅλων αὐτῶν.

4. α) Πᾶσα ἄδεια χορηγηθεῖσα δυνάμει τοῦ ἄρθρου II ἢ τοῦ ἄρθρου III δὲν θὰ καλύπτῃ τὴν ἐξαγωγὴν ἀντιτύπων, θὰ ἰσχύῃ δὲ μόνον διὰ τὴν δημοσίευσιν τῆς μεταφράσεως ἢ τῆς ἀναπαραγωγῆς, κατὰ περίπτωσιν, εἰς τὸ ἐσωτερικὸν τοῦ ἐδάφους τῆς χώρας, ἔνθα ἡ ἄδεια αὕτη ἐζητήθη.

β) Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ ἐδαφίου α) δέον νὰ θεωρῆται ὡς ἐξαγωγὴ ἡ ἀποστολὴ ἀντιτύπων ἐξ ἐδάφους τινὸς πρὸς τὴν χώραν ἥτις, διὰ τὸ ἔδαφος τοῦτο, προέβη εἰς δήλωσιν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον I, 5).

γ) Ὅταν κυβερνητικὸς ὀργανισμὸς ἢ πᾶς ἄλλος δημόσιος ὀργανισμὸς χώρας, ἡ ὁποία ἐχορήγησε, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον II, ἄδειαν δι' ἐκπόνησιν μεταφράσεως εἰς ἑτέραν γλῶσσαν πλὴν τῆς ἀγγλικῆς τῆς ἱσπανικῆς ἢ τῆς γαλλικῆς ἀποστέλλῃ ἀντίτυπα τῆς δημοσιευθείσης, δυνάμει τοιαύτης ἀδείας, μεταφράσεως εἰς ἑτέραν χώραν, ἡ τοιαύτη ἀποστολὴ δὲν θὰ θεωρηθῇ διὰ τοὺς σκοποὺς τοῦ ἐδαφίου α), ὡς ἀποτελοῦσα ἐξαγωγήν, ἐὰν πληροῦνται ἅπασαι αἱ ἀκόλουθοι προϋποθέσεις:

ι) Οἱ παραλῆπται εἶναι ἰδιῶται, πολῖται τῆς χώρας, τῆς ὁποίας ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ ἐχορήγησε τὴν ἄδειαν, ἢ ὀργανισμοὶ ἀποτελούμενοι ἐκ τοιούτων πολιτῶν.

ιι) Τὰ ἀντίτυπα χρησιμοποιοῦνται μόνον διὰ σχολικὴν καὶ πανεπιστημιακὴν χρῆσιν καὶ δι' ἔρευναν.

ιιι) Ἡ ἀποστολὴ τῶν ἀντιτύπων καὶ ἡ μεταγενεστέρα διανομὴ αὐτῶν εἰς τοὺς παραλήπτας οὐδένα κερδοσκοπικὸν χαρακτῆρα ἔχει καὶ

ιν) ἡ χώρα, πρὸς τὴν ὁποίαν ἀπεστάλησαν, τὰ ἀντίτυπα, συνῆψε συμφωνίαν, μετὰ τῆς χώρας τῆς ὁποίας ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ ἐχορήγησε τὴν ἄδειαν, ἵνα ἐπιτρέψῃ τὴν παραλαβὴν ἢ τὴν διανομὴν ἢ ἀμφοτέρας τὰς ἐνεργείας ταύτας, ἡ δὲ Κυβέρνησις τῆς τελευταίας ταύτης χώρας ἐγνωστοποίησε εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τὴν τοιαύτην συμφωνίαν.

5. Πᾶν ἀντίτυπον δημοσιευόμενον ὑπὸ τὸ κράτος ἀδείας, χορηγηθείσης δυνάμει τοῦ ἄρθρου II ἢ τοῦ ἄρθρου III, δέον νὰ περιέχῃ μνείαν, ἐν τῇ καταλλήλῳ γλώσσῃ διασαφηνίζουσαν ὅτι τὸ ἀντίτυπον τίθεται εἰς κυκλοφορίαν μόνον ἐν τῇ χώρᾳ ἢ τῷ ἐδάφει, εἰς τὸ ὁποῖον ἐφαρμόζεται ἡ ἐν λόγῳ ἄδεια.

6. α) Θὰ ληφθοῦν εἰς ἐθνικὸν ἐπίπεδον κατάλληλα μέτρα ἵνα:

ι) Ἡ ἄδεια περιλάβῃ ὑπὲρ τοῦ φορέως τοῦ δικαιώματος μεταφράσεως ἢ ἀναπαραγωγῆς, κατὰ περίπτωσιν, ἀμοιβὴν δικαίαν καὶ σύμφωνον πρὸς τὴν κλίμακα τῶν κανονικῶς καταβαλλομένων ἀμοιβῶν εἰς τὴν περίπτωσιν ἀδειῶν ἐλευθέρως διαπραγματευομένων μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων εἰς τὰς δύο ὑπ' ὄψιν χώρας καὶ

ιι) ἐξασφαλισθοῦν ἡ πληρωμὴ καὶ ἡ μεταφορὰ τῆς ἀμοιβῆς ταύτης. Ἐὰν ὑπάρχῃ ἐθνικὴ ρύθμισις συναλλαγματικῆς φύσεως, ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ δὲν θὰ φεισθῇ προσπαθείας, προσφεύγουσα εἰς τοὺς διεθνεῖς μηχανισμούς, διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν μεταφορὰν τῆς ἀμοιβῆς εἰς νόμισμα διεθνῶς μετατρέψιμον ἢ εἰς τὸν ἰσοδύναμον αὐτοῦ.

β) Θὰ ληφθοῦν κατάλληλα μέτρα ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας, ἵνα ἐξασφαλισθῇ ὀρθὴ μετάφρασις τοῦ ἔργου ἢ ἀκριβὴς ἀναπαραγωγὴ τῆς περὶ ἧς πρόκειται ἐκδόσεως, κατὰ περίπτωσιν.

Ἄρθρον V.

1. α) Πᾶσα χώρα δικαιουμένη νὰ δηλώσῃ ὅτι θὰ ἐπικαλεσθῇ τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον II εὐχέρειαν δύναται, ὅταν ἐπικυρώνῃ τὴν παροῦσαν πρᾶξιν ἢ προσχωρῇ εἰς αὐτήν, ἀντὶ νὰ προβῇ εἰς τοιαύτην δήλωσιν:

ι) Νὰ προβῇ, ἐὰν εἶναι χώρα, εἰς τὴν ὁποίαν ἐφαρμόζεται τὸ ἄρθρον 30. 2)α), εἰς δήλωσιν κατὰ τοὺς ὅρους τῆς διατάξεως ταύτης εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸ δικαίωμα μεταφράσεως.

ιι) Νὰ προβῇ, ἐὰν εἶναι χώρα εἰς τὴν ὁποίαν δὲν ἐφαρμόζεται τὸ ἄρθρον 30. 2)α), ἀκόμη δὲ ἐὰν δὲν εἶναι χώρα ξένη πρὸς τὴν Ἕνωσιν, εἰς δήλωσιν, ὡς προβλέπεται ὑπὸ τῆς πρώτης φράσεως τοῦ ἄρθρου 30. 2)β).

β) Εἰς τὴν περίπτωσιν χώρας, ἡ ὁποία ἔπαυσε νὰ θεωρῆται ὡς χώρα ἐν ἀναπτύξει, ὡς προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον I. 1) δήλωσις γενομένη συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν παράγραφον παραμένει ἰσχυρὰ μέχρι τῆς ἡμέρας, κατὰ τὴν ὁποίαν λήγει ἡ ἐφαρμοστέα κατὰ τὸ ἄρθρον I. 3) προθεσμία.

γ) Πᾶσα χώρα, ἡ ὁποία προέβη εἰς δήλωσιν συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν παράγραφον, δὲν δύναται νὰ ἐπικαλεσθῇ μεταγενεστέρως τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον II εὐχέρειαν, ἔστω καὶ ἂν ἀνακαλέσῃ τὴν ἐν λόγῳ δήλωσιν.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς παραγράφου 3) πᾶσα χώρα, ἡ ὁποία ἐπεκαλέσθη τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον II εὐχέρειαν, δὲν δύναται νὰ προβῇ μεταγενεστέρως εἰς δήλωσιν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1).

3. Πᾶσα χώρα, ἡ ὁποία ἔπαυσε νὰ θεωρῆται, ὡς χώρα ἐν ἀναπτύξει, ὡς προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον I. 1) θὰ δύναται, δύο ἔτη τὸ ἀργότερον πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἐφαρμοστέας κατὰ τὸ ἄρθρον I.3) προθεσμίας, νὰ προβῇ εἰς δήλωσιν, ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἄρθρου 30. 2)β), πρώτη φράσις παρὰ τὸ γεγονὸς ὅτι δὲν πρόκειται περὶ χώρας ξένης πρὸς τὴν Ἕνωσιν. Ἡ δήλωσις αὕτη ἄρχεται ἰσχύουσα κατὰ τὴν ἡμέραν, κατὰ τὴν ὁποίαν λήγει ἡ ἐφαρμοστέα κατὰ τὸ ἄρθρον I. 3) προθεσμία.

Ἄρθρον VI.

1. Πᾶσα χώρα τῆς Ἑνώσεως δύναται νὰ δηλώσῃ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς παρούσης πράξεως καὶ εἰς πάντα χρόνον προτοῦ δεσμευθῇ ὑπὸ τῶν ἄρθρων 1 ἕως 21 καὶ ἀπὸ τοῦ παρόντος παραρτήματος:

ι) Ἐὰν πρόκειται περὶ χώρας, ἡ ὁποία ἐὰν ἐδεσμεύετο ὑπὸ τῶν ἄρθρων 1 ἕως 21 καὶ ὑπὸ τοῦ παρόντος Παραρτήματος, θὰ ἐδικαιοῦτο νὰ ἐπικαλεσθῇ τὰς ἐν ἄρθρῳ I. 1) εὐχερείας, ὅτι θὰ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου II ἢ τοῦ ἄρθρου III ἢ καὶ ἀμφοτέρων, εἰς τὰ ἔργα, τῶν ὁποίων ἡ χώρα προελεύσεως εἶναι ἡ χώρα, ἡ κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ κάτωθι σημείου ιι), ἀποδεχομένη τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων τούτων εἰς τοιαῦτα ἔργα ἢ ἡ δεσμευομένη ὑπὸ τῶν ἄρθρων 1 ἕως 21 καὶ ὑπὸ τοῦ παρόντος Παραρτήματος.

Ἡ τοιαύτη δήλωσις δύναται νὰ ἀναφέρεται εἰς τὸ ἄρθρον V ἀντὶ τοῦ ἄρθρου II.

ιι) Ὅτι ἀποδέχεται τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Παραρτήματος εἰς ἔργα, τῶν ὁποίων εἶναι ἡ χώρα προελεύσεως, ὑπὸ τῶν χωρῶν αἱ ὁποῖαι προέβησαν εἰς δήλωσιν, δυνάμει τοῦ ὡς ἄνω σημείου ι) ἢ εἰς γνωστοποίησιν, δυνάμει τοῦ ἄρθρου I.

2. Πᾶσα δήλωσις κατὰ τὴν παράγραφον 1) δέον νὰ γίνῃ ἐγγράφως καὶ νὰ κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ. Ἄρχεται ἰσχύουσα ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταθέσεως αὐτῆς.

Πρὸς πίστωσιν τούτων, οἱ ὑπογεγραμμένοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν πρᾶξιν τὴν 24ην Ἰουλίου 1971 ἡ πρᾶξις αὕτη ὑπεγράφη ὑπὸ τῶν πληρεξουσίων τῶν κάτωθι 28 χωρῶν: Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία Γερμανίας, Βραζιλία, Καμερούν, Κεϋλάνη, Κύπρος, Ἀκτὴ Ἐλεφαντοστοῦ, Δανία, Ἱσπανία, Γαλλία, Οὐγγαρία, Ἰνδία, Ἰσραήλ, Ἰταλία, Λίβανος, Λιχνεστάϊν, Λουξεμβούργον, Μαρόκον, Μεξικόν, Μονακό, Κάτω Χῶραι, Λαϊκὴ Δημοκρατία τοῦ Κογκό, Ἡνωμένον Βασίλειον, Ἁγία Ἕδρα, Σενεγάλη, Σουηδία, Ἑλβετία, Τυνισία, Γιουγκοσλαβία.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 37, ἡ Σύμβασις παραμένει ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν μέχρι τῆς 31 Δεκεμβρίου 1972.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις τὴν 24 Ἰουλίου 1971

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος	Α'	Δραχ.	600
2. » »	Β'	»	700
3. » »	Γ'	»	500
4. » »	Δ'	»	1.000
5. » »	Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6. » »	Παράρτημα	»	300
7. » »	Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	3.000
8. » »	Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία		»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος	Α'	Δραχ.	30
2. » »	Β'	»	35
3. » »	Γ'	»	25
4. » »	Δ'	»	50
5. » »	Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	25
6. » »	Παράρτημα	»	15
7. » »	Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
8. » »	Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη		»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων		Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν		»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν		»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορωσῶν εἰς προσωρινὰς διατάξεις		»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939		»	200
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν		»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν		»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν		»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ. Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ		»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70		»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν		»	10.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεογράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67		Δραχ.	1.000
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεογράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967		»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν		Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν		»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων		»	200
4. Τῶν Ἰσολογισμῶν		»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων		»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων		»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων		»	1.000

ΙΙ Εἰς τὸ Τέταρτον τεῦχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων ..... » 400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὁρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ – ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.

ΣΕΡΑΦΕΙΜ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ